

**La tension
s'aggrave
entre la France
et le Gabon**

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,25 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Arabie saoudite, 1,50 SR ; Émirats, 15 fils ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,10 \$; Cuba, 240 CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 56 c. ; R.-A., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 30 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 275 P. ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Pays-Bas, 2,00 flor. ; République Fédérale, 1,75 M. ; Portugal, 240 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 2,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Taux de conversion page 2

RUE DES ITALIENS

5427 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42 60 13 - 42 60 14

Tél. : 42 60 13 - 42 60 14

Après la Grenade le Nicaragua... ?

L'intervention militaire des États-Unis à la Grenade a tout à la fois éloigné, pour un temps, les projecteurs de l'Amérique centrale et ravivé les inquiétudes de ceux qui estiment que M. Reagan peut être tenté de « régler » la question sandiniste par la manière forte.

Les premiers intéressés, et les plus préoccupés, sont naturellement les dirigeants de Managua eux-mêmes, qui affirment, depuis quarante-huit heures, qu'une opération coup de poing contre leur territoire, avec la participation directe ou indirecte des États-Unis, est en préparation. Ce n'est pas la première fois que les dirigeants sandinistes dénoncent une « agression imminente », et leurs adversaires ne se sont pas privés de tourner leurs appels au secours en dérision.

M. Daniel Ortega, coordonnateur de la junte nicaraguayenne, qui a rencontré, le jeudi 10 novembre, le président Miguel de la Madrid, à Mexico, a renouvelé ces accusations et affirmé que les États-Unis se préparaient à envahir le Nicaragua « d'une manière analogue à celle qu'ils ont utilisée à la Grenade ». Il doit maintenant se rendre dans les capitales des autres pays membres du groupe de Contadora, c'est-à-dire à Caracas, à Bogota et à Panama, pour exposer la « grave situation » dans laquelle, selon lui, se trouve son pays, en raison de l'augmentation des actions de guerre. Il est exact que la tension ne diminue pas, bien au contraire, sur les frontières d'un Nicaragua sandiniste qui reste assis. Six soldats de l'armée populaire ont été tués jeudi dans le département de Zelaya au cours d'une opération lancée par des groupes de contre-révolutionnaires à partir du Honduras. Près de deux mille « marines » sont attendus à Puerto-Castilla, au Honduras, pour participer à partir du 18 novembre à des manœuvres qui prennent l'allure d'une nette mise en garde à Managua. Il est acquis que les graves sabotages commis contre des ports pétroliers du Nicaragua ont été directement organisés par les services de renseignements américains. L'assistance théorique clandestine et très efficace de la C.I.A. aux « contras » prend une ampleur effectivement inquiétante.

Aux Nations unies, le délégué du Salvador a laissé entendre qu'une intervention armée contre le Nicaragua n'était pas exclue, et des personnalités d'Amérique centrale, très liées au général Altamirano, commandant en chef des forces armées du Honduras, ont carrément réclamé cette intervention à Washington. M. Eden Pastora, l'ancien commandant Zero, qui combat ses anciens compagnons sandinistes les armes à la main, semble estimer lui aussi qu'une action militaire américaine est possible, tout en affirmant que ce serait une « grave erreur » de l'administration Reagan.

Les sandinistes savent qu'ils ne pourraient pas, en cas de malheur, compter sur Cuba, et par conséquent encore moins sur l'Union soviétique. Une opération militaire américaine au Nicaragua coûterait sans doute beaucoup plus cher aux États-Unis que la modeste intervention à la Grenade, qui s'est pourtant pas été une simple promenade de santé. Mais il y a bien des façons insidieuses et redoutables de réduire la résistance des sandinistes, qui affrontent une situation économique de plus en plus préoccupante. Et c'est sans doute d'abord pour tenter de stopper cette escalade dangereuse que les dirigeants de Managua, fermement soutenus à cette occasion par le président mexicain, s'efforcent de remettre le dossier sur la table des diplomates.

(Lire nos informations page 4.)

M. Reagan veut renforcer la coopération stratégique avec le Japon

*Le président américain souhaite
que Tokyo accroisse son potentiel militaire
et resserre ses liens avec Séoul*

De notre correspondant

Tokyo. — Quatre grands thèmes, allant dans le sens d'une coopération bilatérale et de responsabilités internationales accrues pour le Japon, émergent des entretiens que MM. Reagan et Nakasone ont eus Tokyo depuis mercredi et qui ont constitué la partie proprement politique du sommet nippo-américain. Des entretiens dont l'essentiel a porté sur les problèmes de sécurité, régionale et globale, et dont la teneur pourrait être résumée par la célèbre formule : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. »

Il s'agit en premier lieu de la réaffirmation par le premier ministre japonais de la volonté de son gouvernement à la fois d'augmenter les capacités militaires défensives du Japon et de promouvoir des relations encore plus étroites entre Tokyo et Washington pour la stabilité en Extrême-Orient. Pour M. Nakasone, le traité de sécurité nippo-américain constitue le « fondement » de la paix et de la sécurité pour le Japon et pour toute la région, son renforcement matériel devrait contribuer, selon lui, à accroître sa crédibilité.

En réponse à la réaffirmation de cet engagement japonais — pour lequel les Américains n'ont

pas ménagé les pressions depuis des années, — l'Amérique confirme sa volonté de prendre en compte la sécurité et les intérêts de ses alliés asiatiques dans la négociation sur la réduction des missiles de portée intermédiaire. C'est là le second point capital pour les Japonais, qui redoutent qu'une réduction du nombre des SS-20 soviétiques sur le théâtre européen ne se traduise par un transfert des mêmes engins vers le théâtre asiatique.

R.-P. PARINGAUX

(Lire la suite page 5.)

Les pompistes tentent d'empêcher la réforme de la distribution

*Les effets de la concurrence
rendent inéluctable
la diminution des points de vente*

Après plusieurs mois de négociations, le gouvernement a décidé, le 9 novembre, un accroissement des rabais autorisés sur l'essence. Cette décision heurte les petits pompistes qui ont déclenché des grèves et des opérations de protestation. Elle satisfait, en partie, les grands distributeurs. Le problème de réseau de distribution de l'essence en France devait de toute façon être posé.

Le relèvement des rabais maximaux autorisés à la pompe était attendu, dans une large mesure, inévitable. Fixés en 1978, alors que les prix du carburant n'avaient cessé d'augmenter, les limites de ces rabais, qui n'avaient d'autre but que

celui de protéger les points de vente les moins rentables, s'étaient plus, depuis quelques mois, respectées par les grandes surfaces, en dépit de nombreux rappels à l'ordre et sanctions décidées par les pouvoirs publics. La réaction violente des petits pompistes peut donc a priori surprendre.

Mais le combat mené par les géants de station-service constitue pour la plupart d'entre eux une lutte pour la survie, très voisine de celle menée en leur temps par les petits commerçants contre les géants de la distribution.

VERONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 18.)

**L'affaire Doumeng : comment un contribuable peut-il
s'opposer au fisc ?** (Lire page 18)

**La réforme de l'ENA : les points de vue de Michel
Aurillac, Jean-Claude Guibal, Patrice Obert, Gildas Le
Cocq et Odon Vallet.** (Lire page 2)

**Le débat sur l'école privée : les entretiens avec
Francis Chouat, chargé de l'éducation au P.C.F., et avec
Nicolas Capelle, responsable des Frères des écoles
chrétiennes.** (Lire page 7)

Arafat entre deux ennemis...

par ANDRÉ FONTAINE

Un calme précaire régnait ce vendredi 11 novembre en fin de matinée à Tripoli. M. Yasser Arafat a rejeté l'appel à quitter la ville avec ses troupes que lui avait adressé M. Rachid Karak, le chef de la communauté musulmane de la grande cité du Nord-Liban.

A Moscou, M. Abdel Halim Khaddam, chef de la diplomatie de Damas, a eu jeudi un entretien avec M. Gromyko. Le compte rendu publié par l'agence Tass ne fait aucune allusion aux frictions de Tripoli, ce qui semble confirmer l'existence de graves divergences entre les deux pays au sujet de F.O.L.P. et du sort de M. Arafat.

D'Ordreurs en camions piégés, le meilleur Liban s'enfonçait chaque jour un peu plus dans l'horreur. L'esprit de clan, fortement marqué par la tradition de la vendetta, l'entêtement religieux ou idéologique, l'absence de calculs politiques, le gâchis pur et simple, tout y concourt.

La ronde infernale a vite fait de précipiter de la roche tarbéenne les vainqueurs du moment. Bechir Gemayel n'a pas survécu trois semaines à son élection à la présidence de la République. Monseigneur Bégin, écarté du pouvoir par l'Église et par le chagrin, assiste impuissant à l'écroulement de cette pax hebénaïque qu'il avait cru, l'an dernier, pouvoir établir autour des frontières d'Israël.

C'est aujourd'hui au tour d'un des personnages les plus cortisés de la tragédie, Yasser Arafat, de boire la lie du calice de l'amertume. Les temps ont bien changé pour lui depuis ce jour de juillet 1968 où le cinquième congrès de l'Organisation de libération de la Palestine l'avait porté à sa tête en remplacement du sinistre Ahmed Choukry, dont l'ancien ministre libanais Abbe Eban a pu écrire que « l'attitude pompiste, le soulèvement de sa pro-

pre vérité et de son confort personnel, avaient de quoi rassurer ses futures victimes », auxquelles il n'avait cessé de promettre la velle ou le concubinage (1).

L'homogénéité, on le sait, n'est pas précisément le fort de l'O.L.P., qui regroupe, des marxistes aux fondamentalistes musulmans, huit mouvements palestiniens, dont le principal, de tendance modérée, est le Fatah, du Fatah auquel appartient Yasser Arafat : de même Fatah au sein duquel a éclaté, au printemps dernier, la dissidence qui, grâce à l'appui syrien, a entrepris de le déboulonner. Car, bien entendu, chacun de ces groupes, pour renforcer son poids, repère vers quelque capitale étrangère : de Moscou à Washington, en passant par Damas, Bagdad, Téhéran, Le Caire, Tripoli, l'éventail est large.

(Lire la suite page 3.)

(1) Abbe Eban, *Autobiographie*, Bouché-Chabot, 1979, p. 234.

AU JOUR LE JOUR

Protection

Le prix de l'humour noir pourrait être décerné cette semaine au colonel Kadhaï. Le chef de l'Etat libyen a demandé, jeudi 10 novembre, à M. Arafat de « venir résider en Libye », affirmant qu'il se portait garant de sa sécurité. « Ainsi, conclut-il, tous les fusils pourront être orientés vers l'ennemi ».

Cette aimable proposition d'hébergement se heurte à une difficulté pratique, c'est que M. Arafat n'est présentement pas très libre de ses mouvements. En revanche, il est tout à fait envisageable que M. Kadhaï rejoigne M. Arafat à Tripoli (Nord-Liban) pour y constater, de visu, l'efficacité de sa protection fraternelle.

BRUNO FRAPPAT.

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE

La croix de Lorraine d'Oyonnax

Après avoir passé les troupes en revue, place de l'Etoile-Charles-de-Gaulle, vendredi 11 novembre dans la matinée, et déposé une gerbe sur la dalle du soldat inconnu, à l'Arc de triomphe, M. François Mitterrand devait se rendre, dans l'après-midi, à Oyonnax (Ain) pour y célébrer l'anniversaire de la défaite, le 11 novembre 1943, dans les rues de la ville, d'un détachement armé des maquis de l'Ain.

Fin novembre 1943, les maquis ont pris en France occupée une extension considérable. Réfractaires au service du travail obligatoire (S.T.O.), anciens de l'armée d'armistice dissoute, militants obligés de quitter les villes et affluents, Vichy réagit en traquant les maquis avec ses G.R.M. (groupes mobiles de réserve) et le concours de la milice de Joseph Darnaud, mais aussi par une virulente contre-propagande. Les maquisards

sont présentés non seulement comme des « terroristes », mais comme des marginaux, des criminels de droit commun, des pillards dirigés par des chefs de bande.

Les chefs régionaux de la Résistance, soucieux de réagir contre cette image de marque et d'aviver la persécution d'une population maintenant convaincue dans sa grande majorité de la légitimité de la lutte, se réunissent donc, sans réserve, au projet du capitaine aviateur Romain-Petit, chef des maquis de l'Ain, et de l'armée secrète (A.S.) du département. Les maquis de l'Ain sont fortement encadrés et organisés.

Les Allemands occupent l'ensemble du territoire, le gouvernement de Vichy a, bien entendu, interdit toute commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918. Le célébrer dans toute sa pompe revient à marquer l'existence d'un autre pouvoir en même temps qu'à dénier l'occupant. Il n'y a pas de troupes allemandes à Oyonnax ni dans les environs. La

petite ville, où la Résistance compte beaucoup de sympathisants, est choisie pour la manifestation. Transports, horaires sont minutieusement prévus et préparés sur place.

A l'aube du 11 novembre, les groupes locaux bloquent chez eux tous les suspects qu'a secrètement désignés le commissaire de police. En même temps, une unité venue de Bresse neutralise le commissariat, la gendarmerie, la poste, les pompiers. Il faut que la manifestation finisse, personne ne puisse être accusé de complicité, alors que la gendarmerie notamment est, au moins aux échelons supérieurs, « dans le coup ».

Toutes les routes sont barrées. Les maquisards sont massés par sections. Ils portent des uniformes « empruntés » aux chandiers de jeunesse, et leur armement a été réparti de manière à ne pas paraître disparate.

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 8.)

**robinetterie
sanitaire**
à fermeture automatique
temporisée

**économie
d'eau**
documentation sur demande

**LES ROBINETS
PRESTO**
7, rue Racine - B.P. 551
92542 Montrouge Cedex
Tél. : 695.07.70
Babmet stand Presto n° 7342

1550

Le Monde

idées

De quelques bizarreries

par MICHEL AURILLAC (*)

L'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration (ENA) a été créée en 1954 par l'arrêté du Conseil d'Etat, est, à cet égard, l'interdiction de prendre en compte l'opinion politique d'un candidat pour lui refuser l'autorisation de concourir.

On voit, dans cette perspective, combien la nouvelle réforme est contraire à la tradition républicaine. Il s'agit en effet de créer une « troisième voie » ouverte aux militants syndicaux, aux élus locaux et aux dirigeants d'associations.

Ce n'est donc plus la vertu ou le talent qui servent de critères mais la fonction exercée, en dehors de la fonction publique, protégée par un statut.

Deuxième bizarrerie. Cette troisième voie est réservée à la seule ENA et non aux autres grandes écoles et notamment aux écoles techniques. Peut-être a-t-on redouté de passer sur le pont construit par un ingénieur ou de voler sur un avion piloté par un pilote tous deux de la « troisième voie ».

Il y a là comme une idée que l'administration générale ou la justice peuvent être exercées par des non-fonctionnaires.

(*) Ancien élève de l'ENA, promotion 1953, ancien député R.P.R.

Le débat, oui mais...

par GILDAS LE COZ (*)

Le débat provoqué par la création de l'ENA doit rester scrupuleux et sincère. Est-ce un débat utile ? Sans doute, bien que l'entreprise tardivement à ce jour, c'est d'une loi en application qu'il s'agit. Mais la discussion a un double mérite.

Elle rappelle que toute innovation provoque des réactions. La création de l'ENA, qui supprimait les filières plus ou moins confidentielles d'accès à la haute fonction publique, fut décriée par l'Institut de la seconde voie, ouverte aux fonctionnaires, comme le même sort.

La discussion met également en évidence ce qu'on occulte trop souvent : la finalité de la réforme. Il n'y a pas d'autre que d'enrichir le potentiel de réflexion et d'action de la fonction publique par l'apport des capacités de femmes et d'hommes ayant acquis l'expérience de l'analyse et de la décision au service du public autrement que par les études universitaires et la pratique administrative. La synthèse - dosée - de toutes ces expériences peut apporter beaucoup à l'administration.

Est-ce un bon débat ? Il peut l'être s'il reste scrupuleux. Or il ne le sera pas si l'on continue à y tenir des

propos outranciers. La réforme n'aurait-elle pas été instituée par une loi déclarée conforme à la Constitution - à l'exception d'une disposition non essentielle ? En prenant cette décision le Conseil constitutionnel n'aurait-il pas agi en conscience ? La commission chargée de donner un avis sur la recevabilité des candidatures, composée de magistrats et d'un membre des tribunaux administratifs, présidée par un conseiller d'Etat, serait-elle un « organe politisé » ? Le jury du concours pour la troisième voie mériterait-il le même soupçon ?

(*) Ancien élève de l'ENA (promotion Droits de l'homme, 1979-1981).

Guerre civile en Enarchie

par ODON VALLET (*)

L'ASSOCIATION des anciens élèves de l'ENA qui avait réuni en 1947, au retour du général de Gaulle en 1958, au putsch d'Alger, abandonné sang-froid et réserve.

C'est que la troisième voie met en cause des fondements traditionnels du droit pour, au dire de ses créateurs, promouvoir la justice dans les faits. Selon Anicet Le Pors (qui n'est pas l'auteur de la réforme mais son défenseur au gouvernement), pour rétablir une égalité réelle des chances dans l'accès à la haute fonction publique, il faut commencer par créer une inégalité de droit au profit des plus défavorisés sur le plan socio-culturel.

Les insuffisances d'une égalité formelle sont connues et l'égalité sur le terrain requiert des facilités supplémentaires voire des exigences moindres pour ceux qui n'ont pas bénéficié d'une formation initiale suffisante. Ainsi, l'Institut d'études politiques de Paris a aussi créé une troisième voie

d'accès réservée aux salariés ayant cinq ans d'ancienneté. Les lacunes de ces candidats du troisième type ne tiennent ni à l'intelligence ni même aux connaissances mais plutôt à la culture générale et à l'expression écrite. L'expérience a été faite de compenser les prestations d'un étudiant, fils de cadre supérieur, ayant un quotient intellectuel de 115 et celles d'un contrôleur des P.T.T., fils d'artisan-ouvrier, possédant un Q.I. de 145. Les notes de l'étudiant écrasèrent celles du postulant dans toutes les épreuves exigeant une maîtrise de la rédaction, du plan et de l'orthographe. La posture ne pouvait reprendre la dessus qu'en informatique et en statistiques, matières où l'environnement familial joue un rôle très faible.

Dès lors, il est difficile de juger des candidats aussi hétérogènes selon les mêmes critères. Les adversaires de la troisième voie ont raison de souligner les risques d'arbitraire politique et d'incohérence intellectuelle. Ses partisans y verraient plutôt une revanche contre des années où ils ont paru exclus du pouvoir. En fait, le clivage le plus profond tient sans doute aux conceptions de la vie en société. Les troisième voies d'accès révèlent une aspiration populaire vers un épanouissement des facultés d'intelligence grâce à une deuxième chance de formation et en dépit des lourds efforts que celle-ci demande. Mais cette aspiration fait concurrence aux légitimes projets professionnels des candidats aux deux premiers recrutements. Ainsi se dessinent deux vagues possibles pour la maîtrise du savoir et du pouvoir : le partage ou l'affrontement.

(*) Ancien élève de l'ENA, promotion François Rabelais, 1971-1973.

La démocratisation du troisième type

par JEAN-CLAUDE GUIBAL (*)

Sur le plan des principes, les hommes d'entreprise ne peuvent qu'approuver l'ouverture de la fonction publique aux représentants de la société civile. L'intérêt du pays appelle en effet une meilleure osmose entre deux mondes voués à travailler ensemble et qui pourtant s'ignorent.

Depuis toujours le corps social accueille sans restrictions des responsables issus de la fonction publique. Celle-ci doit à son tour être accessible à ceux qui ont exercé leurs talents dans d'autres domaines de la vie collective. La nationalisation de l'Etat doit succéder à l'établissement de la société.

Mais pourquoi limiter l'accès du troisième concours de l'ENA aux seuls détenteurs d'un mandat local, syndical, associatif ou mutualiste ? Pourquoi faire de l'élection le critère de l'aptitude à servir l'Etat et politiser ainsi une fonction qui tient son autorité de sa neutralité ?

La Pors rappelle avec raison que « le service public requiert compétence, dévouement et abnégation ». Certes, les cadres d'entreprise ne sont pas élus. Ils n'en sont pas pour autant dépourvus de ces vertus. Leur compétence se mesure à l'efficacité

de leur action quotidienne. Leur dévouement se manifeste dans leurs efforts constants pour assurer la compétitivité de leur entreprise. Leur abnégation se déduit de l'augmentation constante de leur temps de travail et de leur contribution exemplaire à l'effort de solidarité. Pourquoi alors leur interdire l'ENA ?

« La logique qui sous-tend une activité de service public est différente de celle qui sous-tend celle d'une activité privée, essentiellement finalisée par la rentabilité financière », précise encore la ministre. Telle est, sans doute, l'origine du malentendu. Les hommes d'entreprise se font une autre conception de leur métier. Ils fondent leur action sur la production de richesses, la création d'emplois et l'accomplissement professionnel des hommes au travail. Ils ont le sentiment de contribuer ainsi à la réalisation d'un intérêt général qui ne serait pas dicté par quelques « métrés penseurs », plus citoyens que les autres.

Alors que les responsabilités économiques et sociales de l'Etat ne cessent d'être étendues, bien souvent au-delà de toute raison, les comprennent mal que celui-ci ne juge pas nécessaire de recourir à leur expérience pratique de la vie des entreprises. Ils n'ont pas imaginé non plus qu'il puisse les considérer comme incapables ou indignes de travailler au bien public.

Ils demandent donc que leur soit reconnu le droit de se présenter, eux aussi, à l'ENA. Ils refusent par contre toute faveur et souhaitent que la loi du 19 janvier 1983 soit d'abord reformulée de manière à se fonder sur des principes d'égalité, de neutralité et de mérite qui garantissent la qualité de la fonction publique. Le 3^e concours de l'ENA est le seul en France à ne respecter ni la neutralité des jurys ni l'anonymat des épreuves, ni l'affectation des élèves en fonction de leur classement. Il met en œuvre une conception de la démocratisation qui pourrait pervertir les fondements mêmes de l'Etat.

(*) Ancien élève de l'ENA, promotion Montaigne 1964-1966. Délégué Général d'Entreprise et Progrès.

Pour une école de la fonction publique

par PATRICE OBERT (*)

NOUS sommes au confluent de trois évolutions : d'un côté, le mouvement de décentralisation a réalisé un important transfert de compétences de l'Etat vers les communes, les départements et les régions.

De l'autre, l'ajournement des textes relatifs à la fonction publique a conduit à poser les droits et obligations des fonctionnaires, tandis que d'un projet de loi relatif à la fonction publique d'Etat a déjà été examiné par l'Assemblée nationale et qu'émerge la fonction publique territoriale.

Enfin, la volonté de démocratiser l'accès à l'ENA a induit la création de la troisième voie. Mais cette réforme - aussi louable soit-elle dans son esprit - n'a pas abordé la fonction de l'ENA dans le nouveau contexte créé par les lois de décentralisation et l'apparition d'une nouvelle fonction publique.

Il ne fait guère de doute qu'une des conditions pour réaliser une véritable décentralisation consiste à doter les collectivités territoriales de cadres administratifs capables de discuter d'égal à égal avec ceux de l'Etat.

Cela passe inévitablement par la création d'un corps de hauts fonctionnaires qui soit de même niveau que les corps des fonctionnaires recrutés par la voie de l'ENA.

Or, déjà, la réforme de l'ENA était maladroite sur ce point. Rien n'a été prévu pour la culture générale et le projet de code de la fonction publique territoriale lui-même. Il convient pourtant dès ce stade initial de poser clairement le principe d'un niveau de formation comparable.

Il ne s'agit pas de peupler toutes les collectivités d'« équivalents-énarques ». Mais il faut être conscient que les nouvelles compétences accordées aux élus ne pourront qu'accroître les responsabilités des cadres administratifs.

C'est pourquoi il est nécessaire de créer une véritable école de la fonction publique. Elle aurait pour mission de former les responsables administratifs appelés à exercer leurs fonctions dans la fonction publique.

« LA GRANDE GUERRE », de Pierre Miquel

Un combat « désespéré » mais ardent contre la fatalité

Si les jeunes n'en sont guère conscients, leurs aînés ne l'ont pas oublié : longtemps, le premier conflit mondial a suscité de furieuses controverses. De 1918 à 1939, il fut pratiquement impossible d'évoquer ce drame de manière sereine et, en 1924, lors de la parution de la *Victoire*, Alfred Fabre-Luce fit scandale en soutenant l'évidence : à savoir que la France avait eu son part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre. Il fallut attendre l'œuvre posthume pour que des historiens sérieux, tels Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle ou Guy Pedroncini, établissent enfin la vérité. Mais il manquait encore une synthèse à l'usage du grand public : professeur à l'université de Paris-Sorbonne, Pierre Miquel vient de nous la donner dans un livre monumental.

Cà et là, il arrive, sans doute, à l'auteur de se lancer dans des développements un peu techniques que seuls pourraient apprécier les officiers brevetés d'état-major. Le lecteur regrette aussi parfois l'absence de portraits qui donnent une densité humaine aux événements et aident à comprendre certaines divergences de vues. Biographe et historien de Raymond Poincaré, Pierre Miquel fait enfin la part un peu belle à ce dernier, dont l'action avant la déclaration de guerre reste à tout le moins discutée - tout comme celle de l'ambassadeur russe à Paris, Alexandre Lavolaki, personnage dont l'on ne voit malheureusement pas apparaître ici. Mais ces quelques critiques sont secondaires.

Rendant sensible la caractéristique mondiale du conflit, insistant à juste titre sur les manœuvres machiavéliques des Allemands en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, notre historien a le mérite de mettre en lumière ce qu'il appelle la « guerre de l'arrière », c'est-à-dire les épreuves consenties avec abnégation par les populations civiles et l'incurie qui se manifestait, hélas ! souvent, en haut lieu, où des décisions capitales étaient prises avec légèreté.

Pour la France, le tableau qui dresse Pierre Miquel est accablant. Dès la mobilisation - une lettre inédite de Maurice Genevoix en témoigne - un « *touhou indéfinissable* » se produit. Faibles, l'Etat ne parvient pas à se faire obéir des industriels, dont le concours est indispensable à l'effort de guerre. Pour rétablir une certaine discipline, les ministres en sont réduits à faire appel à Robert Pinot, secrétaire général du Comité des forges. Alors que, très vite, les soldats du Kaiser sont équipés d'un casque, des mois passent avant que le commandement français ne se décide à pourvoir les fantassins d'une protection qui - un rapport la prouve bientôt - aurait permis de sauver des milliers de vies humaines. Présumptions, Joffre se voit infliger le rattrapage des traditions militaires casquées. « Mon ami, dirai-je à un officier, en 1914, nous n'avons pas besoin de fabriquer des casques. Nous tordeons les baches avant deux mois ».

Ne dissimulant pas ces imprévoyances coûteuses, Pierre Miquel rend toutefois un juste hommage aux stratèges qui révéleront leur valeur au cours de ces années terribles et surtout au courage dont firent preuve tant de « poilus ». Aujourd'hui, avec le recul, certains ne craignent pas d'affirmer que le sacrifice de beaucoup d'entraux fut vain, puisque l'Europe sortit amoindrie de cette lutte fratricide et que, par une application aberrante du principe des nationalités, la paix bécote de 1919 aboutit vingt ans plus tard à une configuration encore plus terrible.

Mais c'est oublier que l'histoire ne saurait être réduite au froid alignement des chiffres, ou à l'étude rigoureuse du jeu diplomatique. Et l'on doit savoir gré à l'auteur de prendre en compte des facteurs insaisissables que sont le dévouement ou l'héroïsme. Grâce à lui, les souffrances des anciens de 14-18 retrouvent leur sens : celui d'un « combat désespéré mais ardent » contre la fatalité et pour la liberté.

ERIC ROUSSEL
* La Grande Guerre, Fayard, 670 pages, 98 francs.

Le Monde

L'ÉVOLUTION

M. Karamé, ancien premier ministre libanais a demandé au chef de l'O.L.P. de quitter Tripoli

Le R.S.S. pour « l'aide et le qu'elle apporte à la Syrie et les pays arabes confrontés à l'impérialisme au Liban ». Cependant, le rendu de l'agence officielle que ne contient aucune aux affirmations inter-pa en Nord-Liban et ne mentionne l'O.L.P.

Une ébauche de règlement à Genève ?

À GENEVE, la commission mise en place par le dialogue inter-arabes pour la mise au point d'un règlement de la situation au Liban, a tenu jeudi son premier conseil de travail. Elle a décidé de se réunir à nouveau la semaine prochaine à la deuxième session, qui pourrait être suivie de travaux à Genève vers le 15 novembre.

La commission, qui a été créée par le dialogue inter-arabes, a tenu jeudi son premier conseil de travail. Elle a décidé de se réunir à nouveau la semaine prochaine à la deuxième session, qui pourrait être suivie de travaux à Genève vers le 15 novembre. La commission a également décidé de se réunir à nouveau la semaine prochaine à la deuxième session, qui pourrait être suivie de travaux à Genève vers le 15 novembre.

M. Khaddam à Moscou

Le ministre libanais des Affaires étrangères, M. Khaddam, est arrivé à Moscou jeudi matin. Il y sera reçu par le ministre russe des Affaires étrangères, A. Kozyrev, et le ministre libanais de la Défense, M. Riad Salameh.

LA TENSION FRANCO-IRANIENNE

Les représailles économiques de Téhéran ne devraient pas affecter le domaine pétrolier

La tension entre Paris et Téhéran s'est accrue ces derniers jours. Les représailles économiques prises par l'Iran contre la France, en particulier la suspension des livraisons de pétrole, ont suscité de vives inquiétudes en France. Cependant, les experts estiment que les représailles de Téhéran ne devraient pas affecter le domaine pétrolier, car la France dispose de réserves stratégiques suffisantes pour faire face à une éventuelle interruption des livraisons iraniennes. Les négociations entre les deux pays restent en cours, mais aucune solution n'est encore visible.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaune"
"92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"

Côte de Beaune Villages
"Clos Royer"
Savigny-lès-Beaune
"Les Lavières"
Beaune Clos de la Mousse
Beaune Trévins
Beaune Mercant
Beaune Grèves
"Vigne de l'Enfant Jésus"
Vulnay Chaulin
Vulnay Taillepiels
Vulnay Frenettes
"Clos de la Rongente"
Vulnay Caillerets
"Ancienne Cuvée Carnot"
Pommard 1^{er} cru
Le Cuvée
Chambolle-Musigny
Chambertin
Beaune Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chablis Montrachet

Documentation LM sur demande à Vincent Bouchard Père & Fils, Négociants au Châtea 21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 198200

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 989 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 085 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande au moins un mois avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques de préférence.

Imprimerie
du "Le Monde"
5, rue des Italiens
PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

مكتبة من الأصل

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT AU NORD-LIBAN

**M. Karamé, ancien premier ministre libanais
a demandé au chef de l'O.L.P.
de quitter Tripoli**

Le ministre des affaires étrangères syrien, M. Khaddam, a été reçu, jeudi 10 novembre, à Moscou, par son collègue soviétique, M. Gromyko, et lui a exposé, selon toute vraisemblance, les intentions de Damas à l'égard de M. Arafat, assis à Tripoli. Toutefois, aucune mention n'est faite du problème dans le compte rendu de l'agence Tass.

Pour sa part, M. Rachid Karamé, ancien premier ministre libanais, a demandé, jeudi, au chef de l'O.L.P. de quitter la grande ville du Nord-Liban. M. Karamé, qui préside le comité de coordination de Tripoli — réunissant les divers groupes et partis de la cité, — a fait une déclaration en ce sens à Damas, où il se trouve depuis samedi.

M. Karamé a justifié sa demande en affirmant que, « en raison de l'étape actuelle, qui impose une action efficace face aux menaces israéliennes-américaines, la place de M. Arafat est hors de Tripoli, qu'il doit quitter avec son groupe pour remplir un rôle face à ces menaces ». Ce vendredi matin, M. Arafat a répondu à l'agence Reuters qu'il ne répondait pas à l'appel de M. Karamé, affirmant que ce dernier ne lui avait pas personnellement demandé de partir. « Il a tout simplement dit, a-t-il ajouté, qu'Abou Ammar était un dirigeant important et qu'il ne devait pas rester à Tripoli trop longtemps parce que des devoirs l'appelaient ailleurs ».

M. Arafat avait déclaré auparavant qu'il serait disposé à quitter Tripoli au cas où les dirigeants locaux le lui demanderaient. « Je ne peux partir tant que mes combattants ne sont pas libérés », a-t-il souligné. « Je suis pas un président, je suis un combattant de la liberté ».

Des médecins occidentaux travaillant dans un hôpital de Tripoli ont indiqué que M. Arafat et son adjoint Abou Jihad ont échappé de peu à la mort, jeudi après-midi, au camp de Badraoui, lorsqu'un obus est tombé près de leur véhicule. Ils tenaient une réunion avec des responsables palestiniens.

M. Khaddam à Moscou

À DAMAS, la presse syrienne a estimé jeudi que « le compte à rebours en vue d'une agression israélienne contre la Syrie a commencé ». Le quotidien Tichrine souligne que les États-Unis devraient savoir que « la Syrie ne sera pas seule dans la bataille, toutes les masses arabes et les forces éprises de liberté dans le monde, en premier lieu l'Union soviétique, se tiennent à ses côtés ».

Ces prises de position coïncident avec l'arrivée à Moscou de M. Abdel Halim Khaddam. Le chef de la diplomatie de Damas a eu, jeudi soir, un premier entretien avec M. Gromyko. Selon l'agence Tass, deux ministres ont insisté sur la nécessité pour les pays arabes de « renforcer leur unité et coordonner leurs actions pour faire échec aux projets sionistes et agressifs des États-Unis et d'Israël ». M. Khaddam, toujours selon Tass, a remercié

LA TENSION FRANCO-IRANIENNE

Les représailles économiques de Téhéran ne devraient pas affecter le domaine pétrolier

La tension croît entre Paris et Téhéran. Les mesures de représailles de nature économique prises par l'Irak contre la France (le Monde du 11 novembre) ont été suivies, jeudi 10 novembre, d'actions portant sur une « tentative française d'attente » contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth. Un communiqué de cette représentation diplomatique distribué à la presse et cité par l'A.F.P. assure que le contingent français a « tenté de perturber lundi une opération terroriste » contre ses bâtiments au moyen d'une « jeep piégée » qui, « par la volonté du Dieu tout-puissant, n'a pas explosé ». Les responsables français de Beyrouth ont déclaré que, « n'étant pas impliqués dans une telle affaire, ils n'ont pas à la commenter ».

Sur le plan pétrolier, les dernières mesures annoncées par Téhéran ne semblent pas devoir entraîner de conséquences importantes. La France a acheté au cours des huit

Une ébauche de règlement à Genève ?

À GENÈVE, la commission politique mise en place par le congrès du dialogue libanais a achevé jeudi ses travaux. Elle a convenu de se réunir à nouveau une semaine avant la deuxième session du congrès, qui pourrait reprendre ses travaux à Genève vers le 5 décembre.

La commission, qui a commencé ses travaux lundi dernier, s'est efforcée d'établir un « document de travail » faisant le point des réformes politiques à introduire au Liban et suggérant pour chacun une ou plusieurs solutions. Les points sur lesquels elle a trouvé un « large consensus » sont les suivants : la parité « moitié-moitié » entre chrétiens et musulmans au Parlement au lieu du rapport cinquante-quatre chrétiens (dont trente maronites) pour quarante-cinq musulmans ; la désignation du premier ministre par le Parlement et non plus par le président de la République ; la création d'une Haute Cour pour juger en cas de besoin les responsables politiques ; la création d'un conseil constitutionnel ; l'abolition du confessionnalisme dans l'administration et dans l'armée. Sur ce dernier point, il ne s'agit que d'appliquer dans les faits des décisions prises déjà depuis plusieurs années mais restées lettre morte.

Par contre, un consensus n'aurait pu se dégager sur les points suivants : la répartition des grandes charges de l'État suivant les confessions ; présidence de la République, présidence du conseil, présidence de l'Assemblée et le problème de l'armée.

En ce qui concerne le président de la République, traditionnellement maronite et qui détient de très larges pouvoirs, deux thèses se sont affrontées : soit faire élire le président en dehors de tout lien confessionnel, soit le confier à une communauté religieuse, par un parlement qui ne serait plus dominé par les chrétiens, soit lui adjoindre un vice-président choisi dans une autre communauté que le président et doté lui aussi de larges prérogatives. Pour l'armée, la commission a estimé qu'il s'agissait d'un problème trop grave pour qu'elle s'en saisisse. Elle a donc décidé de le porter devant le congrès lui-même quand il se réunira à nouveau.

Enfin, l'attitude du Front libanais, dirigé par MM. Gemayel et Chamoun, demeure incertaine. On ignore encore s'il a vraiment accepté les résolutions adoptées la semaine dernière par le congrès des dix où siégeaient ses chefs. — (A.F.P., Reuters.)

(Suite de la première page.)

Entre tous ces courants, fort démocratiquement représentés au Conseil national palestinien, le « parlement » de l'O.L.P., et en fait son pouvoir suprême, Arafat n'a cessé de l'inviter, ne disant jamais que le moment de ce qu'il pensait, et fort souvent le contraire. Il courait ainsi le risque d'apparaître comme un modérateur et donc comme un traître, aux yeux des plus dur, sans pour autant parvenir à persuader l'immense majorité des libanais qu'il cherchait sincèrement à faire la paix avec eux.

Combien de fois n'a-t-il pas donné l'impression d'hésiter sur la ligne à suivre, ne laissant un de ses proches lancer un ballon d'essai que pour le récupérer aussitôt, approuvant le recours à la violence comme seul moyen de se faire entendre de gens qui n'avaient pas hésité eux-mêmes, pour chasser les Britanniques, à poser des bombes, tout en désapprouvant à tire-lingot la plupart des attentats affectivement commis ?

Un illusoire sentiment de puissance

Grâce aux subventions des pays pétroliers, aux contributions des Palestiniens de la diaspora, aux bénéfices des sociétés commerciales qu'elle contrôle, l'O.L.P. dispose de vastes ressources ; d'où un illusoire sentiment de puissance, d'autant plus vif que Yasser Arafat, non content d'être salué en héros par le peuple des camps de réfugiés, était reçu, de capitale en capitale, et jusqu'à la tribune des Nations unies, comme un chef d'État. De toute façon, ses camarades et lui croyaient que l'histoire, à un sens, et que ce sens est celui de la justice : ils voyaient dans les récits de la longue marche des maîtres de la guerre d'Algérie, la preuve que, si dur que soit leur combat, le triomphe de leur cause était assuré.

Depuis longtemps, cependant, ils auraient dû comprendre que, malgré les apparences, malgré les reconnaissances en chaire, malgré l'évolution de plus en plus nette des gouvernements européens, au leur faveur, le temps ne travaillait pas pour eux. Non pas qu'il travaillât pour les Israéliens ; chacune des rétrocessions victorieuses qu'ils ont remportées n'a fait qu'accroître l'effort militaire et économique à fournir, que renvoyer à plus tard l'avènement de la paix si désirée.

Mais les Israéliens se battaient pour eux-mêmes, sur leur terre à eux, sans même tenir compte de ce qu'ils en faisaient. Et ils étaient assez nombreux par rapport à la population arabe vivant sous leur contrôle pour assurer un quadrillage de nature à empêcher toute action de guérilla durable. Pour battre l'État hébreu, ou du moins l'amener à composer, l'O.L.P. devait donc à tout prix disposer de plus en plus de bases à partir desquelles le harcèlement. Ce qu'elle s'efforçait de faire, en utilisant à cette fin les camps de réfugiés, espérant que la présence de populations civiles dissuaderait ses adversaires de s'attaquer aux positions militaires qu'elle détenait.

Il est difficile d'imaginer que les autorités des pays où étaient situés ces camps, aient fermé les yeux sur ce qui s'y passait, d'autant plus que l'O.L.P., ou au moins certaines des formations qui le constituent, se posaient de plus en plus en force révolutionnaire, et adversaires des régimes arabes, modérés, soupçonnés de vouloir passer avec Israël. Et que ses dirigeants avaient tendance à se comporter à l'égard de ces régimes comme en terrain conquis, déployant leurs troupes, lançant des conflits civils, dissuadant ses adversaires de s'attaquer aux positions militaires qu'elle détenait.

« Septembre noir »

La première marche se déroule en Jordanie, le 10 septembre, au cours duquel le roi Hussein — alors surnommé par ses adversaires le « Néron hébreu » — devait liquider manu militari les positions palestiniennes, faisant de très nombreuses victimes militaires et civiles.

À l'origine, un mauvais calcul de la direction de l'O.L.P., qui accuse le roi d'avoir accepté le plan du secrétaire d'État américain Rogers, lequel ne vise, selon le journal du Fath, qu'à encadrer et étendre la révolution palestinienne, sur le fond de tous les peuples arabes » (3). L'irak, à l'époque, avait des troupes en Jordanie.

Arafat entre deux ennemis...

Comme il avait par deux fois menacé Hussein d'intervenir s'il n'arrêtait pas le bombardement des camps palestiniens, l'O.L.P. crut pouvoir compter sur lui et sur le ralliement à sa cause d'une partie de l'armée royale. Mais il n'y eut pas de ralliement et les soldats israéliens restèrent l'arme au pied.

Seuls les Syriens vinrent au secours d'Arafat. Ils firent franchir la frontière à une colonne de chars fraîchement repeints aux couleurs palestiniennes. Mais cent trente d'entre eux devaient être détruits par les soldats de Hussein et le reste fut retiré après que Washington eut agité le plus carrément du monde une menace d'intervention américaine ou israélienne.

Au Liban aussi...

Les Palestiniens allaient répéter au Liban les erreurs qui leur avaient été fatales en Jordanie. Ils s'y installèrent comme en pays conquis — on avait surnommé un moment la zone au sud du Liban le « Fatahland » — provoquant de nombreux raids israéliens et le mécontentement de la population locale, et tentèrent, à la faveur de la guerre répétée « civile » de 1976, dont ils furent, par la gauche, le fer de lance, de mettre la main, par personnes à peine interposées, sur l'État libanais.

Celui qui les empêcha, il ne faut jamais l'oublier, c'est Hafez El Assad, l'actuel maître de la Syrie, le même qui encourageait aujourd'hui les dissidents du Fath à liquider Yasser Arafat. Déjà, en 1966, ministre de la guerre, il avait fait arrêter, nous dit Eric Rouleau, pour un crime qu'il n'avait pas commis (4). En 1970, il avait été de ceux qui, au sein du gouvernement de Damas, s'étaient opposés à l'intervention en Jordanie. L'année suivante, il s'empara du pouvoir. Il allait y déployer une astuce à la Realpolitik : à faire pâlir Ben-Ner.

Qu'il s'agisse de faire la paix avec Israël ou de se battre contre lui, Assad entendait que lui-même prit la décision à sa place. D'où sa campagne vigoureuse contre Sadat et les accords de Camp David. D'où sa décision, en avril 1976, de venir à l'aide des chrétiens libanais aux abois : il ne fallait pas que l'O.L.P. dispose de Beyrouth d'un détonateur susceptible de mettre la ville aux poudres du Proche-Orient.

Non contents de dégrader les agglomérations maronites encerclées par les « palestino-progressistes », comme on disait alors, les Syriens bombardèrent le camp palestinien de Tel-el-Zatar assiégé par les phalangistes, qui foisonnent sommairement, après sa chute, un millier de survivants. Ce sont des choses qui s'oublient difficilement. D'autant plus que, dès cette époque, naît le soupçon, encouragé par plusieurs rencontres entre Assad et Kissinger, qu'ils se sont entendus en secret pour partager le Liban entre la Syrie et Israël.

Quantité de Libanais ne mettent pas en doute l'existence de ce plan, qui se trouve aujourd'hui matérialisé par la double occupation de leur pays par la Syrie au nord et à l'est, et par Israël au sud du fleuve Awali. Et certains en sont à se demander : si l'accord ne comportait pas aussi la promesse de Hafez El Assad de liquider l'O.L.P. N'est-il pas en train d'achever le travail commencé l'an dernier par Begin et Shimon ?

Le jeu de Damas

Dans ce Proche-Orient où ne règne pour l'instant que la loi de la jungle, où, comme l'écrit le New York Times, même « le main qui vient à votre secours peut vous abuser », aucune interprétation, et surtout la plus immorale, ne doit être exclue. L'Europe n'a d'ailleurs pas tellement de leçons à donner de ce point de vue. Mais il n'est pas besoin d'un tel accord pour expliquer l'attitude du président syrien : il veut, comme on l'a dit, rester, en toutes circonstances, maître de sa décision. Il ne peut donc, malgré la limite, que l'O.L.P. ait une existence autonome. Les Palestiniens ne l'appréhendent que dans la mesure où il peut se servir d'eux : d'ailleurs, il dispose déjà d'une organisation palestinienne alignée que ses unités militaires sont incorporées dans l'armée syrienne : la Saïka.

Il y a longtemps que Yasser Arafat a dû perdre toutes ses illusions sur Hafez El Assad. Mais il a cru pouvoir lui faire échec en s'appuyant sur les autres capitales arabes et sur Moscou. Or, depuis l'an dernier, il s'est aux yeux que les gouvernements

arabes, modérés comme progressistes, ne font rien pour l'O.L.P. : leurs opinions ne se sont aucunement mobilisées au moment de l'invasion du Liban. Pas un pays n'a osé d'envoyer, ni serait-ce qu'un soldat se battre aux côtés des Palestiniens pris au piège. Il n'y a pas eu une seule manifestation de rue, où que ce soit, en leur faveur. Aujourd'hui, les appels au secours du chef de l'O.L.P. restent sans écho. Il est vrai que tant de cicatrices déformées restent en ce moment à travers le monde...

L'attitude soviétique n'est pas moins décevante pour les Palestiniens. Mais ils auraient dû se souvenir d'un précédent. En juillet 1974, l'O.L.P. avait ouvert un bureau à Moscou, et Kossyguine, le 25 novembre de la même année, avait reçu pour le premier fois Yasser Arafat, reconnaissant le droit des Palestiniens à créer leur propre foyer national, jusqu'à la formation de leur propre État (5). Deux ans plus tard, l'U.R.S.S. assistait à l'intervention syrienne au Liban contre les Palestiniens sans réagir autrement que par une déclaration d'un comité soviétique de solidarité afro-asiatique, fusillant la « terreur » et préconisant « le retrait des troupes syriennes ». Beyrouth ayant protesté contre cette prise de position, la Pravda opéra un de ces virages sur l'aile droite que la spécialité, en mettant en cause « les éléments palestiniens et gauchistes qui refusaient le dialogue et la négociation » (6).

L'explication est simple. La politique soviétique est tout sauf sentimentale ; la Syrie est un des derniers alliés dont l'U.R.S.S. dispose dans la région : elle n'allait pas se la mettre à dos ; l'exemple du retournement égyptien était encore trop frais. C'est évidemment la même raison qui fait que le Kremlin, aujourd'hui, se garde d'empêcher Damas de se débarrasser d'Arafat.

Une occasion qu'il aurait fallu saisir

Le chef de l'O.L.P. est un homme courageux : il suffit de le voir ces jours derniers sourire devant les caméras, alors que ses ennemis progressaient de toutes parts. Il va tenter de se survivre à lui-même, en espérant que le vent, une nouvelle

La « trêve miraculeuse » de jeudi

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Ainsi le miracle s'était produit : qu'on n'espérait plus la veille : le jeudi 10 novembre, au point précis, Tripoli s'éveillait dans un silence total, inhabituel depuis un semaine. Sans ce ciel gris et bas toujours assombri par les incendies des stocks de carburant, les files d'attente devant les stations-service et la présence, plus discrète que ces derniers jours, d'hommes en armes, un édit pu croire à la fin du cauchemar. A trente pas du quartier général des loyalistes, moins sévèrement gardé que d'ordinaire, un café ambulatoire avait dressé ses verres en cuivre et sur son visage marqué par sept nuits sans sommeil, comme ceux des hommes de garde et des premiers passants, se lisait un timide sourire. « Cette nuit, pour la première fois, il n'y a rien eu. Dieu soit loué ! ».

Mercredi, vers 18 heures, le cesse-le-feu avait été summativement observé par les deux adversaires après un après-midi entier de déchaînement meurtrier. Trêve précieuse pour la plupart des Tripolitains interrogés. Les uns s'inquiétaient de ses « conditions trop mal définies », les autres redoutaient « la détermination et le haine des tristes » (les dissidents de l'O.L.P.) ou « la volonté évidente » de la Syrie de « faire définitivement main basse sur Tripoli, fût-ce au prix d'un bain de sang ».

Aussi a-t-on vécu toute cette journée de jeudi dans l'obsession de voir jaillir ici ou là, soudain, l'éclaircie qui suffirait à remettre le feu aux poudres. Là où s'achèvent les faubourgs militaires de Tripoli, cernés par d'innombrables dépôts pour obéir presque aussitôt, la place aux premières barrières du camp de Badraoui, l'homme qui balayait avec application les monceaux de terre éparpillés dans ce qui fut sa station-service nous désignant le

fois, changera de sens. Mais il ne saurait se dissimuler, malgré son optimisme et sa prodigieuse vitalité, qu'il n'a plus guère de cartes en main. Et peut-être comprend-il l'erreur qu'il a commise, l'en dernier, en ne profitant pas du climat favorable qui existait, après l'invasion du Liban.

Un important courant d'opinion s'était développé en Israël, dont avait témoigné entre autres la grande manifestation contre les massacres de Sabra et Chatila, qui paraissait devoir conduire à une paix négociée sur la base de la reconnaissance du fait palestinien. La bonne stratégie, pour l'O.L.P., aurait été de fournir des arguments à ce courant-là, en déclarant enfin nettement qu'elle acceptait pour sa part la fait israélien.

La position d'Arafat à l'intérieur de l'organisation, à l'époque, était très forte, au point que ses adversaires de gauche, comme Nayef Hawatme et Georges Habache, devaient s'aligner pratiquement sur ses positions. Mais sans doute n'arrivait-il pas à renoncer à ce qui était depuis des années sa thèse fondamentale, à savoir que, la reconnaissance d'Israël constituant sa seule carte, il ne pouvait se permettre de l'abandonner contre la reconnaissance de l'O.L.P. par l'État hébreu.

Il se trouvait un peu dans la même position que la Pologne d'avant-guerre : coincé entre deux adversaires dont chacun était en même temps l'ennemi de l'autre. L'expérience enseigne que, dans ce cas, il faut savoir quel est l'adversaire le plus redoutable, et s'entendre avec l'autre contre lui. Tous compte fait, il aurait peut-être été plus facile à l'O.L.P. de trouver un terrain d'entente avec Israël qu'avec une Syrie dont le rêve hégémonique ne tolère de toute évidence ni l'indépendance du Liban ni celle de la Palestine.

ANDRÉ FONTAINE.

- (2) Du nom de la dynastie à laquelle appartient Hussein.
- (3) El Fath dit non, supplément au numéro de juin-juillet 1970 de l'Asiatic.
- (4) Eric Rouleau, « L'O.L.P. à l'épreuve de la division », *Politique étrangère*, 3/1983, p. 620.
- (5) Cité par Antoine Jabre, ancien ambassadeur du Liban à Moscou, dans *la Guerre du Liban*, Belfond, 1980, p. 145.
- (6) *Ibid.*, pp. 275-277.

nord : « Regardez : derrière cette colline, il y a des milliers et des milliers de Syriens, leurs tentes et leurs canons... aujourd'hui ils se cachent encore, mais demain ils seront dans la ville, et il n'en restera pas un seul ».

Vers 13 h 30, assailli par une cinquantaine de journalistes, M. Yasser Arafat, juché sur un mur dans la cour d'une école, commence par insister sur « la fragilité » du cesse-le-feu. « Mais, ajoute-t-il aussitôt, nous essayons de respecter nos engagements en cessant de combattre ». Toutefois, pour le chef de l'O.L.P., il ne fait aucun doute que « les Syriens vont envahir Tripoli par les trois axes, nord, sud et sud-est ». M. Arafat assure que ses adversaires avaient reçu le renfort d'une brigade motorisée syrienne et que les combattants de l'O.L.P. doivent désormais faire face à deux brigades syriennes, un millier de Libyens et à des soldats de l'Armée de libération de la Palestine, dont il ne précise pas le nombre. « Face à une telle concentration, la situation est très mauvaise », dit-il.

Un peu plus tard, vers 17 heures, le cesse-le-feu est brutalement rompu sans que l'on sache d'ailleurs lequel des deux camps en a pris l'initiative. Plusieurs quartiers de Tripoli sont touchés, un soldat de l'armée libanaise est tué dans une caserne, atteinte par plusieurs obus. Le « miracle » aura été de bien courte durée.

Que fera demain M. Arafat, sommé de toutes parts de quitter Tripoli au plus tôt, de renoncer à jouer son va-tout dans une partie qu'il s'est perdue d'avance. Et son départ — en admettant qu'il se résigne à regagner Tunis ou toute autre destination — suffirait-il à empêcher les Syriens à franchir le pas ?

J.-M. BURAND-SOUFFLAND.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Durcissement à l'égard des islamistes

Correspondance

Le Caire. — M. Kamel Leila, ancien ministre de l'éducation sous le président Sadate et député du parti national démocratique, a été élu, le 5 novembre, à la tête de l'Assemblée égyptienne, en remplacement de M. Soufi Abou Taleb, dont le mandat était arrivé à expiration.

L'élection de M. Abou Taleb, un des plus fervents partisans de l'application de la loi islamique, marque une nouvelle étape de la politique suivie par le président Mubarak à l'égard des islamistes. En effet, depuis son élection en novembre 1978, M. Abou Taleb, membre actif de plusieurs organismes islamiques et auteur de plusieurs études sur le droit musulman, s'est efforcé pour l'application de la loi islamique. Sa mise à l'écart devait ralentir les travaux, déjà poussés, des diverses commissions parlementaires chargées de l'étude de l'application de la loi coranique aux diverses branches d'une législation respectueuse des coutumes, des grands principes islamiques, mais progressivement modernisée depuis une certaine d'années, à l'aide de principes empruntés au droit français ou belge.

Agé de soixante ans, ayant fait des études de droit, puis enseigné cette discipline au Caire, M. Leila est entré en politique en 1973 en devenant brièvement ministre de l'éducation de Sadate. Recteur de l'université arabe de Beyrouth en 1975, il fut élu député en 1979. M. Leila était plus « moderniste » que de M. Abou Taleb, son élection à la présidence de la Chambre peut être interprétée comme un revers pour les islamistes.

La volonté égyptienne de renvoyer aux calendes grecques l'application intégrale de la loi musulmane avait déjà été implicitement affirmée par le chef du gouvernement, M. Fouad Morsi, qui, affirmant récemment : « L'étude approfondie des textes de loi inspirés de la charia islamique se fera avec minutie, sans hâte, sans précipitation », avait au sujet de l'application de la charia au Soudan, pays lié à l'égypte par une charte de complémentarité, qu'aucune clause de cet accord ne prévoyait l'application de la législation islamique en Egypte.

Le président Mubarak, accompagné de la quasi-totalité du cabinet égyptien, s'était rendu impromptu au Soudan, le 18 octobre, en vue de s'informer des difficultés que connaissait ce pays, notamment dans le Sud, depuis l'application de la charia. En effet, Le Caire avait été informé par les médias de la

brusque décision du maréchal Nour El-Din, et les responsables égyptiens ne cachent pas en privé leur irritation devant ce « fait accompli » du président soudanais.

Sor les quelque dix récents « complots » pour renverser le régime, déjoués par les services de sécurité de M. Abou Bacha, le ministre de l'intérieur spécialisé dans la lutte contre les extrémistes musulmans, huit sont d'inspiration islamique, le dernier en date étant l'attaque, le 22 septembre, par des membres de l'organisation El-Djihad (guerre sainte) contre des écoles, pour s'emparer de leurs armes, attaque qui avait fait un tué et deux blessés parmi les policiers.

Le terrorisme des cheikhs

C'est en vertu des lois de l'état d'urgence que le gouvernement égyptien a empêché que soit de nouveau publié l'organe des Frères musulmans El-Daoua (l'appel à l'islam), qui avait pourtant obtenu une décision favorable du Conseil d'Etat. Les seules publications islamiques paraissant encore au Caire sont les hebdomadaires « modérés » El-Lwa El-Islami (la bannière islamique) du parti national démocratique et El-Nour (la lumière) du parti libéral.

La télévision, d'autre part, est soumise par le gouvernement pour « faire entendre la voix de la raison » à ceux « qui ont été bernés par les extrémistes », grâce à une série de colloques tenus dans la prison de Torah entre théologues modérés et islamistes incarcérés. Pour la première fois depuis une décennie, la presse égyptienne s'en est prise directement aux théologues (oulémas) de l'université islamique d'El-Azhar, à la suite de leur virulente attaque contre le grand écrivain moderniste Tawfik El-Hakim. Celui-ci avait publié dans le quotidien officieux El-Ahram une série d'articles intitulés « Conversation avec Dieu », où il estimait notamment que les vrais croyants étaient les savants et non les hommes de religion. El-Ahram concluait la polémique, qui dura plus d'un mois, par un éditorial où il condamnait « le terrorisme intellectuel des cheikhs » (1) et affirmait que ses pages restauraient ouvertes à la « liberté de pensée ».

(1) Terme utilisé également pour désigner les oulémas ou théologues musulmans.

AMÉRIQUES

« Les Américains commettraient une grave erreur en intervenant au Nicaragua » affirme M. Eden Pastora

De notre correspondant

New-York. — Invités par le Centre d'études caribéennes et centro-américaines de Freedom House, MM. Edo Pastora, l'ancien « commandant Zéro » sandiniste, et Alfonso Robelo, leader de l'Alliance démocratique révolutionnaire (Arde), ont donné, mercredi 9 novembre, une conférence de presse à New-York.

M. Pastora a démenti les liens que certains lui prêtent avec la C.I.A. « Si la C.I.A. nous inondait d'argent, a-t-il dit, nous pourrions mieux habiller, nourrir et armer nos quatre mille partisans, dont le moitié sont sans armes et qui ne nous coûtent que 100 dollars par mois ».

Interrogé sur l'éventualité d'une intervention américaine au Nicaragua, M. Robelo a déclaré de son côté que l'Arde était opposé à toute intervention étrangère, « au Nicaragua aussi bien qu'en Afghanistan et au Vietnam ». Il a précisé qu'il était hostile au débarquement américain à la Grenade. « Nous n'avons pas besoin d'intervention américaine », a-t-il ajouté. « Nous avons des partisans qui se battent pour nous, mais nous avons besoin d'aide pour les armer ». M. Pastora a ajouté pour sa part : « Si les Américains envahissent le Nicaragua, ce serait le moment le plus difficile de mon existence. Ce serait aussi le plus grave erreur que commettrait l'administration Reagan ».

Il a précisé à plusieurs reprises qu'il se battrait toujours contre les Américains, comme il se bat actuellement contre les sandinistes.

M. Robelo a démenti avoir récemment rencontré les responsables militaires des « contras » (contre-révolutionnaires) au Honduras. « Mais nous sommes prêts à négocier avec les éléments civils de leur mouvement que nous respectons et qui doivent nous servir de modèle de gouvernement d'unité nationale », a dit M. Robelo, qui a indiqué avoir rencontré quelques-uns des responsables civils de la F.D.N. au Costa Rica, et a cité M. Adolfo Calero, parmi les personnalités les plus valables, selon lui, du mouvement installé au Honduras.

Il a ajouté que M. Arturo Cruz, le fils de l'ancien ambassadeur de Nicaragua à Washington, qu'il a qualifié d'« ami très proche », était à la recherche d'une « solution politique ». « Si on nous ouvre une porte

avec la garantie d'une sortie honorable, nous acceptons », a-t-il dit.

Nature but, « après la victoire sur les sandinistes », a poursuivi M. Robelo, est de reconstituer l'unité nationale en faisant entrer dans un gouvernement « sandinistes, communistes, libéraux, tous ceux qui seront prêts à mettre sur pied de nouvelles structures pour préparer, dans les six mois, des élections ».

Il a démenti que les Etats-Unis soient la principale source de financement de son mouvement, mais il a ajouté : « Nous sommes prêts à accepter l'aide de tout gouvernement qui n'essaiera pas d'en profiter pour nous ligoter ». Il a contesté que la C.I.A. tente de renverser le gouvernement sandiniste. « Elle essaie seulement de le contrôler », a-t-il déclaré.

Interrogé sur le type de démocratie qu'il voulait pour le Nicaragua, M. Robelo a déclaré prendre pour modèle « ni Moscou ni Washington ni Castro ni Pinochet, mais Costa Rica, la plus prestigieuse et la meilleure démocratie d'Amérique centrale ».

NICOLE BERNHEIM

Le matériel militaire saisi à la Grenade est exposé à Washington

Trois incidents mineurs en quarante-huit heures ont conté l'existence de quelques points de résistance isolés à la Grenade, a annoncé, jeudi 10 novembre, le porte-parole du corps expéditionnaire américain. L'incident le plus sérieux s'est produit mercredi près du camp militaire de Caligny, au sud de l'île, lorsque des tireurs cachés dans des grottes ont ouvert le feu sur une patrouille américaine. Mardi soir, une jeep militaire circulant sur une route au nord de Saint-George's avait essuyé un coup de feu. Enfin, mercredi, des militaires américains ont été alertés par un coup de feu au nord de l'aéroport de Pearis, sur la côte est.

Le porte-parole a par ailleurs annoncé qu'une petite cache avait été découverte mercredi par des militaires américains. Elle contenait du matériel de transmissions, des uniformes et un fusil d'assaut AK-47.

Le bilan du matériel saisi sur l'île, a dit le porte-parole, s'élève désormais à 6 932 fusils, 111 mitrailleuses, 13 batteries anti-aériennes, 65 mortiers de 82 mm et plus de 58 000 livres de dynamite.

A Washington, le gouvernement a organisé une exposition de l'armement saisi pendant l'invasion, afin, selon le vice-président George Bush, de faire comprendre aux sceptiques que « l'île était un dépôt d'armes pour les communistes ». L'exposition se tient sur la base d'Andrews, dans la banlieue de Washington.

Dans un hangar de la base, le public voit des véhicules blindés de fabrication chinoise sans recul, des armes américaines soviétiques, des mortiers et des dizaines de fusils et de sacs de munitions.

Uruguay

Amnesty International dénonce de nouveaux cas d'arrestation arbitraire et de torture

Plusieurs dirigeants syndicaux ont été interpellés mardi 8 novembre à Montevideo à la veille de la manifestation pour « l'amnistie et la liberté », prévue pour ce mercredi dans la capitale. Le ministre de l'intérieur, le général Hugo Linares, a annoncé que le gouvernement avait décidé de prendre « toutes les dispositions » propres à empêcher cette manifestation organisée, selon lui, à l'appel de formations politiques illégales. Parmi les personnes interpellées figurent les dirigeants de l'Assemblée inter-syndicale des travailleurs, organisation non reconnue par les autorités.

Divers arrêts de travail d'une dizaine de minutes et l'organisation d'une manifestation sur l'avenue du 18-Juillet pour réclamer « l'amnistie, la liberté, du travail, des salaires et la liberté syndicale pour les fonctionnaires » devraient marquer ce mouvement.

Amnesty International, d'autre part, publié ce mercredi à Londres un rapport d'où il ressort que près de trois cents « prisonniers de conscience » sont actuellement détenus en Uruguay pour « exercer non violent des droits civiques fondamentaux ». L'organisation huma-

itaire a également indiqué qu'elle « effectuait une enquête à propos de quatre-vingt autres cas possibles ». Ces chiffres, a précisé Amnesty, ne tiennent pas compte de centaines d'autres détenus politiques soupçonnés d'actions violentes, dont beaucoup ont été maltraités ou torturés.

Parmi les récentes victimes de la torture figurent, selon Amnesty, vingt-quatre étudiants et jeunes gens accusés d'avoir organisé des manifestations en julio dernier contre le gouvernement. Certains ont été mis au secret. Tous sont détenus dans des prisons militaires.

Amnesty International a indigné que des tortures par l'électricité ont été infligées à certains de ces jeunes gens. D'autres ont été maintenus sous l'eau à la limite de la suffocation. Tous ces faits sont comparables, estime Amnesty, aux violations des droits de l'homme recensés au cours des dix dernières années en Uruguay. Amnesty précise que la seule organisation de défense des droits de l'homme existante, le Servicio de Paz y Justicia, qui avait dénoncé ces faits, a été interdite en août par le gouvernement. — (A.F.P.)

CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

Les Etats-Unis « n'abandonneront jamais la table des négociations » déclare M. Reagan

armes nucléaires sur l'équilibre du monde en Europe.

A Washington, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a réaffirmé jeudi que la décision prise récemment par l'O.T.A.N. de ne pas retirer les missiles à courte portée de l'Europe occidentale, n'est qu'un « geste de confiance » et que les Etats-Unis ne renonceraient pas à leur rôle de « garant » de la sécurité européenne. « Nous ne sommes pas prêts à abandonner la table des négociations », a-t-il ajouté.

M. Weinberger a précisé que cette décision n'est qu'un « geste de confiance » et que les Etats-Unis ne renonceraient pas à leur rôle de « garant » de la sécurité européenne. « Nous ne sommes pas prêts à abandonner la table des négociations », a-t-il ajouté.

Une mise en garde de M. Hernu

Rappelant le passage de M. Weinberger à l'Assemblée nationale, d'un amendement tendant à empêcher l'achat de missiles à courte portée de la France contre l'avis des Etats-Unis, M. Hernu a déclaré que la France ne saurait se laisser influencer par les pressions américaines. « L'amitié entre la France et les Etats-Unis ne doit pas nous faire oublier que nous sommes une nation indépendante », a-t-il déclaré.

M. Hernu a également déclaré que la France ne saurait se laisser influencer par les pressions américaines. « L'amitié entre la France et les Etats-Unis ne doit pas nous faire oublier que nous sommes une nation indépendante », a-t-il déclaré.

Le président Mubarak, accompagné de la quasi-totalité du cabinet égyptien, s'était rendu impromptu au Soudan, le 18 octobre, en vue de s'informer des difficultés que connaissait ce pays, notamment dans le Sud, depuis l'application de la charia. En effet, Le Caire avait été informé par les médias de la

brusque décision du maréchal Nour El-Din, et les responsables égyptiens ne cachent pas en privé leur irritation devant ce « fait accompli » du président soudanais.

Sor les quelque dix récents « complots » pour renverser le régime, déjoués par les services de sécurité de M. Abou Bacha, le ministre de l'intérieur spécialisé dans la lutte contre les extrémistes musulmans, huit sont d'inspiration islamique, le dernier en date étant l'attaque, le 22 septembre, par des membres de l'organisation El-Djihad (guerre sainte) contre des écoles, pour s'emparer de leurs armes, attaque qui avait fait un tué et deux blessés parmi les policiers.

C'est en vertu des lois de l'état d'urgence que le gouvernement égyptien a empêché que soit de nouveau publié l'organe des Frères musulmans El-Daoua (l'appel à l'islam), qui avait pourtant obtenu une décision favorable du Conseil d'Etat. Les seules publications islamiques paraissant encore au Caire sont les hebdomadaires « modérés » El-Lwa El-Islami (la bannière islamique) du parti national démocratique et El-Nour (la lumière) du parti libéral.

La télévision, d'autre part, est soumise par le gouvernement pour « faire entendre la voix de la raison » à ceux « qui ont été bernés par les extrémistes », grâce à une série de colloques tenus dans la prison de Torah entre théologues modérés et islamistes incarcérés. Pour la première fois depuis une décennie, la presse égyptienne s'en est prise directement aux théologues (oulémas) de l'université islamique d'El-Azhar, à la suite de leur virulente attaque contre le grand écrivain moderniste Tawfik El-Hakim. Celui-ci avait publié dans le quotidien officieux El-Ahram une série d'articles intitulés « Conversation avec Dieu », où il estimait notamment que les vrais croyants étaient les savants et non les hommes de religion. El-Ahram concluait la polémique, qui dura plus d'un mois, par un éditorial où il condamnait « le terrorisme intellectuel des cheikhs » (1) et affirmait que ses pages restauraient ouvertes à la « liberté de pensée ».

(1) Terme utilisé également pour désigner les oulémas ou théologues musulmans.

Le président Mubarak, accompagné de la quasi-totalité du cabinet égyptien, s'était rendu impromptu au Soudan, le 18 octobre, en vue de s'informer des difficultés que connaissait ce pays, notamment dans le Sud, depuis l'application de la charia. En effet, Le Caire avait été informé par les médias de la

brusque décision du maréchal Nour El-Din, et les responsables égyptiens ne cachent pas en privé leur irritation devant ce « fait accompli » du président soudanais.

Sor les quelque dix récents « complots » pour renverser le régime, déjoués par les services de sécurité de M. Abou Bacha, le ministre de l'intérieur spécialisé dans la lutte contre les extrémistes musulmans, huit sont d'inspiration islamique, le dernier en date étant l'attaque, le 22 septembre, par des membres de l'organisation El-Djihad (guerre sainte) contre des écoles, pour s'emparer de leurs armes, attaque qui avait fait un tué et deux blessés parmi les policiers.

C'est en vertu des lois de l'état d'urgence que le gouvernement égyptien a empêché que soit de nouveau publié l'organe des Frères musulmans El-Daoua (l'appel à l'islam), qui avait pourtant obtenu une décision favorable du Conseil d'Etat. Les seules publications islamiques paraissant encore au Caire sont les hebdomadaires « modérés » El-Lwa El-Islami (la bannière islamique) du parti national démocratique et El-Nour (la lumière) du parti libéral.

La télévision, d'autre part, est soumise par le gouvernement pour « faire entendre la voix de la raison » à ceux « qui ont été bernés par les extrémistes », grâce à une série de colloques tenus dans la prison de Torah entre théologues modérés et islamistes incarcérés. Pour la première fois depuis une décennie, la presse égyptienne s'en est prise directement aux théologues (oulémas) de l'université islamique d'El-Azhar, à la suite de leur virulente attaque contre le grand écrivain moderniste Tawfik El-Hakim. Celui-ci avait publié dans le quotidien officieux El-Ahram une série d'articles intitulés « Conversation avec Dieu », où il estimait notamment que les vrais croyants étaient les savants et non les hommes de religion. El-Ahram concluait la polémique, qui dura plus d'un mois, par un éditorial où il condamnait « le terrorisme intellectuel des cheikhs » (1) et affirmait que ses pages restauraient ouvertes à la « liberté de pensée ».

(1) Terme utilisé également pour désigner les oulémas ou théologues musulmans.

ASIE

Afghanistan

SELON LES CONCLUSIONS D'UN COLLOQUE A GENÈVE

Toute solution du conflit suppose le retour des réfugiés

De notre correspondant

Genève. — Les autorités helvétiques souhaitent que le colloque international sur le problème des réfugiés afghans, organisé par le Bureau international Afghanistan (B.I.A.) (1) et qui s'est tenu récemment à l'université de Genève sous la présidence du professeur Laurent Schwartz, éviste tout engagement politique.

Cela n'a guère pu être le cas, car il fallait tout de même dire clairement pourquoi, selon les organisateurs, plusieurs millions d'Afghans sont réfugiés au Pakistan, d'autres en Iran, et pourquoi des centaines de milliers (le chiffre de deux millions a été avancé) ont dû quitter leur région et devenir des « réfugiés de l'intérieur » (2). On ne pouvait pas non plus passer sous silence l'existence de la résistance afghane, même si l'ONU ne lui reconnaît pas la qualité de mouvement de libération nationale.

Deux certitudes se sont dégagées de cette rencontre : les Soviétiques doivent se retirer de l'Afghanistan et le sort des Afghans ne doit dépendre que des Afghans eux-mêmes. Le B.I.A. n'a pas pour autant fait sien le point de vue de son vice-président, M. Jean Elieinstein, qui avait déclaré le 3 novembre, dans une interview à la Tribune de Genève, que l'on pourrait imaginer un gouvernement de coalition avec une présence limitée du contingent soviétique.

M. Simone Veil, après avoir rappelé que les Afghans représentent « le plus grand nombre de populations déplacées contraintes de quitter leur pays », s'est étonnée que « l'opinion publique internationale, les gouvernements de tout bord, même lorsqu'ils défendent le monde libre, semblent se désintéresser » du sort de la résistance afghane. Il ne fait pas de doute, pour l'ancien président du Parlement européen, que celle-ci même « le combat de la liberté contre l'hégémonie ».

Dans son introduction aux travaux, M. Elieinstein a affirmé que le phénomène des réfugiés afghans constitue une preuve irréfutable de la réalité de la situation en Afghanistan.

Selon lui — comme pour la plupart des participants — toute solution suppose leur retour au pays afin que « les réfugiés redevenaient des Afghans à part entière ».

Ce retour paraît pour le moment n'être qu'un vœu pieux, si l'on en croit les interventions des témoins afghans pendant le colloque et de tous ceux qui reviennent d'Afghanistan et des camps de réfugiés, où ils ont enquêté et apporté une aide sanitaire ou éducative. Il est évident, pour eux, que les bombardements intensifient et que le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), comme l'a rappelé le docteur Claude Malburet (Médecine sans frontières), les pays d'où on en lien les exodes les plus massifs sont, dans l'ordre, l'Afghanistan, l'Ethiopie, le Cambodge, le Vietnam, l'Angola et le Laos, soit six Etats pro-soviétiques. En ce qui concerne l'Afghanistan, tout se passe, selon le docteur Malburet, comme si l'U.R.S.S. pratiquait une politique de la terre brûlée, faisant fuir les paysans, qu'elle bombarde, plutôt

que de s'en prendre directement à la résistance. Le nombre des réfugiés afghans forcés à l'exil serait ainsi la conséquence d'une stratégie délibérée.

En dépit de l'aide considérable du H.C.R., de l'hospitalité des Pakistanais, du dévouement des organismes bénévoles, la situation de ces réfugiés demeure dramatique. L'assistance est freinée par le manque de fonds et par les difficultés dues au manque d'eau, à l'énormité des distances, aux déficiences du réseau routier ainsi qu'au problème spécifique des femmes (seuls les médecins hommes peuvent les approcher, même s'il s'agit de soigner leurs enfants). Il ressort également des débats que, si un effort considérable a été accompli dans les domaines de la formation de cadres — même à un niveau modeste — et de l'éducation des jeunes, le pire est à craindre pour l'avenir.

Le tableau est encore plus sombre pour les « réfugiés de l'intérieur », que l'on ne peut aider qu'en pénétrant dans le pays illégalement, comme l'avait fait le docteur Augoyard, le jeune médecin français qui fut arrêté en janvier 1983 et li-

bété en julio. En principe, cette population civile devrait être protégée par les conventions internationales de Genève, mais les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont été contraints de quitter Kaboul.

Le texte final adopté par le colloque met l'accent sur la nécessité de faire en sorte que les « réfugiés de l'intérieur » puissent bénéficier d'une protection juridique et humaine, la création, à cet effet, d'une « commission internationale d'enquêtes humanitaires chargée de rassembler tous éléments d'information relatifs au déplacement des populations et à leurs effets sur les conditions tant sanitaires qu'économiques, sociales, culturelles, psychologiques, juridiques et autres des personnes déplacées ».

ISABELLE VICHINAC.

(1) 24, rue de Chaligny, Paris-12.
(2) Le Haut Commissariat aux réfugiés évalua, en octobre 1983, à 2,3 millions de personnes le nombre des réfugiés afghans au Pakistan. Le nombre des réfugiés en Iran fait l'objet d'estimations très variables, aucune organisation n'ayant pu y enquêter. (Cf. « Un exode d'une rare ampleur », Le Monde daté 26 et 27 décembre 1982.)

Vanuatu

Les élections donnent au pasteur Lini une majorité réduite

Le Vasmaku Pati (VAP, au pouvoir) a obtenu 24 sièges et l'opposition 15 sièges aux élections parlementaires qui ont eu lieu le 2 novembre dernier au Vanuatu. Le VAP, dirigé par le premier ministre Walter Lini, pasteur presbytérien et anglophone, perd deux sièges, et l'Union des modérés (U.M.P.), principal parti d'opposition) s'en retrouve que 12 au lieu de 13 antérieurement. Toutefois, l'opposition n'est élargie, car trois nouveaux sièges (mélanésien, nagramel et namaki) disposant chacun d'un siège, sont désormais représentés au Parlement.

Bien structuré, s'appuyant sur le réseau serré des pasteurs presbytériens qui règnent en maîtres sur les villages, le VAP ne risquait guère de voir le pouvoir lui échapper. Il avait pourtant traversé ces derniers mois de graves dissensions internes qui avaient abouti à des sécessions et au départ de plusieurs ministres. Mais les représentants de l'Union des modérés, moins bien organisés et n'ayant pas de chef comparable à M. Lini — leur principal dirigeant, le Père Gérard Leymang, avait décidé de ne pas se représenter —, n'avaient guère de chances de l'emporter.

Le léger recul de son parti n'empêchera pas M. Lini de poursuivre une politique étrangère qui dérange le calme du Pacifique sud. Il avait déclaré l'an dernier qu'il était prêt à accueillir des navires

soviétiques à Port-Vila et a accepté l'ouverture à Vanuatu d'une ambassade cubaine. Ses relations avec la France demeurent délicates, même si elles se sont considérablement améliorées depuis 1980. Port-Vila reçoit une lettre d'enveloppe du ministère de la coopération, essentiellement pour maintenir l'élément français dans le pays, une éducation officiellement bilingue. En même temps, Port-Vila, qui avait tenté il y a quelques mois de prendre le contrôle de deux îlots appartenant à la Nouvelle-Calédonie — Matthew et Hunter, — soutient les mouvements indépendantistes calédoniens. Le style parfois direct et brutal de M. Lini heurte souvent ses partenaires des autres Etats de la région.

Le résultat de ces élections ne reflète pas seulement le succès d'une tendance politique sur une autre. En réalité, les rivalités tribales, linguistiques, religieuses et les particularismes insulaires jouent un rôle primordial dans la vie politique de Vanuatu, archipel sous-développé qui avait été laissé pratiquement en friche par le condominium franco-britannique.

LE TOILE DES NEIGES

Établissement agréé et convenant S.S.
Repas les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toutes l'année
Scolarité dans l'établissement
● Maladies des voies respiratoires
● Asthme
Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.
05400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (02) 57-82-57

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE



The Economist

What Andropov's illness means for Russia

The Economist looks at the problems of his leadership after one year

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

Les Etats-Unis « n'abandonneront jamais » la table des négociations déclare M. Reagan

La perspective d'une rupture ou de la poursuite des négociations de Genève sur les armements à portée intermédiaire (F.N.I.), après le déploiement des premiers euromissiles de l'OTAN à la fin de ce mois, a fait l'objet de plusieurs déclarations contradictoires. A Tokyo, le président Reagan a affirmé, ce vendredi 11 novembre, devant la Diète japonaise, que les Etats-Unis « n'abandonneront jamais » la table des négociations, malgré la « sombre table » qui s'y dessine et le « refus de négocier de bonne foi » qu'y manifeste, selon lui, l'U.R.S.S.

Moscou, en revanche, n'a réitéré sa menace de rompre la négociation, mais en la faisant dépendre, cette fois, non plus du déploiement lui-même, mais du vote attendu au Bundestag à ce sujet les 21 et 22 novembre prochains. Le vice-président du parti social-démocrate ouest-allemand, M. Ehmke, a en effet réitéré à Bonn, jeudi, que M. Schmidt, ambassadeur soviétique en R.F.A., a rendu visite aux présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée ouest-allemande pour les informer que « si le Bundestag donne le feu vert au stationnement des euromissiles américains, cela rendra impossible une poursuite des négociations de Genève ». M. Ehmke y a vu « une geste tactique destinée à lier la poursuite des pourparlers non pas au comportement de l'OTAN, mais à une décision du Bundestag ». Un porte-parole du gouvernement a estimé, toutefois, que la démarche de l'ambassadeur soviétique n'était pas « officielle », tandis que le chancelier Kohl, dans un entretien au Bild publié ce vendredi, se dit « certain que l'Union soviétique continuera à négocier la suppression des armes à moyenne portée après le prochain stationnement, dans son propre intérêt et malgré ses actuelles déclarations ».

Une autre retombée des Pershing a été évoquée à Vienne jeudi par M. Valerian Mikhalov, chef de la délégation de l'U.R.S.S. aux négociations, sur la réduction équilibrée des forces classiques en Europe (M.B.F.R.). « Le déploiement envisagé, a-t-il dit, rendra inévitablement plus difficile, sinon impossible, l'adoption de mesures en vue d'abaisser le niveau de la confrontation militaire au centre de l'Europe ». On note toutefois que M. Mikhalov ne s'est pas prononcé sur une éventuelle rupture de ces négociations.

Enfin, M. Sorsa, chef du gouvernement finlandais, dans un entretien publié ce vendredi par le journal soviétique *Troun*, appelle les Etats-Unis et l'U.R.S.S. à « mettre ensemble les négociations parallèles qui se déroulent actuellement à Genève sur les armements nucléaires stratégiques (START) et sur les missiles nucléaires à moyenne portée », une telle fusion devant permettre, selon lui, de comptabiliser « toutes les »

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● L'ACCIDENT DU BOEING-737. L'UNITA (mouvement rebelle de M. Savimbi) ayant revendiqué la responsabilité de la destruction du Boeing-737 qui s'est écrasé le 8 novembre à Luanda (le Monde du 10 novembre), les autorités de Luanda ont vigoureusement démenti, jeudi 11 novembre, cette version, maintenant la thèse d'un accident « dû uniquement à des défaillances techniques »... (A.F.P.)

Inde

● UN DIRIGEANT DU CONGRES ASSASSINE PAR LES SIKHS. — Des militants sikhs ont tué par balles, vendredi 11 novembre, dans la province indienne du Pendjab, un dirigeant du Parti du Congrès du premier ministre indien, M. Indira Gandhi, annonce l'agence indienne P.T.I. M. Surjan Singh, soixante ans, président d'un comité local du Congrès, a été tué près de son village, à environ 55 kilomètres d'Amritsar, la ville sainte des Sikhs... (A.F.P.)

Kenya

● VISITE DE LA REINE D'ANGLETERRE. Elisabeth II et le prince Philip sont arrivés le jeudi 10 novembre, pour une visite de cinq jours. Le souverain se rendra ensuite au Bangladesh avant de gagner New-Delhi pour y ouvrir, le 23 novembre, la conférence du Commonwealth... (Reuter, U.P.I.)

La visite de M. Reagan au Japon

(Suite de la première page.)

Les dirigeants japonais sont partisans d'une approche globale des problèmes de sécurité de l'Occident.

Le troisième point de convergence, qui découle de la volonté des deux partenaires d'accroître conjointement leurs responsabilités politiques et stratégiques dans la région et qui en est l'illustration pratique, porte sur le problème coréen. Les deux dirigeants se montrent préoccupés par le regain de tension qui affecte la péninsule à la suite du « massacre de Rangoun » et affirment vouloir conjuguer leurs efforts pour la réduire (1).

M. Nakasone a expliqué que les sanctions décrétées ces jours derniers par son gouvernement à l'encontre de Pyongyang avaient non seulement pour but de conforter le régime du Sud mais aussi de le dissuader de se lancer lui-même dans une politique de représailles. M. Reagan s'est montré plus réservé sur cet aspect qu'il ne devrait l'être dans les jours prochains à Séoul. Constatant implicitement la politique officielle de sa administration qui consiste à encourager un rapprochement politique et militaire entre Tokyo et Séoul dans le cadre de la stratégie américaine en Asie du Nord-Est, il s'est borné à déclarer qu'il informerait le président Chun Doo Hwan du contenu de ses entretiens avec M. Nakasone.

Enfin, comme il fallait quand même que l'inquiétude contenue dans l'entrevue ne soit pas oubliée, il a été évoqué l'avant-scène à la géopolitique et à la stratégie, ne fût-ce par calcul électoral, — le quatrième thème porte sur la volonté des deux parties de coordonner leurs politiques monétaires afin d'éviter au réajustement de yen vis-à-vis du dollar et de réduire du même coup une source de friction majeure. Les Japonais s'engagent, comme ils le font régulièrement depuis des années, à faire des efforts pour faciliter l'accès à leurs marchés, y compris celui des capitaux.

Il n'y a dans tout cela rien de très nouveau, mais à part le fait que cette série d'engagements est solennellement confirmée par les deux partenaires au plus haut niveau.

Ce déploiement d'amitié et d'harmonie personnelle et bilatérale qui sous-tend un langage qui se veut res-

ponsable et de paix — mais aussi de fermeté — sert à conforter mutuellement les positions électorales des deux hommes. Mais ce sommet va aussi bien au-delà. Il confirme avec éclat ce que l'ambassadeur américain, M. Mike Mansfield, déclarait avant la visite : « Le Japon est l'allié le plus important pour les Etats-Unis... car le siècle prochain sera celui du Pacifique ». Reste à donner la substance voulue à ces engagements qu'une partie de l'opposition japonaise dénonce comme un nouveau pas vers la militarisation du pays.

Devant la Diète, ce vendredi matin 11 novembre, le président américain semble avoir voulu, comme le souhaitent les Japonais, ménager M. Nakasone — les susceptibilités de son électeur et les subtilités de sa diplomatie — en ne s'associant pas directement à ses véhémences anti-soviétiques. Devant les députés japonais, pourtant, et tout en se posant en défenseur résolu de la paix — et des négociations sur les armements nucléaires, — M. Reagan n'a rejeté ni le pêle-mêle, et plus ou moins explicitement, la responsabilité de tous les maux et les drames que connaît la planète sur Moscou et ses alliés. Le camp soviétique ou communiste (exception faite, sans doute, de la Chine) est rendu responsable des tragédies de Beyrouth, de Rangoun et du Boeing des Korean Airlines, du blocage des négociations de Genève, accusé, enfin, de « l'intimidation partout où les peuples cherchent la liberté ».

Ces critiques devraient également être à l'ordre du jour, à partir de samedi, en Corée du Sud, principal allié militaire des Etats-Unis dans la région, placé en première ligne de front face au nord communiste et doublement endeuillé, ces derniers mois, par des actions communistes parfois assimilées à des « actes de guerre ».

R.-P. PARINGAUX.

(1) L'attentat à la bombe de Rangoun, le 9 octobre dernier, coûta la vie à quatre ministres et treize autres officiels de l'entourage du président Chun, en visite officielle en Birmanie. L'attentat, après la capture de plusieurs suspects coréens, a été attribué par les autorités birmanes à la Corée du Nord. Celle-ci a démenti.

L'UNESCO en quête d'un budget

La vingt-deuxième conférence générale de l'UNESCO, ouverte le 25 octobre à Paris au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (le Monde du 26 et du 27 octobre), n'aborde de front, jeudi 10 novembre, la question cruciale de son budget biennal 1984-1985.

Cruella, car les Etats-Unis, en vertu d'une règle tenant compte du revenu national, du commerce extérieur et de la population, contribuent pour un quart au budget de l'Organisation. Or Washington, qui, de 1974 à 1979, avait déjà cessé de verser sa contribution, menace de recommencer et même, cette fois, de se retirer de l'Organisation. De toute façon, un Etat membre de l'UNESCO qui cesse de régler sa quote-part perd son droit de vote. En 1979, les Américains payèrent les deux années d'arriérés et même les intérêts.

Cette année, ainsi qu'ils l'ont fait savoir, mercredi 9 novembre à Paris, par l'intervention de M. Gregory Newell, assistant du secrétaire d'Etat, les Américains justifient leur menace par « l'augmentation des dépenses de l'UNESCO », mais aussi, — et surtout — par le « politisation » et « l'étatisation » de ses débats et activités. Quelques pays occidentaux, comme l'Allemagne fédérale, paraissent avoir, sur ces points, embobiné le pas à Washington.

La France, pour sa part, a rendu, le 25 octobre, par la voix de M. Mitterrand, un hommage remarqué à l'œuvre de l'UNESCO. Si elle ne souhaite pas une augmentation de son budget, ne serait-ce qu'en raison de sa propre politique d'austérité, elle ne paraît pas vouloir mettre en péril l'Organisation. Tout en prélevant, in petto, « la contribution ad hoc », préconisée par Washington, Paris, serait donc prêt à entériner le projet intermédiaire de budget proposé par les pays nordiques et que le directeur général de l'UNESCO a exposé dans son discours du jeudi

10 novembre. M. Amadou-Mahtar M'Bow a indiqué que la proposition scandinave représentait, pour 1984-1985, 374 400 000 dollars, soit une augmentation de 2,5 % par rapport au précédent budget. Le projet que préférait sans doute M. M'Bow, haut fonctionnaire sénégalais à la tête de l'UNESCO depuis 1974, signifiait une augmentation de 9 %. Mais il n'a pas de chances d'être adopté.

Répondant implicitement aux griefs américains de « politisation » de l'UNESCO, M. M'Bow s'est écrié : « Est-ce politiser l'Organisation que d'étudier, suivant des approches scientifiques (...), les problèmes des politiques, c'est-à-dire ceux ayant trait aux enjeux immédiats des Etats membres ? »

En coulisse, les défenseurs de M. M'Bow, qui regroupent la grande majorité des Etats socialistes et un pays participants, soulignent, à propos du « nouvel ordre international de l'information », autre bête noire des Américains, que ce sont des gouvernements et non pas des organismes s'exprimant dans l'enceinte de l'UNESCO, et non pas l'UNESCO en tant que telle, qui ont soutenu des idées comme celle d'une « mise en carte internationale des journalistes », idée qui a suscité l'irritation des Américains et de la plupart des autres Occidentaux.

Même si des assurances de ce genre leur sont apportées sur ce dernier sujet, les Etats-Unis ont affirmé qu'ils attendaient « de toute façon » janvier 1984 pour se faire une religion définitive à l'égard de l'UNESCO. C'est à cette date que le Congrès américain doit rendre public un rapport sur l'Organisation. Cependant, on assure, de divers côtés place de Fontenay, que le milieu de la semaine prochaine pourrait réserver des surprises. L'UNESCO trouvera-t-elle enfin son budget ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

EUROPE

R.F.A.

TENSION AU SEIN DE LA COALITION

La guérilla de M. Strauss

M. Franz Josef Strauss n'a évidemment jamais dit son dernier mot. On avait cru que ses ultimes espoirs de « monter » un jour à Bonn n'étaient effondrés au lendemain des élections de mai 1983, quand la C.D.U.-C.S.U. dut faire alliance avec les libéraux. M. Strauss voulait « un grand ministère ou rien » ; il n'eut rien, et M. Genscher, le président du parti libéral, en trouva confirmé à la tête de la diplomatie.

Mais M. Strauss n'est pas homme à se satisfaire d'une retraite tranquille dans son fief bavarois. Qu'il lance l'idée d'une « double clé » sur les armes nucléaires stationnées en R.F.A., qu'il se présente comme l'instigateur du crédit de 1 milliard de dollars consenti à la R.D.A., qu'il aille rencontrer M. Honecker à Berlin-Est, qu'il proteste contre le projet de budget et la réduction de l'allocation maternité, à chaque fois il témoigne qu'il ne s'est pas résigné à être seulement le chef d'un gouvernement régional.

M. Genscher a été de nouveau victime de son dernier « coup de gueule » à propos de l'intervention américaine à la Granade. Le ministre des affaires étrangères, assez proche en cela de ses voisins européens, avait critiqué Washington et déclaré que son gouvernement n'aurait pas encouragé l'intervention n'il avait été consulté. M. Strauss s'en est offensé et a réclamé du chancelier Kohl une plus grande solidarité avec l'allemand. Le voyage imprévu à la Granade de M. Spranger (C.S.U.), secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, alors qu'apparemment aucune mission officielle ne lui avait été confiée ni par les affaires étrangères ni par le chancelier, a encore mis un peu d'huile sur le feu. Les amis de M. Strauss, d'une part, l'opposition social-démocrate, d'autre part, se sont chargés ces derniers jours d'alimenter la querelle.

Ce n'est que la dernière péripétie d'une guérilla permanente

entre deux partis de la coalition — la C.S.U. bavaroise et les libéraux — qui ont peu de points communs. Les sujets de querelle ne manquent pas, qu'il s'agisse de la réglementation du droit de manifestation, du statut des immigrés et de leurs familles ou de la politique étrangère. La probabilité est qu'à la fin de cette année, ou presque, le chancelier Kohl brilla plus par son attention que par son talent de conciliateur. Contraint de prendre position sur l'affaire de la Granade, M. Kohl a d'abord soutenu son ministre des affaires étrangères, puis a atténué les critiques de son gouvernement à l'égard de Washington, et finalement acquiescé à l'intervention américaine dans les Caraïbes.

Deux échéances proches donnent, d'autre part, aux intérêts de M. Strauss un intérêt particulier. La première est l'élection fédérale. Plusieurs hommes politiques sont soupçonnés d'avoir touché des pots de vin de l'important groupe industriel, et le parquet de Cologne doit décider prochainement s'il convient d'engager des poursuites. Parmi eux se trouve le ministre de l'économie, M. Lambrecht, un libéral. La deuxième échéance est la désignation d'un successeur pour M. Carstens, dont le mandat de président de la République arrive à son terme à la fin de cette année. Un candidat paraissait naturellement s'imposer : M. von Weizsäcker, le bourgmestre de Berlin-Ouest, respecté à droite, comme à gauche. Mais enlever M. von Weizsäcker à Berlin-Ouest, c'est risquer de voir la ville retomber dans les mains des sociaux-démocrates, ce dont le chancelier se passerait volontiers. Alors, d'autres noms circulent, dont celui de M. Stortenbergh, le ministre des finances chrétien-démocrate.

Une relative incertitude pèse donc ces temps-ci sur deux ministères. Incertitude qui n'a pas échappé au « taurau » de Bavère, — C. T.

R.D.A.

RENCONTRE CECUMÉNIQUE

DANS LA VILLE NATALE DE LUTHER

(De notre envoyé spécial.)

Eisleben. — La ville où naquit et mourut Luther possède sa rue Lénine, sa statue de Lénine et sa librairie Lénine. Mais ce n'était pas pour le père du bolchevisme qu'une foule de quelque sept mille personnes s'était réunie, jeudi 10 novembre, dans l'ancien comté de Mansfeld, en République démocratique allemande. C'était pour la dernière célébration cecuménique — marquant l'année Luther, à l'occasion du cinq centième anniversaire de la naissance du réformateur. Quatre cents invités venant des deux Etats allemands et de l'étranger, — mais aucun Français ne semble avoir été présent — ont participé à un service religieux et aux cérémonies publiques qui devaient s'achever samedi à Leipzig. La délégation du Vatican était dirigée par le cardinal Willembrandt, président du secrétariat pour l'union des chrétiens.

A Sankt Andreas, la plus vieille et la plus belle des églises d'Eisleben, le sermon a été prononcé par l'évêque de Magdebourg, Christopher Demke, qui a cité Luther : « Le Fils nous a libérés par la liberté ; cette liberté nous interdit toute arrogance confessionnelle et tout orgueil national ». Les festivités se sont poursuivies sur la place du Marché avec des éboulis chantés par la foule, avant qu'un pasteur de la ville et le curé d'Eisleben ne déposent, une grande gerbe de chrysanthèmes blancs au pied de la statue de Luther au nom de tous les chrétiens de la région.

A. C.

Découvrir la CHINE
LIVRES ET REVUES
EN FRANÇAIS ET
EN CHINOIS
Catalogue sur demande
Librairie LE PHENIX
72, Bd de Sébastopol
75003 Paris
272 70 31

Suède

Le ministre de la justice est contraint de donner sa démission pour avoir tenté d'échapper au fisc

Le chef du gouvernement suédois, M. Olof Palme, a nommé jeudi 10 novembre M^{me} Anna-Greta Leijon ministre de la justice, en remplacement de M. Ove Rainer, démissionnaire à la suite d'un scandale fiscal. M^{me} Leijon occupait auparavant la fonction de ministre du marché du travail.

De notre correspondant

Stockholm. — En Suède, les scandales politiques éclatent presque tous les jours pour des affaires fiscales. Lorsque la presse commence à flatter dans une déclaration de revenus suspecte, le contribuable visé, surtout s'il s'agit d'un membre du gouvernement, a peu de chances d'en sortir indemne. C'est encore le cas pour le ministre social-démocrate de la justice, M. Ove Rainer, qui a été obligé de donner sa démission le mercredi 9 novembre.

En 1981, il n'avait payé en tout et pour tout que 10 % d'impôt sur un revenu annuel supérieur à 2 millions de couronnes, soit autant de francs français. Mais sa déclaration était tout à fait correcte et les contrôleurs du fisc n'y avaient relevé aucune irrégularité. Les sociaux-démocrates estiment, cependant, qu'un ministre doit éviter d'utiliser toutes les possibilités offertes par la législation dans le but de diminuer le montant de ses impôts.

Cette année-là, M. Rainer était directeur général de l'administration des postes. Il avait hérité de nombreuses actions qui, lui donnaient une influence non négligeable dans certaines entreprises privées. Considérant que cela était incompatible avec ses fonctions, il décida de s'en séparer et d'acquiescer à la place des obligations d'Etat moins gênantes. La vente des titres lui rapporta plus de 2 millions de couronnes, et, pour éviter que le percepteur ne prélève 88 %, il fit ce que font pratiquement tous les riches en Suède, il s'endetta. Il emprunta ainsi à la seule banque nationalisée suédoise, P.K. Banken, dont il était membre du conseil d'administration, la somme de 15 millions de couronnes, pour acheter de nouvelles obligations. Les frais de la dette étant déductibles, cette opération lui permit de déduire le plus légalement du monde 2 millions de couronnes de ses revenus imposables.

Le parti social-démocrate dénonce régulièrement ce genre de manipulations contraires à la justice fiscale. Pendant une semaine, les journaux ont décrié la déclaration de M. Rainer et réclamé la démission du ministre. Le chef du gouvernement, M. Olof Palme, n'a rien

fait pour défendre publiquement son collaborateur, ce que les militants socialistes auraient mal admis. La base exige en effet de ses représentants une conduite irréprochable et des ministres qu'ils « vivent conformément à la philosophie sociale-démocrate », pour citer le quotidien *Aftonbladet*.

M. Ove Rainer, âgé de cinquante ans, avait adhéré au parti social-démocrate à son entrée au gouvernement, en octobre 1982. Aujourd'hui, il estime avoir été « lynché par la presse » et être la victime d'une « véritable » « chasse à l'homme ». « Je suis riche, dit-il, même très riche, mais apparemment je n'ai plus de vie privée ».

Baisse de popularité des sociaux-démocrates

Cette affaire survient au moment où la sociale-démocratie est en perte de vitesse dans les sondages d'opinion. Ceux-ci ne lui donnent plus que 40 % des intentions de vote contre 45,6 % aux élections de l'automne dernier. Le chômage (3,4 % de la population active) est en augmentation par rapport à l'année dernière, et les Suédois ne voient guère de différences entre l'austérité sociale-démocrate et l'austérité « bourgeoise » de 1981-1982. En outre, d'autres petits scandales ont entamé la popularité du parti. Le ministre des affaires étrangères, M. Bodström, ancien président de la Fédération des cadres et employés, a dû renoncer à la pension qui lui était versée par le syndicat des « cols blancs » en plus de son salaire de ministre. Les membres du gouvernement, qui préchent continuellement la modération, voulaient majorer leurs indemnités de 14 %. Ils ont dû finalement faire marche arrière en raison du tollé suscité par cette proposition.

L'affaire Rainer était d'autant plus gênante pour le gouvernement et le parti que le ministre de la justice était le principal responsable de la lutte contre la délinquance économique.

ALAIN DEBOVE.

L'examen du 1 % pour la Sécurité sociale est renvoyé à plus tard

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----



L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE SE PRONONCE SUR LES PROPOSITIONS DE M. SAVARY

C'est le samedi 12 novembre que le Comité national de l'enseignement catholique, réuni à Paris, a discuté et adopté comme base de discussion le texte de M. Alain Savary sur les rapports entre l'école publique et l'école privée.

Deux groupes vont s'opposer au sein de ce comité : ceux qui refusent de négocier à partir du texte proposé par le ministre et ceux, dont font partie les Frères des écoles chrétiennes, qui se déclarent ouverts à la discussion. Responsable du service pédagogique des Frères des écoles chrétiennes (par nombre de mille huit cents, ceux-ci sont présents dans deux cents établissements scolaires sous contrat), le Frère Nicolas Capelle déclare, dans l'introduction qu'il nous a accordée, que les différents acteurs du système éducatif ne peuvent continuer à se regarder « en chiens de falaise ».

Si l'annualité n'est pas réalisée au sein de l'enseignement catholique, elle ne l'est guère plus au sein de la gauche. Contrairement au Comité national d'action laïque (CNAL), le parti communiste a approuvé les propositions de M. Savary. Mais le P.C. semble, lui-même, partagé puisque M. Georges Pillemer, secrétaire du comité central du parti, a confirmé que le P.C. participerait

aux rassemblements de CNAL entre le 20 novembre et le 4 décembre.

Dans ce débat, le P.C.F. donne la priorité à la transformation du service public, qui est menacé, selon lui, de disparition. C'est ce qu'explique, dans l'introduction qu'il nous a accordée, M. Francis Chouat, responsable des questions d'éducation auprès du comité central.

Dans ce débat, le P.C.F. donne la priorité à la transformation du service public, qui est menacé, selon lui, de disparition. C'est ce qu'explique, dans l'introduction qu'il nous a accordée, M. Francis Chouat, responsable des questions d'éducation auprès du comité central.

DEUX ENTRETIENS

● Parti communiste : « Mettre fin au système de concurrence et de ségrégation »

« Le parti communiste a accueilli favorablement les propositions de M. Alain Savary sur l'avenir de l'enseignement privé et public. En même temps, il s'apprête à participer aux manifestations organisées par le Comité national d'action laïque (CNAL) qui a rejeté ces mêmes propositions. N'y a-t-il pas là une contradiction ? »

Sur cette question, nous sommes, comme le président de la République, partisans d'aller progressivement, et par la concertation, dans le respect des consciences, vers la création d'un service public unifié, laïc, gratuit et pluraliste de l'éducation nationale. Dans le même temps, nous nous prononçons en faveur de progrès réels dans la transformation du système éducatif, s'appuyant sur les réflexions menées depuis 1981.

« Cette offensive est d'autant plus dangereuse qu'elle a le colat de s'appuyer sur les conséquences d'une crise de l'école créée par ceux-là mêmes qui la dénoncent. Il faut la mettre en échec. »

C'est à ce combat que nous appelons les enseignants, les parents, les travailleurs et les jeunes. Pour le mener à bien, rien n'est plus important à nos yeux que d'avancer résolument dans la voie de la transformation profonde du système éducatif. C'est ainsi que l'on pourra, tout à la fois, créer les meilleures conditions de la transformation de l'enseignement de François Mitterrand et susciter un puissant mouvement populaire pour que l'école de la République retrouve, dans les conditions et pour les besoins de notre temps, l'audace et l'ambition dont furent ses fondateurs, il y a cent ans.

« Cette nécessité apparaît précisément dans les propositions du ministre de l'Éducation nationale. Est-ce la raison essentielle de votre approbation ? »

« À l'heure où je vous parle, tous les partenaires directement concernés n'ont pas encore donné leur point de vue. Il est donc prématuré de rentrer dans le détail des propositions soumises à la discussion par M. Alain Savary. Nous en avons cependant tiré quelques enseignements. »

C'est la première fois, depuis 1958, qu'il existe une telle volonté de proposer de façon démocratique un tel projet de loi. Cela nous a permis de constater que, dans le cadre de la loi de 1959, on est parvenu à l'adoption des lois Debré et Guichennet. Plus récemment, nous avons considéré que nombre de propositions, immédiatement applicables, permettraient de régler les problèmes les plus urgents qui se posent au niveau des collectivités locales. Il s'agit notamment de la harmonisation de la carte scolaire, de la gestion prévisionnelle des crédits et de leur mode de distribution, de la possibilité pour les personnes qui le veulent d'être titularisées, en souhaitant qu'ils le soient, dans la fonction publique.

« Si la question scolaire mobilise les adhérents du parti socialiste, concerne-t-elle, en définitive, les électeurs du P.C.F. ? »

« Je suis persuadé que les électeurs communistes sont profondément attachés à l'existence de l'école publique, dont ils mesurent peut-être plus que d'autres l'importance dans la vie de la nation. Ils ont donc une attitude très claire : ils refusent de s'engager dans une campagne de dénigrement du service public et de l'éducation nationale. »

« Si l'on se demande quel est le rôle de l'enseignement catholique dans le système éducatif, on se rend compte que, dans le cadre de la loi de 1959, on est parvenu à l'adoption des lois Debré et Guichennet. Plus récemment, nous avons considéré que nombre de propositions, immédiatement applicables, permettraient de régler les problèmes les plus urgents qui se posent au niveau des collectivités locales. Il s'agit notamment de la harmonisation de la carte scolaire, de la gestion prévisionnelle des crédits et de leur mode de distribution, de la possibilité pour les personnes qui le veulent d'être titularisées, en souhaitant qu'ils le soient, dans la fonction publique. »

● Frères des écoles chrétiennes : « On ne peut plus continuer à se regarder en chiens de falaise »

« Les propositions de M. Savary publiées le 19 octobre vous paraissent-elles acceptables en tant que base de discussion ? »

« Le ministre a en le souci courageux de dresser un inventaire lucide des difficultés. Son texte est ambigu sur plusieurs points mais nous sentons un effort vers une meilleure compréhension de l'enseignement catholique. Voilà un an, nous avions rejeté avec le comité national les premières propositions. Aujourd'hui, nous n'avons pas plus de garanties mais il est impossible de continuer à se regarder en chiens de falaise. »

« L'adaptation de la situation à la réforme de décentralisation et le blocage par le gouvernement de l'application des lois scolaires, ne peuvent durer éternellement. Il ne s'agit pas, pour nous, de redéfinir le service public à partir des structures mais de considérer les besoins des jeunes. Pour avancer, les partenaires doivent se rencontrer. »

« La mesure de titularisation éventuelle de quinze mille professeurs volontaires du privé, contenue dans le projet de budget de l'Éducation nationale met en avant une grande partie de l'enseignement catholique. Est-ce une réponse à vos préoccupations ? »

« Notre propos n'est pas d'entrer dans le détail du texte de M. Savary, qui est issu d'un compromis mais de réaffirmer les principes de l'école. D'ailleurs, cette mesure de titularisation, qui signifie la « fonctionnarisation », n'est pas une fin en soi. Les Frères eux-mêmes ne pourraient accepter d'assumer un devoir de réserve sur la laïcité, par exemple. Pour nos collègues civils, en revanche, on ne peut s'opposer à cette mesure si elle signifie la « sécurité de l'emploi », mais il faut éviter qu'elle se fasse derrière leur dos. »

« La fonctionnarisation des volontaires serait dangereuse ; elle mettrait en péril la continuité des équipes éducatives par le biais des mutations. Un autre statut reste à trouver. »

« Prison avec sursis pour l'élève anesthésiste. La septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, le 9 novembre, à six mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amende M. Mahiné Doustany, élève de deuxième année d'études supérieures en anesthésiologie au stage à l'hôpital Cochin, polémique provoquée la mort d'un opéré par une erreur de manipulation (Le Monde du 3 novembre).

« Le jugement estime que M. Doustany, bien que laissé seul avec une infirmière auprès du malade, était pourvue des qualifications théoriques nécessaires et qu'il, en outre, était librement autorisé à accomplir des actes médicaux auxquels elle avait la capacité de se livrer. »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

« Si vous mesurez 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL Spécialiste prêt à porter grandes tailles. 40, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 333.66.66 Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h Métro Parmentier Parking gratuit. Catalogue gratuit sur demande »

U SÉNAT

ir conduite en état d'ivresse ont aggravées

« Par conséquent, nous partageons la démarche du ministre de l'Éducation nationale, qui permet d'engager une procédure pour résoudre les problèmes multiples et complexes que pose l'insécurité, depuis vingt-cinq ans, par la droite, d'un système de concurrence et de ségrégation. »

« Ce n'est pas pour nous une attitude nouvelle. Nous avons déjà depuis longtemps tout essayé de renouveau en abordant ce dossier, et nous avons recherché sur le plan local la concertation, malgré les difficultés que nous posait la politique de la droite avant 1981. Nous avons, en même temps, exprimé la préoccupation que, au bout du compte, le processus engagé n'aboutisse pas à l'institutionnalisation, dans le service public, le système de concurrence entre enseignement privé et enseignement public que la droite avait instauré. »

« Pourquoi donc avez-vous confirmé votre participation aux manifestations qu'organise le »

« Nous cherchons à nous entendre avec la droite, mais elle ne veut pas. »

« On avait déjà entendu les déclarations de M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, lors de son passage au Club de l'Horticulture, comme le député Madelin ou le sénateur Collet, réclamant à l'heure de la « dénationalisation » du système éducatif, et la préparation, dans le secret, de mesures radicales que l'on pourrait imposer à la faveur de l'élection présidentielle de 1985. »

« On pouvait croire qu'il ne s'agissait là que de quelques velléités éphémères de la droite musclée. Mais ces thèmes ont été, depuis, abondamment repris. L'enjeu pour la R.P.R. qui réclame, ni plus ni moins, de rendre les universités câblées et de déplacer les enseignants sous statut spécial hors de la fonction publique. L'enjeu pour la preuve des amendements de la droite au Sénat, visant à supprimer toute référence au service public de l'enseignement supérieur. »

« J'en veux pour preuve les déclarations d'Alice Saumier-Sette, proclamant que, dans l'hypothèse d'un retour de la droite, en 1986, il faudrait tout dénationaliser, y compris l'école, en procédant, par ordonnance. Et j'en veux également pour preuve ce qu'a longuement développé ce même député Madelin, qui est membre de l'U.D.F. après avoir été membre d'Occident. Il évoque, dans le Figaro-Magazine, que le moment est maintenant venu de séparer l'école de l'État, s'est-à-dire d'en faire une affaire privée et nationale de notre enseignement. Comme si c'était le caractère public de notre école qui était à l'origine de son inadaptation et non la façon dont la droite l'a mise au service des intérêts privés. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

« Le porte-parole de la brasserie, M. Rob Elfrink, a précisé que les ravisisseurs avaient effectivement exigé un mutisme absolu au sujet du texte à l'égard de la presse. « La première priorité, si il soulagé, est d'obtenir le retour des deux hommes sains et saufs. C'est pour cette raison que nous sommes prêts à accepter d'entrer en contact avec les ravisisseurs et de répondre à leurs exigences éventuelles. »

SOCIÉTÉ

LE DÉBAT SUR L'ARMEMENT NUCLEAIRE

La déclaration des évêques français est approuvée par le P.S. et le R.P.R. mais critiquée dans certains milieux chrétiens

Les partis politiques français, à gauche comme à droite, ont été surpris par la prise de position des évêques français sur les armements nucléaires et la paix. Mais pour des motifs différents. Interrogé, jeudi 10 novembre, à T.F. 1, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a estimé que cette attitude va à l'encontre de celles qu'ont prises la plupart des Eglises dans le monde. « Je m'étonne, a-t-il dit, de voir l'Eglise justifier, au fond, la course aux armements nucléaires. » La C.G.T. « regrette », que le

document de l'épiscopat « justifie l'existence de la force de dissuasion française comme moyen de pression et de chantage contre les pays socialistes... loin d'inciter à la coexistence pacifique, une telle prise de position conforte les thèses partisans d'un retour à la guerre froide ».

Du côté du P.S., M. Louis Darmon, président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, s'est déclaré « agréablement surpris » par le texte

« responsable » des évêques, « de nature, a-t-il précisé, à renforcer l'esprit de défense au niveau national ».

« Les évêques ont rétabli les choses » dans un pays où une « mauvaise crainte de la guerre a été développée », estime, pour sa part, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. « Ils ont compris que le désarmement, s'il est unilatéral, risque d'aboutir à l'asservissement, ce qui est la pire des choses pour un peuple ».

Dans les milieux religieux, en revanche, la déclaration paraît l'empêcher. Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, explique ci-dessous pourquoi il a voté contre le document, tandis que l'abbé Pierre Toulat, secrétaire de la commission française Justice et Paix, exprime ses critiques. A La Rochelle, en outre, le 11 novembre, l'assemblée de la Fédération protestante de France, le pasteur Jacques Maury a mis en garde les chrétiens contre les risques du « manichéisme ».

TÉMOIGNAGES

Pourquoi j'ai voté contre

par Mgr JACQUES GAILLOT (*)

J'essaie qu'on n'arrête pas un train en marche en freinant avec son pied. En votant contre la déclaration épiscopale, je voulais d'abord dénoncer la procédure employée. Pourquoi parler avec tant de hâte en un domaine aussi essentiel ? Pourquoi avoir pris le risque de décevoir tant de croyants et d'hommes de bonne volonté qui attendaient des pasteurs de l'Eglise de France une parole d'espérance ?

Ce qui manque à notre pays, c'est un large débat sur les questions de la paix et du désarmement. Une magnifique occasion était donnée, elle est perdue. Modestement, un document de travail aurait pu être proposé à tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix. Un document ouvert, fait de propositions plus que de positions, permettant à toute tendance de s'exprimer. On voit mal maintenant comment un tel débat pourrait s'instaurer. Après la déclaration des évêques, le débat coulerait est refermé.

La réception d'un texte n'est pas sans importance. S'il a été conforé et réjoui certains, il en a déçu d'autres. Que garderont ceux qui ont écouté les flashs d'informations ou lu les titres des journaux ? Une seule chose : les évêques de France sont pour la

dissuasion nucléaire. Ils disent oui à la bombe. En ces propos, aucune rumeur d'évangile qui ouvre à l'espérance. La position des évêques se résume au statu quo, à la prudence et au réalisme.

J'ai voté contre cette déclaration parce qu'elle ne risque pas une parole prophétique. Qu'est-ce à dire ? La prophète n'est pas celui qui a raison demain ou après demain. Il parle avec exigence aujourd'hui. Il se fait insistant pour des choses qui sont possibles aujourd'hui sans attendre. La dissuasion nucléaire n'est pas seulement un fait, elle est d'abord et surtout un choix. En ce domaine comme en d'autres, il n'y a pas de fatalité. N'y a-t-il pas d'alternative à la dissuasion nucléaire ?

Tous les groupes qui travaillent pour la cause de la paix, tous ceux qui sont engagés dans un combat non violent, n'ont pas à se laisser décourager par un texte qui paraît mettre en doute les possibilités auxquelles ils croient. En ce vingtième siècle finissant, des chemins nouveaux sont à ouvrir. Sur ces chemins, la dissuasion nucléaire est une arme de la défense, le désarmement, nous sommes invités au courage d'une parole audacieuse, porteuse d'espérance.

(*) Evêque d'Evreux.

Quel est le message ?

par l'abbé PIERRE TOULAT (*)

Pour un document sur la dissuasion nucléaire, c'est réussi : il arrive comme une bombe. On s'y attendait, sans plus, ou sans tellement s'y attendre : la certitude incertaine fait partie de la dissuasion. Le texte était prêt, enfoui dans un tiroir, il suffisait que quelqu'un appelle sur le bouton. C'est parti ! Le peuple n'y a vu que du feu. Ni large consultation ni débat. Foin de toutes ces participations ou consultations ! La parole est à ceux qui savent. Au nom du réalisme et de l'efficacité. Domage !

Jusqu'à là, on aimait la paix. Banal : tout le monde aime. Gagner la paix, c'est plus sportif. Tout le monde ne gagne pas. Le titre fait mouche : il appelle à l'énergie et à la pugnacité. Etre des gagnants, c'est dynamique et pas joué d'avance. La paix, dit-on, est un bien. Mais certains cas la guerre. Si, en effet, on condamne toute guerre, ne va-t-on pas mettre des peuples en danger ? La paix, bien sûr, mais la paix à tout prix ? Pas au prix de devenir des esclaves.

Cet avertissement est sérieux. Mais pourquoi, par contre, une défense à tout prix ? A tout prix, c'est-à-dire, éventuellement, au prix de vies humaines par dizaines de millions. La « dissuasion » du pa-

vre », ajoute-t-on, ne fait pas le détail : elle frappe les villes. Expres ! Alors, non ! La défense soit, mais pas à n'importe quel prix !

Le monde est dans la détresse. On pourrait dire : comme un navire en péril. Les dangers ne manquent pas, plus ou moins menaçants, plus ou moins probables. Situation poignante dans notre univers, le seul dont nous disposions. Mais voilà que, pour nous protéger de ces dangers, nous avons inventé des armes de non-emploi. Puissances, rapidité et perfectionnées. Tellement efficaces qu'elles font peur et qu'elles pourraient devenir un danger public, même celles qu'on appelle intelligemment ! La prudence voudrait qu'on arrête. Mais non. Le document dit que la dissuasion est légitime, mais ce qu'on légitime en ce moment, sans le dire, c'est sa croissance. Et la course continue !

Les évêques de France ont appris à s'informer : ils veulent être crédibles. Partant de données de situation, ils proposent une analyse, entre autres. Chemin faisant, ils ouvrent la Bible. Tout cela fait un document de réflexion et de référence. Mais, au juste, quel est le message ?

(*) Secrétaire de la commission française Justice et Paix.

Le pasteur Maury : non au « manichéisme diabolique »

De notre envoyé spécial

La Rochelle. — A l'ouverture de l'assemblée générale de la Fédération protestante de France, qui a lieu à La Rochelle du 11 au 13 novembre, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération, a réagi à la déclaration des évêques catholiques en ces termes :

« J'ai été frappé de voir que les évêques révisent à Lourdes ont essayé de dire quelque chose où ils ont voulu mettre à la fois leur identité, leurs hésitations, et surtout leur volonté de contribuer à la recherche de la paix. Mais le résultat au niveau des médias a été simplement qu'ils étaient « pour la dissuasion ». Je n'ai pas envie de me faire prendre à ce piège. (...) Vous me permettez seulement quelques remarques qui n'engagent que moi-même. Je pense tout d'abord qu'il y a, pour les Eglises, deux ordres de piliers à éviter. Le premier est ce constant recours dans les déclarations ecclésiastiques (...) aux catégories de « moral » et de « légitime ». Proclamer par exemple « l'illégitimité » de la guerre nucléaire, serait-ce sous-entendre que les autres formes de guerre sont systématiquement légitimes ? Il faudrait demander à ceux qui s'engagent ce qu'ils en pensent. Décidément, nous devrions hésiter à décerner ainsi des brevets de « légitimité » ou de « moralité » à toute forme de guerre ou d'armement. Peut-être devrions-nous plutôt nous interroger sérieusement sur la

concept de « guerre juste » sur lequel s'appuie la chrétienté depuis le Haut Moyen Age.

« Le second piège qui nous guette est de nous risquer trop avant dans la problématique technique de l'armement et même du désarmement. D'abord parce que nous n'en avons guère la compétence. Et puis parce que nous trouveriez toujours des experts pour soutenir n'importe quel point de vue (...) ».

« Je pense surtout que les Eglises devraient discerner les terrains sur lesquels elles devraient agir spécifiquement. J'en vois au moins deux : d'abord, le danger actuel, et le surarmement qui le cause, sinon de la menace totale que nous risquons les deux camps l'un à l'égard de l'autre. Si nous croyons au règne du Seigneur réconciliateur, ne pouvons-nous pas au moins faire tout notre possible pour désamorcer cette menace quasi métaphysique ? Quelle dévotion peut-on imaginer tant que le président des Etats-Unis qualifie l'U.R.S.S. d'« empire du mal absolu » et qu'il en tire exactement le même de l'autre côté ? Est-ce que nous ne savons pas assez que le monde entier est pécheur, et qu'il est tout l'objet de l'amour de Dieu et de son appel, pour nous refuser, y compris chez nous à ce manichéisme diabolique qui affecte toutes relations humaines ? ».

A.W.

A PROPOS D'UN INDEX D'ARTICLES

'La Cour de cassation annule un arrêt favorable au « Monde »

La première chambre civile de la Cour de cassation a annulé, le 9 novembre, un arrêt de la cour d'appel de Paris qui donnait gain de cause à la S.A.R.L. le Monde dans un litige qui l'opposait depuis 1978 à une société québécoise, Microfor, à laquelle elle reprochait la reproduction, dans un index publié par ses soins sous le titre France Actualités, de références à des articles publiés dans le Monde et le Monde diplomatique sans autorisation de la société éditrice de ces publications.

La cour d'appel, dans son arrêt rendu le 2 juin 1981 et qui confirmait un jugement de première instance, déclarait en substance que la société Microfor en agissant comme elle l'avait fait, c'est-à-dire en publiant les résumés signalétiques des articles en cause, avait contrevenu à l'article 40 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Elle considérait notamment que la S.A.R.L. le Monde était fondée dans sa demande car, disait-elle, celle-ci se trouvait propriétaire d'un droit d'auteur. Elle ajoutait que si la même loi de 1957, dans son article 41, autorise la reproduction sans autorisation préalable de quelques citations sous forme de revue de presse, encore faut-il que ces références et extraits ne constituent pas la matière même de l'ouvrage réalisé au moyen du rassemblement et du classement des articles utilisés, comme c'était le cas de l'index de Microfor.

La Cour de cassation a estimé que ce n'était pas là une bonne application juridique de la loi. Son arrêt déclare d'abord que l'article 40 de la loi sur la propriété littéraire et artistique « n'est pas applicable à l'édition d'un index d'articles permettant de les identifier par des mots-clés », et pas davantage lorsqu'on se trouve en présence « d'une analyse purement signalétique réalisée dans un but documentaire, exclusive d'un exposé substantiel du contenu de l'œuvre et ne permettant pas au lecteur de se dispenser de recourir à cette œuvre elle-même ».

De même, l'arrêt de cassation juge que les courtes citations sont licites lorsqu'elles sont incorporées dans une œuvre seconde lorsque celle-ci a un caractère d'information, ce qui était le cas, car « la matière de l'œuvre seconde, même sans apport personnel de son auteur, peut être constituée par la réunion de courts extraits empruntés à des œuvres existantes ».

Dans ces conditions, l'affaire est renvoyée devant la cour d'appel de Paris, mais composée évidemment d'autres magistrats que ceux qui avaient rendu l'arrêt annulé.

EN BREF

Une nouvelle navette spatiale

Un nouvel exemplaire de la navette spatiale américaine, nommé Discovery, est arrivé à Cap Canaveral (Floride), mercredi 9 novembre, fixé sur un avion géant. Discovery est identique aux deux premiers transporteurs spatiaux Columbia et Challenger. Son premier vol, prévu en juin 1984, devrait être suivi de deux autres lancements en octobre et en décembre. Quand le second site de lancement sera mis en service, en 1985, à Vandenberg (Californie), Discovery y sera affectée et sera donc principalement utilisée pour des lancements militaires.

Mise au point du test génétique d'une maladie héréditaire

Une équipe du Massachusetts General Hospital (Boston) annonce dans le prochain numéro du magazine scientifique Nature la mise au point d'un test génétique capable de diagnostiquer une maladie dégénérative héréditaire : la chorée de Huntington. Cette affection relativement fréquente, mais de diagnostic difficile, débute vers la quarantaine. Elle se caractérise par l'apparition de mouvements anormaux (chorée) accompagnés de troubles du caractère et du comportement. L'évolution aboutit en vingt ou trente ans à la démence et à un état grabataire.

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE

(Suite de la première page.)

Le capitaine Romans-Petit, le capitaine Jabouley, chef régional du maquis, aviateur lui aussi, et les autres officiers sont en tenue avec leurs décorations. Romans-Petit prend le commandement. Une foule nombreuse se massera dans la rue. En tête, un drapeau à croix de Lorraine, avec sa garde d'honneur garnie de blancs (les gants ont été empruntés aux jeunes mariés des environs), des clairons et des tambours.

Devant le monument aux morts, le chef des maquis de l'Ain dépose une gerbe en forme de croix de Lorraine, avec l'inscription : « Les vainqueurs de la Résistance aux vainqueurs de 1914-1918 ». Sonnerie aux morts. Minute de silence. Tout le monde chante la Marseillaise.

Selon un programme soigneusement préparé, les maquisards regagnent leurs camions et disparaissent, tandis que la ville est rendue aux autorités « officielles ».

Le soir même, de Gaulle fera transmettre ses félicitations aux maquis de l'Ain. Dans le monde entier le radio de Londres a répercuté l'événement : une manifestation officielle de la Résistance en territoire français occupé. Un journaliste, André Jacquemin, du journal clandestin Bir-Hachem, a pris des photos qui, transmises en Angleterre, seront diffusées dans la presse mondiale.

Les forces de Vichy tenteront de réagir, sans grande conviction, sous la direction du préfet régional de Lyon, Angeli, et de l'intendant de police Cussonac. G.M.R. et gardes mobiles, qui tentent l'assaut d'un maquis, font chou blanc. Les Allemands prendront le relais un mois plus tard et arrêteront, pour les déporter, cent trente habitants de Nantua.

Ce même 11 novembre, ils ont attaqué le maquis de Beaubery, qui a lui aussi défilé en armes à Montméliard (Savoie-et-Loire). Surtout, à Grenoble, lors d'une manifestation devant le monument des Diables bleus (les chasseurs alpins de 1914-1918), quatre cent cinquante personnes seront prises dans une rafle et déportées.

JEAN PLANCHAIS.

* Lire, outre Les Maquis de l'Ain, d'Henri Romans-Petit (Hachette, 1974), le tome IV de l'Histoire de la Résistance en France, d'Henri Nogues (Robert Laffont, 1976).

Une semaine avec l'Ile-de-France

UNE GRANDE ENQUÊTE DU 14 AU 19 NOVEMBRE
CHAQUE JOUR DANS LE MONDE
UN DOSSIER DE 8 PAGES
SUR LES PROBLÈMES DE LA RÉGION.
VOICI LES PRINCIPAUX RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

LUNDI 14
L'ILE-DE-FRANCE, UNE VRAIE RÉGION
MERCREDI 16
MIEUX VIVRE
VENDREDI 18
L'ÉCONOMIE

MARDI 15
SÉCURITÉ, PRÉVENTION D'ABORD
JEUDI 17
PLUS D'ARGENT, MOINS D'IMPÔTS
SAMEDI 19
L'ILE-DE-FRANCE
CAPITALE DES TALENTS

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT CES NUMÉROS EXCEPTIONNELS DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

هكذا من الأصل

GALLERIE EN CRISE

Rifi

Le musée de la galerie d'art de la ville de Paris, qui a été fermé pendant plusieurs semaines, va être réouvert. Les œuvres exposées sont de la collection de la ville de Paris.

C'est dans ce contexte que se situe la situation de la galerie d'art de la ville de Paris. Les œuvres exposées sont de la collection de la ville de Paris.

POINT DE VUE

On a

Le 17 avril 1981, l'ancien ministre de la Culture, André Malraux, a été élu président du conseil régional de la région Île-de-France.

L'idée première d'un ministère des loisirs a été émise par le ministre de la Culture, André Malraux, en 1959.

SPORTS D'HIVER EN ROUMANIE

BOULAP ET FOND
Ski, Patin à glace, Hockey sur glace, etc.

SEMAINE à partir de 150 F tout compris
Séjours en famille, groupes, etc.

Documentation "Vacances d'hiver en Roumanie"

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

HOTELLERIE EN CRISE

Rififi à Tahiti

Le dernier mercredi d'octobre, un mouvement de grève était lancé dans les trois grands hôtels internationaux de Tahiti. Démarré comme une kermesse, le mouvement devait déboucher, le dimanche suivant, sur un affrontement entre gendarmes - casques, boucliers, grenades lacrymogènes - et manifestants - cailloux, bâtons et noix de coco. Dans ce dérapage - pourtant vite contrôlé - les directions des hôtels trouvaient la confirmation de leurs craintes. Sans même attendre la reprise - inévitable - du dialogue, une étonnante campagne de désinformation était orchestrée depuis Tahiti.

Des touristes étaient raccompagnés à l'avion ou terminaient leur séjour dans des hôtels de moindre standing, les agences de voyages à l'extérieur étaient complaisamment informées sur l'état de guerre civile qui régnait localement, les télévisions australiennes et américaines étaient mises au courant et remontaient à leur arrivée des touristes victimes de la grève.

La France, dans le Pacifique, n'a toujours pas une très bonne image en raison des essais nucléaires, et ses voisins anglophones (Australiens, Néozélandais, Fidjiens, etc.) ne ratent pas une occasion pour développer leur ressentiment. En retour, les hôteliers enregistrent les annulations de réservations par centaines, ce qui leur permet de tenir un langage fortement teinté de satisfaction masochiste. « Vous voyez, nous avions raison, vous avez fait fuir nos clients. » Et survient la menace de fermeture des hôtels, entraînant plus de six cents licenciements, soit près de 2 % du monde salarié.

Aujourd'hui, les grévistes ont libéré les entrées des hôtels (vidéo), et les négociations sont sur le point de reprendre. Les passions se sont calmées, et l'on peut mieux mesurer les conséquences de ce sabotage descriptif. Un vrai gâchis sur le plan économique. Le seul point positif : toute la Polynésie a de nouveaux les yeux tournés vers son tourisme. C'est peut-être ce qui lui manquait le plus.

La reprise était là

Après le rapide essor des années 60, le tourisme polynésien a marqué une pause, avec cent mille entrées annuelles. Vers le milieu des années 70, il allait d'une crise à l'autre, stagnait autour de ce chiffre coïncidant dans un dilemme significatif. « Construisez des chambres », disent les compagnies aériennes aux hôteliers, qui répondent : « Donnez-nous d'abord davantage de sièges ». Dialogue de sourds, d'autant moins perché que le Centre d'expérimentation du Pacifique manifestait une forte activité. Par ailleurs, le secteur public est riche. Bref, le tourisme n'apparaissait pas comme une réponse économique adaptée à la situation du territoire. Néanmoins, l'ancienne équipe du vice-président Sanford réussissait une relance dont on enregistre les résultats depuis deux ans. Son successeur, le vice-président Gaston Flosse, a montré sa volonté de poursuivre et d'accroître l'effort. Les investisseurs hôteliers se font à nouveau nombreux. Les avions également. La reprise est là.

C'est dans ce contexte que se place le différend dans l'hôtellerie. Voyons les chiffres. Deux, faits majeurs ont marqué le tourisme polynésien des deux dernières années. D'abord, une augmentation de la capacité d'hébergement : huit cents chambres supplémentaires en 1981, ensuite, une très nette amélioration de la desserte aérienne internationale. En 1981, les jets de la Quantas réapparaissent dans le ciel de Tahiti et l'on relève une augmentation de 42 % du nombre de sièges offerts par les compagnies aériennes. Tout cela se traduit immédiatement sur le terrain. Dès 1982, on constate que le territoire a reçu 18 % de visiteurs supplémentaires. L'action se manifeste également dans la durée. Le gouvernement de M. Flosse, aidé par l'OPATT (Office de promotion et d'animation touristique de Tahiti et des îles), vient de dénouer une importante campagne de promotion et a investi 4,40 millions de francs français ces derniers mois, 1,65 million en Europe, suivant aux États-Unis, la moitié vers l'Australie, avec déjà une réponse positive : le taux de remplissage des hôtels prévu pour le mois de novembre (haute saison) était de 100 %. Le coefficient de remplissage moyen était de 69 % pour toute l'année 1981 ; il est passé à 72 % en 1982.

La situation financière des grands hôtels a donc connu un redressement notable. En déficit depuis 1977, le Taharaa sort du rouge. Le Masva Beach connaît lui aussi une amélioration sensible, et le Beachcomber enregistre le meilleur score en amontant la reprise de 1980. C'est donc clair, une dynamique du développement s'était mise en place, les hôtels disposaient d'une marge de manœuvre suffisante pour négocier au niveau syndical. La réponse du patronat - fermeture des hôtels - apparaît non seulement excessive, mais contraire à ses propres intérêts. On estime localement que les trois grands hôtels concernés par le conflit ne ferment pas plus d'un mois, à l'exception peut-être du Taharaa, qui pourrait être mis en vente.

Licenciements

Première conséquence : ce sont 680 employés qui seront licenciés, ce qui correspond à une masse salariale de 2,5 millions de francs français. C'est au moins dix mille touristes perdus en les dix mille qui viennent chaque mois ; pour les compagnies aériennes, cela représente une perte brute de 22 millions de francs français. Pour le territoire, c'est encore plus grave. Tout le secteur de la sous-traitance est atteint : pêcheurs, maraîchers, fleuristes, blanchisseurs, artisans, taxis, etc., ce qui correspond à une perte de 1,5 million de francs français en fournitures et 2,2 millions en services. En moyenne, un touriste reste huit jours, au cours desquels il dépense 5 500 francs français, soit une perte globale de 77,5 millions pour le territoire, et notamment pour le commerce. A un mois de fermeture des hôtels correspondrait une chute de 50 % du chiffre d'affaires des agences de voyages, de 20 % pour les hôtels et de 10 % pour Air Polynésie, la compagnie aérienne intérieure, et une perte fiscale de 2,75 millions. Certains hôteliers

avaient pensé de former douze et même dix-huit mois.

Pour terminer, il conviendrait de dire en chiffres ce que représente le tourisme dans l'économie du territoire. En 1982, les importations globales de la Polynésie s'élevaient à 3,41 milliards de francs français ; la même année, les dépenses de tourisme ont représenté 605 millions, ce qui a permis de couvrir les importations à près de 18 %. En 1983, ce taux devait avoisiner les 20 %, compte tenu de l'augmentation de l'activité. Ces chiffres prennent toute leur valeur quand on sait que le taux de couverture des importations par les exportations (copra, vanille) est à peine de 5 %. En impôts indirects, le tourisme représente une recette de 82,50 millions. Quant à la masse salariale induite, elle s'élève pour 1983 à 247,5 millions.

Cette part ne cessera d'augmenter, des projets sont déjà engagés que la grève ne saurait remettre en question, et cela d'optimisme des promoteurs. Ryatt a investi 110 millions à Bora-Bora, Climat de France implante de nouvelles unités à Tahiti, Bora-Bora et Moorea. On parle également d'un projet d'établissement de six cents chambres sur Tahiti. Le Club Méditerranée avait un très important chantier en prévision. Il devait fermer son village de Moorea pour toute l'année 1984 afin d'augmenter sa capacité. M. Trigano est aujourd'hui dans l'expectative. Si les hôtels ferment pour une longue période, ou traitent les touristes d'un an à ses travaux afin d'acquiescer tous ces G.M. potentiels qu'on attendait pas.

PHILIPPE SAVIGNAT.

POINT DE VUE

On a perdu le temps libre

Le 17 avril 1981, François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, propose une série de mesures pour aider chacun à maîtriser son « temps de vivre ». Le 22 mai 1981, Pierre Mauroy compose son premier gouvernement, dans lequel apparaît un ministère du temps libre. Ce ministère ne sera pas le seul ministre défendeur d'un concept. Il y aura aussi celui de la solidarité. Celui-ci aura une durée de vie plus grande puisque, aujourd'hui, il existe encore, alors que le temps libre sera ramené au rang de « direction administrative » dans le remaniement ministériel de mars 1983. Que s'est-il donc passé pour qu'un ministère, dont son responsable prétendait qu'il ne serait pas un ministère « élite » mais celui d'une grande ambition, disparaisse ainsi, deux ans après sa mise en place ?

L'idée première était celle d'un ministère des loisirs et du cadre de vie. C'est ainsi que les socialistes le nomment dans leur programme de gouvernement en 1972, partant de l'analyse que les loisirs joueraient de plus en plus un rôle d'agent de la société. L'objectif clairement annoncé était alors de démontrer les loisirs et de favoriser la prise en

par YVES RAYNOUARD (*) charge de ceux-ci par les usagers eux-mêmes. Il était également prévu l'augmentation et l'aménagement du temps de loisirs, afin que le vie change pour le plus grand nombre.

Résumons une explication au fait que les socialistes aient mis en avant, quelques années plus tard, le concept de temps libre. C'est le sentiment que les loisirs, qui devaient plus représenter un temps de réalisation personnelle (physique, artistique, affective, sociale), devenaient plus un temps de consommation. Le temps des loisirs, comme celui du travail, était soumis aux lois du marché et aux contraintes économiques. Cela ne pouvait aboutir qu'au développement de loisirs marchands. Face à cette situation, les socialistes ont donc accueilli les mots temps et libre, afin de réaffirmer à quel point, pour eux, il devait exister un temps de la vie qui serait celui de la liberté et de la participation au développement de la société dans son entier.

Ne seraient-ils pas aussi appelés ce ministère celui du temps libre puisque les définitions du Larousse et du Littré s'accordent pour dire que le loisir est le « libre disposition de son temps ». Non, il fallait faire référence aux conséquences probables de la réduction du temps de travail sur le mal-être du temps de chacun, et il n'était donc pas envisageable d'appeler ce ministère celui du « temps de loisir ».

Un ministre défendeur du concept de temps libre s'est donc mis au travail en rappelant au départ qu'il s'agissait d'une affaire complexe et d'une œuvre de longue haleine. Faiblesse des moyens, absence de hardiesse des associations d'éducation populaire pour s'adapter à l'évolution de la société, un ministère qui n'était peut-être pas le plus désigné pour donner toute son aura au concept (les personnels n'ont rien de semblable à celle de l'ancien centre de la culture), autant de raisons qui ont été avancées pour expliquer la disparition de ce ministère, deux ans après sa mise en place.

A mon avis, il en existe une beaucoup plus importante qui limitait, dès l'origine, la portée historique de la décision politique de créer un ministère du temps libre : la priorité donnée au développement économique par le gouvernement.

(*) Rapporteur du groupe Tourisme et Loisirs pour la préparation du nouveau Plan.

SOCIAL

Du crédit

pour les chèques-vacances

De l'hôtel au village familial, du terrain de camping au gîte, du restaurant à l'auberge, ce sont cinq mille points de chute (contre mille en 1983) qui seront proposés l'année prochaine aux porteurs de titres par l'Agence nationale pour les chèques-vacances (A.N.C.V.). Le lancement du nouveau annuaire, qui aura lieu au mois de décembre, devrait être l'occasion, pour les responsables de l'Agence comme pour ceux des différents ministères concernés, de faire le point sur une affaire - la promotion des chèques-vacances - qui connaît des débuts laborieux.

Malgré une information auprès des salariés et des retraités, lancement tardif de l'opération dans l'année, complémentation de certaines modalités d'application, période de rodage ardue en raison des difficultés économiques ? En 1983, l'Agence a distribué 4 millions de francs de chèques-vacances. C'est-à-dire que quatre mille familles environ ont bénéficié de ce nouveau « droit » aux congés.

Mis en circulation au début de cette année, le chèque-vacances n'a donc pas connu le succès espiéré par les pouvoirs publics. Plusieurs facteurs ont joué. De nombreuses entreprises avaient bouclé leur budget social quand les titres ont été lancés sur le marché. Seules cent cinquante d'entre elles - dont Desautel - ont signé une convention avec l'Agence. Les comités d'entreprise qui ont leurs œuvres de vacances, traitent les chèques. Les caisses d'allocation familiales qui possèdent leurs propres « bons » de vacances se font tirer l'oreille et les mutualités attendent de voir. Bref, l'Agence, en 1983, a géré un système qui est loin d'avoir atteint sa vocation de crédibiliser et de rendre possibles de nouveaux modes de vacances. A condition que tous les partenaires concernés par cette initiative jouent le jeu.

Le chèque-vacances est un titre nominatif de valeur variable : 10, 50 et 100 francs. Il ne peut être utilisé qu'après des prestations de services agréés par l'Agence. Les distri-

buteurs sont soit des employeurs, soit des organismes sociaux. Ils achètent les chèques-vacances à l'Agence. L'employeur prend à sa charge de 20 à 80 % du prix. L'organisme à caractère social intègre les chèques dans ses formules d'aides aux vacances, selon ses propres critères. Les bénéficiaires : les salariés et les retraités notamment, à condition de payer moins de 1 130 francs d'impôt sur le revenu.

Le chèque-vacances n'est pas destiné exclusivement aux traditionnels « congés annuels ». Il peut être aussi utilisé, comme l'a déclaré M. Raymond Vaillant, président de l'Agence, « pour payer la halte au cours d'un week-end en baie de Somme, participer à une journée sportive au bord de l'Oise ou encore assister à une évocation de l'œuvre de Jean de La Fontaine en sa ville natale de Château-Thierry ».

Pour relancer la machine, l'Agence a engagé des négociations avec de grandes entreprises. C'est ainsi qu'une convention vient d'être signée avec la Compagnie française des pétroles et Elf-Aquitaine. Des discussions sont en cours dans les secteurs bancaires et pharmaceutiques. Enfin les salariés concernés par le chèque-vacances seront beaucoup plus nombreux en 1984. C'est, en effet, dont le foyer paie jusqu'à 5 000 F d'impôt sur le revenu par an pourront désormais en profiter (au lieu de 1 130 F précédemment). De bonnes initiatives, mais seront-elles suffisantes pour assurer, enfin, le succès de cette formule ? Ne faudrait-il pas, par exemple, comme vient de le suggérer M. Jean-Pierre Soisson, ancien ministre, offrir à « un couple titulaire de deux salaires moyens », la possibilité de bénéficier des avantages du chèque-vacances ? Enfin, l'exonération des cotisations sociales payées par les employeurs sur les chèques distribués, réclamée par les organisations patronales et syndicales, ne devrait-elle pas aussi être étudiée par les pouvoirs publics ?

JEAN PERRIN.

nouvelle session le 2 janvier 1984

pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau en France et plus encore à l'étranger

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation aux techniques de gestion et d'accueil dans l'hôtellerie, le tourisme et la restauration de prestige (admission : niveau bac ou terminales)

MAXIM'S

célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom _____
adresse _____
code postal _____ téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

École privée du groupe IPSA

71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

SPORTS D'HIVER EN

ROUMANIE

SKI ALPIN ET
SKI DE FOND
à Sinaia, Prédéal
et Poiana-Brasov

FÊTES DE NOËL ET DU
JOUR DE L'AN

1 SEMAINE à partir de
2.195 F tout compris
avec remontées mécaniques
illimitées.

Inscriptions auprès de votre agence de voyages.
Renseignements et documentation :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROMAIN
38, av. de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.25.42 et 742.27.14.

DOCUMENTATION "Vacances d'hiver en Roumanie"

à envoyer à M. _____
Adresse _____



OFF. 1406

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE

(Suite de la page précédente)

Le Centre de la jeunesse de Paris organise une manifestation de solidarité internationale pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Devant le Centre de la jeunesse de Paris, une manifestation sera organisée pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Le Centre de la jeunesse de Paris organise une manifestation de solidarité internationale pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Devant le Centre de la jeunesse de Paris, une manifestation sera organisée pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Le Centre de la jeunesse de Paris organise une manifestation de solidarité internationale pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Devant le Centre de la jeunesse de Paris, une manifestation sera organisée pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Le Centre de la jeunesse de Paris organise une manifestation de solidarité internationale pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

Devant le Centre de la jeunesse de Paris, une manifestation sera organisée pour le 11 novembre. Des ateliers de travail seront organisés dans les différents quartiers de la capitale. Les participants pourront discuter des problèmes de la jeunesse et de la solidarité internationale.

INFORMATIONS « SERVICES »

Une campagne de la Fondation de France à la télévision

La générosité avec beaucoup de moyens

Une goutte d'eau qui se détache et tombe dans le creux d'une main enfantine, qui féconde le sol et amolite la terre, roule sur une joue ridée, forme esquisse d'un sourire. Pour la première fois la Fondation de France, grande cause nationale de l'année (1) présente son action à la télévision et lance un appel à la générosité.

Le fonds initial de la Fondation de France a été constitué en 1959 par une dotation de 16 250 000 francs en provenance de la Caisse des dépôts et consignations et de dix-sept grandes banques françaises. Les pères fondateurs voulaient, à l'instar des Community trusts américains, gérer les dons, faire par des particuliers dans l'intérêt général. Ce fonds de roulement a été porté à 25 millions de francs, et ses intérêts capitalisés financent les salaires des trente personnes de la Fondation. Ils ont permis l'achat des bureaux du siège social, 40, avenue Hoche à Paris. Aujourd'hui, ils sont 200 000 donateurs, connus ou anonymes, actionnaires d'une société nommée Fondation de France, dont le patrimoine n'appartient à personne et qui n'a pas d'adhérents.

Ce qu'il lui faut, à la Fondation, pour « irriguer les déserts de la vie », c'est de l'argent. Pour aider le tiers-monde, améliorer la vie des handicapés, soutenir les personnes âgées, protéger la petite enfance, développer

la recherche scientifique, sauvegarder le patrimoine.

Les versements faits à la Fondation sont déductibles des impôts jusqu'à concurrence de 3 % ; sait-on que la quasi-intégralité de la somme versée va directement à la cause retenue. — 9,70 francs sur 10 francs ? M. Guy Courtois, le directeur, rappelle comment la Fondation détermine ses priorités d'après des critères définis par le conseil d'administration, met sur pied des programmes d'action et accorde une aide de mise en route. Elle a ainsi une fonction d'entraînement auprès des collectivités locales et de l'Etat.

La Fondation soutient les créches parentales, milite pour que les entreprises jouent le rôle de mécènes modernes par la création de bourses de recherche, de prix. En 1982, elle a participé au financement de deux cent cinquante projets d'association, d'un montant moyen de 50 000 francs et, récemment, a participé au rachat, par la Bibliothèque nationale, d'un manuscrit de Proust.

L'œuf qui s'écroule, tombe, inéluctablement. La Fondation de France, organisme privé, apolitique, et non confessionnel, a le temps. Ce qui compte, c'est la force tranquille du capital.

DANIELLE TRAMARD.

(1) Un jury interministériel définit chaque année une grande cause nationale. Ce peut être la cancer, la recherche médicale ou la Fondation de France.

MÉTÉOROLOGIE

Des masses d'air plus froides et plus stables vont s'établir progressivement avec la descente de l'anticyclone de Norvège vers l'Europe centrale, tandis qu'en France pègre un front instable.

Samedi, des fronts du Nord et du Nord-Est au Bassin parisien, à l'Orléans, au sud du Massif Central jusqu'au Lyonnais et au nord des Alpes, la météo sera plus froide avec de petites gelées de -1 à -3 degrés et très brumeuses avec des brouillards très denses qui se dissiperont que très lentement. Pour la fin de matinée, la pluie sera suivie à un après-midi ensoleillé, sauf du Nord-Picardie à l'Alsace et à la Lorraine, où des brouillards et nuages bas persisteront souvent toute la journée. Sur la Côte, le temps sera très nuageux le matin, avec quelques ondées, puis de belles éclaircies se produiront l'après-midi. Sur le Sud-Est, beau temps ensoleillé malgré quelques passages nuageux. Pour le reste du pays, après une matinée nuageuse et brumeuse, le temps sera assez ensoleillé, mais le soleil aura un aspect voilé. Les températures atteindront l'après-midi 16 à 18 degrés dans le Sud-Ouest et le Sud-Est, 15 degrés dans l'Ouest et le Centre, 13 degrés en Normandie et dans le Bassin parisien, mais elles ne dépasseront pas 3 à 5 degrés de l'extrême nord de la France à l'Alsace et à la Lorraine. Les vents de secteur est à sud-est seront modérés à faibles.

Sous l'influence pour dimanche, l'anticyclone qui pègre le nord de l'Europe commencera à diriger de l'air plus froid sur le nord et l'est de la France, tandis que la perturbation d'origine atlantique achèvera de concerner nos régions médianes avec une activité très faible.

Prévisions pour dimanche. — Quelques petites pluies se produiront encore le matin sur le sud de l'Aquitaine et la Corse, mais elles disparaîtront l'après-midi. Des Ardennes aux Vosges et aux Alpes, après des gelées de 0 à -3 degrés et des brouillards, la journée sera finie sous un ciel ensoleillé. Sur le reste du pays, la matinée sera brumeuse ou très nuageuse mais dans la journée des éclaircies apparaîtront. En général les températures continueront de baisser. Dans l'après-midi, elles s'échelonneront entre 4 et 6 degrés dans les régions du Nord-Est et du Centre, 12 à 14 degrés dans l'Ouest, 15 à 17 degrés dans les régions médianes.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 11 novembre

à 7 heures : 1020,4 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 novembre, le second le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre) : Ajaccio, 20 et 8 degrés; Biarritz, 19 et 12; Bordeaux, 21 et 14; Bourges, 19 et 4; Brét, 19 et 13; Caen, 18 et 6; Cherbourg, 16 et 10; Clermont-Ferrand, 18 et 0; Dijon, 14 et -1; Grenoble, 11 et -1; Lille, 14 et 0; Lyon, 17 et 3; Marseille-Marinette, 20 et 8; Nancy, 4 et -1; Nantes, 18 et 10; Nice-Côte d'Azur, 19 et 9; Paris-Le Bourget, 17 et 0; Pau, 19 et 12; Perpignan, 18 et 13; Rennes, 18 et 11; Strasbourg, 4 et 3; Tours, 18 et 5; Toulouse, 19 et 12; Poitiers-Pizet, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 11 degrés; Amsterdam, 15 et 6; Athènes, 17 et 9; Berlin, 11 et 7; Bonn, 14 et 0; Bruxelles, 14 et 1; Le Caire, 26 et 20; Les Canaries, 24 et 16; Coppenhague, 10 et 1; Dakar, 29 et 25; Djibouti, 23 et 17; Genève, 7 et 5; Jérusalem, 21 et 10; Lisbonne, 19 et 15; Londres, 16 et 8; Luxembourg, 6 et 0; Madrid, 16 et 7; Moscou, 2 et -2; Nairobi, 24; New-York, 13 et 9; Palma-de-Majorque, 20 et 8; Rome, 20 et 5; Stockholm, 3 et 0; Tenez, 24 et 15; Tunis, 24 et 15.

Les mots croisés se trouvent page 13.

LETO	
18	19
25	37
46	49
39	
1 470 030,70 F	
97 281,40 F	
6 798,70 F	
148,60 F	
10,80 F	

CARNET

Décès

M. et M^{me} Georges Alhadeff, Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Rachel ALHADEFF,

survenue le 7 novembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques auront lieu lundi 14 novembre, à 15 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien, où l'on se réunira à la porte principale. Ni fleurs ni couronnes.

16, rue de la Fontaine-en-Roi, 75011 Paris.

M^{me} Pierre ALLIOT,

son épouse, M. et M^{me} Jean-Claude Morin,

seurs enfants, Jean-Christophe et Xavier,

seurs petits-enfants, M^{me} veuve Savin Gabrielli,

sa belle-mère, M. et M^{me} Jacques Dervent,

M. et M^{me} Robert Gabrielli,

seurs sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,

M. et M^{me} Alain Gabrielli,

seurs neveux et nièces, Lisa et Mand Gabrielli,

seurs petites-sœurs, Les familles, Jamart, Landi,

Paquinelli, Rossi, Les collaborateurs et collaborateurs du cabinet Alliot,

ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre ALLIOT,

comptable agréé, expert judiciaire,

près la cour de Versailles,

survenue à Dreux le 9 novembre dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques civiles auront lieu le lundi 14 novembre 1983, à 15 heures, au cimetière de Dreux où l'on se réunira.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Des registres seront prévus au cimetière.

Que des fleurs naturelles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, allée Henri-Dunant, 28500 Vernonville.

2 bis, rue de Vaucourt, 28170 Tremblay-les-Villages.

28170 Tremblay-les-Villages.

— Au-Rosa, Toulon.

M. et M^{me} Jean-Paul Arnold et leurs enfants,

M^{me} Annie Arnold et ses enfants,

M. et M^{me} Philippe Arnold et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Marie Vialla et leurs enfants,

M^{me} André Sauchie, ont la douleur de faire part du décès de

leur mère, grand-mère et belle-sœur,

M^{me} Ferdinand Arnold,

née Allie Sauchie,

survenue à Toulon le 9 novembre 1983 dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église Saint-Joseph de Béziers le samedi 12 novembre 1983 à 14 h 30.

Toulon, résidence Sainte-Marie D 3, Avenue des Iles-d'Or.

— On nous prie d'annoncer le décès,

à l'âge de soixante-cinq ans, de

M. Georges EXCOFFIER,

professeur honoraire, officier des Palmes académiques.

« L'incinération et la dispersion des cendres ont eu lieu à Lyon le 10 novembre, dans la plus stricte intimité.

M^{me} G. Excoffier, 3, chemin des Grillons, 73100 Ables-Bains.

M. Fissire et M^{me}, née Lise Excoffier, 85, rue G.-Vernon, 91190 Gif-sur-Yvette.

— M^{me} Barbara Katz, Antoine et Alexandre, M^{me} Ada Katz,

Le docteur Jean Bernard et Françoise Katz,

Robin, Olivier et Agnès, Simon Rosengarten,

Nate Rosengarten, Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

Michel KATZ,

professeur agrégé en radiologie, chef de service des hôpitaux de Paris.

On se recueillera devant la chapelle de l'hôpital Lariboisière, rue Amboise-Park, le lundi 14 novembre à 13 heures.

Les obsèques se dérouleront le même jour, à 14 h 15, au cimetière parisien de Bagneux, avenue Max-Dormoy.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— Le collège des officiers et les membres de la loge « Saint-Jean 1793 » du Grand-Orient de France ont la douleur de faire part du décès de leur excellent frère,

Michel KATZ.

Il les invitait à former une chaîne d'union au cimetière parisien de Bagneux le dimanche 14 novembre à 14 h 15.

— Ils feront aimer notre Ordre par l'exemple de leurs qualités... —

— M. Marcel Marois, son épouse,

Les deux sœurs de M^{me} Marois, Ses nièces et neveux,

Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès,

survenue à l'hôpital Lariboisière de Paris, de

M^{me} MAROIS,

née Hélène Chabot, receveuse des P.T.T. en retraite, amie des bien.

Son incinération aura lieu ultérieurement à Orange (Vaucluse).

Ni fleurs ni couronnes, mais les dons versés à la Société de défense des animaux de Thoiry (Var), C.C.P. 1783-55 D-Marseille, seront reçus avec reconnaissance.

— Nous apprenons la mort de

Raymonde ROULET,

fondateur et présidente du Concours international de chant de Paris,

dans la nuit du 9 au 10 novembre. Elle était âgée de soixante-dix-huit ans.

Elle a été mariée en 1914 avec une famille de musiciens, Raymond Roulet, marié avec son épouse, qui ont eu deux enfants, dont le quatrième est décédé en 1984 et qui a été enterré dans le cimetière de Paris.

— M. et M^{me} Maurice Carols, M. et M^{me} Francis Robert, M. et M^{me} Benoît Robert, M. et M^{me} Daniel Gautier, M. et M^{me} Arnie Xavier, Fabienne Robert - Kainer Hodde, ses enfants, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, font part du retour à Dieu de

M. André RUBERT,

le 9 novembre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 12 novembre, à 11 h 30, en l'église de Livour (Calvados).

La Livière, 14140 Livour.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

SPORTS

BOXE

AU CHAMPIONNAT DU MONDE DES POIDS MOYENS

Marvin Hagler, vainqueur... sans K.-O.

L'Américain Marvin Hagler a conservé son titre de champion du monde des poids moyens en battant la Panaméen Roberto Duran aux points, vendredi 11 novembre à Las Vegas (Nevada).

Le vainqueur a reçu une bourse d'environ 8 millions de dollars (64 millions de francs).

Quinzième et dernière reprise : la cause n'est pas encore entendue. Le compte des points a beau être favorable à Marvin Hagler, l'Américain n'est pas tout à fait à l'abri d'une réaction fulgurante de Roberto Duran. Hagler se lance à corps perdu dans la bataille ; l'arcade sourcilère gauche légè-

rement ouverte, il marche, conquérant, sur son rival ; il frappe sous tous les angles. Le Panaméen, ivre de coups, fait appel à des ressources insoupçonnées pour ne pas tomber. La fin est proche. La tête de Duran est ballottée de droite et de gauche ; le gong résonne, qui met à la fois un

terme au combat et sauve le triple champion du monde du K.-O. Ce combat de géants entre deux monstres sacrés du ring ne devait pas atteindre la limite des quinze reprises, si l'on tient compte de la force de frappe des deux boxeurs. Celle de l'Américain surtout, qui avait jusqu'ici la réputation de

« descendre ses adversaires » avant la douzième reprise. Ses challengers — un nombre de sept depuis sa victoire contre Mioter en 1980 — ne lui ont pas résisté plus d'un quart d'heure en moyenne. La résistance de Roberto Duran demeurait, dès lors, un des hauts faits de l'histoire de la boxe. Ce pouvait, en effet, le Panaméen, technicien exceptionnel, devant une véritable machine à donner et à recevoir des coups ? Qui pouvait-il face à un boxeur qui lui était supérieur en allonge (8 centimètres), en taille (3 centimètres) et qui avait aussi l'avantage d'être plus jeune de trois années et plus lourd de 2 kilos ? Son mérite aura été de contraindre son adversaire à donner — si l'on peut dire — le meilleur de lui-même et à faire du combat de l'année un grand moment de télévision.

Roberto Duran, qui a passé son enfance dans les faubourgs misérables de la ville de Panama, ne retrouvera pas dans son ghetto. Le Panaméen, qui a gagné au cours de sa carrière trois titres mondiaux et rêvait d'en conquérir un quatrième, a fait de lui, dit-on, un multimillionnaire. Il n'a, en tout cas, pas trahi la confiance de ses proches à qui il avait promis de se battre fièrement. Luis Spada, son « manager », avait dit : « Il tiendra sa promesse. Ce sera un noble et beau combat. » G.M.

« Je suis un monstre »

« Sur un ring, je deviens une bête, un monstre. Je ne songe qu'à une chose : éliminer mon adversaire. » Crâne rasé, musculature métallique, Marvin Hagler, vingt-neuf ans, a presque autant de morgue que le célèbre Mohammed Ali.

« La bête » s'est-elle prise naissance sur les trottoirs du ghetto noir de Newark, dans le New Jersey, là où la lutte pour la vie forme les muscles et le tempérament ? L'imagination pourrait être séduisante. Mais elle n'est pas tout à fait conforme à la vérité. Dans la famille Hagler ce n'est pas le bien-être, mais ce n'est pas, non plus, la misère : « Chez nous, dit Marvin, un dîner était toujours un vrai repas. Les vêtements n'étaient pas toujours neufs, mais ils étaient propres. A Noël, il y avait un arbre. »

De fait, Lisa Mee, une femme « large, joviale et d'une vitalité exceptionnelle », élève, seule, ses enfants dans « une dignité et le respect de la loi ». Marvin qui grandit sur les terrains de jeu et dans la rue ne rêve pas quand, un jour, il s'annonce quelquefois. Comme Floyd Patterson ou Emil Griffith. A dix ans, il mettra les gants contre « Monsieur Joe », un travailleur dont il ne connaît que le prénom.

Marvin aime non seulement la boxe mais aussi les animaux. « Peut-être sont-ils les seuls amis que j'affectionne réellement. » La famille est l'un de ses refuges. « Aujourd'hui encore, dit-il, on

fête les anniversaires et on passe les vacances ensemble. » Les Mee travaillent comme gardiens de maison. Marvin a quatorze ans. Il s'échappe de l'école pour travailler dans une manufacture de jouets. Il s'agit d'émuler l'ordinaire de la famille. Jusqu'au jour où des amis éclatent dans le ghetto de Newark. « La fin du monde » pour les Hagler, qui décident de s'installer à Brooklyn, non loin de Boston, dans la Massachusetts.

Rocky Marciano, un ancien champion du monde des poids lourds, a presque donné ses lettres de noblesse à la petite bourgeoisie, où vivent des Canadiens français, des Lituaniens, des Italiens, une minorité de Noirs et de Portoricains. « C'était merveilleux. On pouvait même laisser ouvertes les portes de la maison. »

L'homme fort

Marvin rencontre alors deux hommes qui sont, aujourd'hui, ses « hommes de coin » : Guireno et Pascual Petronelli, deux anciens de l'armée américaine convertis à l'entraînement des boxeurs. « Oh ! Kid, dit un jour Guireno, veux-tu apprendre à boxer ? » « Bien sûr, répond le gamin. J'aime les gants, leur odeur. Les noirs, les rouges. Le rouge est ma couleur favorite. C'est le couleur du sang. » La carrière de l'un des rares pugilistes à boxer aussi efficacement en posture de droitier et de gaucher.

fausse garde, est tracée. Amateuse, il gagna cinquante des cinquante-deux combats qu'il livra. Professionnel, il a remporté à ce jour, cinquante-sept victoires sur soixante et un combats, dont quarante-huit avant la limite. Ses deux seuls revers ont été essuyés face à ses corrépondants Bobby Watts et Willie Monroe qu'il a corrigés, depuis, en les mettant, tous deux, K.-O. Les deux hommes sont aujourd'hui ses frères-vaillants à l'entraînement.

Ce n'est donc pas, tout à fait, un hasard si on surnomme Hagler « l'assassin de Brooklyn ». Il a conquis le titre mondial des poids moyens, en 1980, en battant par K.-O. à la troisième reprise le Britannique Alan Minter. Depuis, il a défendu son titre à sept reprises en gagnant, à chaque fois, avant la limite. L'une de ses dernières victimes, le Britannique Tony Sibson, K.-O. à la sixième reprise, a confié au terme de son combat : « Ce type est une brute, jamais je n'aurais imaginé qu'un homme pouvait faire aussi mal. »

Marvin Hagler n'est décidément pas un boxeur comme les autres. Le Noir américain a refusé, il y a peu, de signer un contrat d'exclusivité avec Don King qui dirige la World Boxing Council (W.B.C.), l'homme fort de la boxe aux Etats-Unis et organisateur concurrent de la World Boxing Association (W.B.A.). « Je suis le plus fort, dit-il, et je n'ai besoin de personne. » GILLES MARTINEAU.

15^{ème} CONVENTION DE LA B.D. 11.12.13 Novembre

Gare de La Bastille

Le Monde

MUSIQUE

PERSPECTIVES DU XX^e S.

Promesses et désillusions

« Pour cette année, les perspectives du monde de la musique sont assez sombres. L'orchestre symphonique est en crise, le jazz est en déclin, le rock est en panne. Les compositeurs sont en difficulté, les interprètes sont en concurrence. Les festivals sont en baisse, les concerts sont en perte. Les disques sont en surabondance, les ventes sont en baisse. Les critiques sont en désaccord, les publics sont en déclin. Les musiciens sont en quête de nouvelles perspectives, de nouvelles formes d'expression. Les compositeurs sont en quête de nouvelles formes de langage, les interprètes sont en quête de nouvelles formes de jeu. Les festivals sont en quête de nouvelles formes de programmation, les concerts sont en quête de nouvelles formes de mise en scène. Les disques sont en quête de nouvelles formes de présentation, les ventes sont en quête de nouvelles formes de promotion. Les critiques sont en quête de nouvelles formes de jugement, les publics sont en quête de nouvelles formes de participation. Les musiciens sont en quête de nouvelles formes de vie. »

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

Le concert de Boris Vian, le 10 novembre, a été une véritable révélation. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite. Le public a été captivé par la puissance de son jeu, par la variété de son répertoire. Le concert a été un succès, une véritable réussite.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LULU. - Bataillon (721-81), 20 h 30.
CENT MINUTES POUR CENT ANS. - Molière, Théâtre 71 (633-43-45) 20 h 30.
L'INVITATION AU VOYAGE. - L'Esplanade (544-57-34) 22 h 15.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Raymond.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-01), 20 h 30 : Fédéric.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Tombeaux de poudres. Spectacles pour enfants : 15 h : La traversée du désert.
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 heures : La Tempête (en italien).
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h : Acting Shakespeare, par Ian McKellen.
TEP (797-06-06), 20 h 30 : La Mort de Danton.
PETIT TEP (797-06-06), 20 h 30 : Clair d'été.
BEAUBOURG (727-12-33), Clafins vidéo : 13 h : Histoire d'une sculpture ; 16 h : Duras film ; 18 h : Michael Snow ; 19 h : L'Argentine à l'heure zéro ; de 14 h à 20 h : Graines de cinéastes.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : C. Magny ; 20 h 30 : L'art de la comédie.
CARRÉ SILVIA-MONTFORT (531-29-34), 20 h 30 : Mario Maya, Ay Jendou.

Les autres salles

A DEJAZET (897-37-34), Semaines de la Marionnette : 19 h 30 : Le Volo théâtre ; 20 h 30 : Oufant ; 22 h 30 : Théâtre Carbone.
ANTOINE (206-77-11), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HERBERT (387-23-23), 18 h 30 : La Différence d'être ; 21 h : Molière.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : Le Malentendu.
ATELIER (606-49-24), 21 h : C'est un Mariage.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : Les Trois Femmes.
CALYPSO (252-93-93), 20 h 30 : Les Deux Fils de Pedro Nof de Bouff ; 22 h : La Maison jaune.
CARREFOUR DE L'ESPÉRANTO (633-48-63), 20 h 30 : Zou zou zou...
CARTOUCHE (Ecole de Bouff) (806-39-74), 20 h 30 : La Maison de Bernardin.
CLAUDE (329-36-36), 20 h 30 : Vaut Land ; Atelier du Chaudron (329-97-04), 20 h 30 : Vague à l'âme ou le blues de la scène.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : Les Trois Femmes.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revues d'été à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité ; 20 h 30 : La Malentendu.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : La Malentendu.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : L'histoire merveilleuse d'un gagnant du Loté dont la fiancée se tua accidentellement le lendemain du tirage.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La Châtelaine.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Ocar et Wile.
ELDORADO (238-20-50), 20 h 45 : Le Don Juan de la Crème.
ÉDOUARD-VII (727-54-99), 21 h : M. de Molière.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Louise-Amélie.
ESPACE-GAÏTE (327-13-54), 20 h 15 : La Bonne Femme aux canotiers ; 21 h 45 : L'histoire des chapeaux.
ESPACE GIRAUD-PHARES (233-55-77), 20 h 30 : Fantaisie mineure.
ESSAÏON (278-46-42), 21 h : Le Rite du premier soir.
FONDACTION DEUTSCH-DE-LA-MEURTRE (340-36-53), 21 h : Récit d'une passion romantique.
FONTAINE (874-74-40), 21 h 15 : Vive les femmes.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eye - A Private Eye.
GRAND BALL-MONTFORT (296-04-06), 20 h 30 : Dérive à l'Élysée d'Amour.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Comédie humaine ; 20 h 30 : La Locomotive ; 21 h 30 : Flock et Mabo ; 22 h 45 : Cabaret Dada.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LEBRIE-THÉÂTRE (596-55-83), 20 h 30 : La Colonne pénitentielle.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : C'est un Mariage ou le Supplément de Pizarre ; 20 h 30 : L'Étonnement ; 22 h 15 :

Journal intime de Sally Mara ; 18 h 30 : Renseignements ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; Petite salle, 18 h 30 : Comme la pierre ; 19 h 45 : Marnement vété ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.

LYS-MONT-PARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Vendredi, jour de liberté.
MADELINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Serpents de plume.
MARAI (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-07), 20 h 30 : La Maudite blonde.

MARIGNY (Salle Gabriel) (225-20-74), 21 h : Les Salles Mômes.

MICHEL (263-35-02), 21 h 15 : On s'en va en l'air.

MICHOÏRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Vieux voyageur.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONT-PARNASSE (320-89-80), 21 h : Comment devenir une naine juive et dix leçons ; Petite salle, 21 h : Hérode le Grand.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : L'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah.

PALEIS-ROYAL (297-59-41), 20 h 45 : La Belle et la Bête.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : La Seconde Surprise de l'Amour.

POCHÉ-MONT-PARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : La Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.

PORT-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.

POITIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il S'agit d'argent.

RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de la Renaissance.

SAINT-GEORGES (874-74-37), 20 h 45 : Ma vedette américaine.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : L'Astronome.

STUDIO FORTUNE, 21 h : Dans le silence de deux.

TAI TH. DRESSAI (278-10-79), 18 h 30 : La Dernière Bande ; 20 h 30 : Fando et Lys.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babas cadets ; 22 h : Nous en fait ou nos dits de faire.

THÉÂTRE A-BOURVILLE (373-87-84), 21 h : Les Dames de fer.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Le Grand Écart.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Sortilège.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Titus Andronicus.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 18 h 30 : Savannah Bay ; 19 h 30 : Les Éclats.

THÉÂTRE 13 (588-16-30), 21 h : L'Émoi d'Amour.

THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 30 : Goodbye paradis cancan.

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Brains de peaux.

TOUT-TOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le soleil n'est pas aussi chaud qu'avant ; 22 h : Le Bel Indifférent, l'Amour tous jours.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 15 h et 18 h 30 : Sacha Guitry, Jules et les autres ; 15 h et 21 h : La Nuit du 16 janvier.

UNION (246-20-83), 20 h 30 : L'An 2000 d'aura pas lieu.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : L'Étiquette.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tolstol ; 22 h : Le Président ; 23 h : Molière.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 18 h 30 : Les Femmes ; 21 h 30 : Les Femmes ; 22 h 30 : Les Femmes ; 23 h 30 : Les Femmes ; 24 h 30 : Les Femmes ; 25 h 30 : Les Femmes ; 26 h 30 : Les Femmes ; 27 h 30 : Les Femmes ; 28 h 30 : Les Femmes ; 29 h 30 : Les Femmes ; 30 h 30 : Les Femmes ; 31 h 30 : Les Femmes ; 32 h 30 : Les Femmes ; 33 h 30 : Les Femmes ; 34 h 30 : Les Femmes ; 35 h 30 : Les Femmes ; 36 h 30 : Les Femmes ; 37 h 30 : Les Femmes ; 38 h 30 : Les Femmes ; 39 h 30 : Les Femmes ; 40 h 30 : Les Femmes ; 41 h 30 : Les Femmes ; 42 h 30 : Les Femmes ; 43 h 30 : Les Femmes ; 44 h 30 : Les Femmes ; 45 h 30 : Les Femmes ; 46 h 30 : Les Femmes ; 47 h 30 : Les Femmes ; 48 h 30 : Les Femmes ; 49 h 30 : Les Femmes ; 50 h 30 : Les Femmes ; 51 h 30 : Les Femmes ; 52 h 30 : Les Femmes ; 53 h 30 : Les Femmes ; 54 h 30 : Les Femmes ; 55 h 30 : Les Femmes ; 56 h 30 : Les Femmes ; 57 h 30 : Les Femmes ; 58 h 30 : Les Femmes ; 59 h 30 : Les Femmes ; 60 h 30 : Les Femmes ; 61 h 30 : Les Femmes ; 62 h 30 : Les Femmes ; 63 h 30 : Les Femmes ; 64 h 30 : Les Femmes ; 65 h 30 : Les Femmes ; 66 h 30 : Les Femmes ; 67 h 30 : Les Femmes ; 68 h 30 : Les Femmes ; 69 h 30 : Les Femmes ; 70 h 30 : Les Femmes ; 71 h 30 : Les Femmes ; 72 h 30 : Les Femmes ; 73 h 30 : Les Femmes ; 74 h 30 : Les Femmes ; 75 h 30 : Les Femmes ; 76 h 30 : Les Femmes ; 77 h 30 : Les Femmes ; 78 h 30 : Les Femmes ; 79 h 30 : Les Femmes ; 80 h 30 : Les Femmes ; 81 h 30 : Les Femmes ; 82 h 30 : Les Femmes ; 83 h 30 : Les Femmes ; 84 h 30 : Les Femmes ; 85 h 30 : Les Femmes ; 86 h 30 : Les Femmes ; 87 h 30 : Les Femmes ; 88 h 30 : Les Femmes ; 89 h 30 : Les Femmes ; 90 h 30 : Les Femmes ; 91 h 30 : Les Femmes ; 92 h 30 : Les Femmes ; 93 h 30 : Les Femmes ; 94 h 30 : Les Femmes ; 95 h 30 : Les Femmes ; 96 h 30 : Les Femmes ; 97 h 30 : Les Femmes ; 98 h 30 : Les Femmes ; 99 h 30 : Les Femmes ; 100 h 30 : Les Femmes ; 101 h 30 : Les Femmes ; 102 h 30 : Les Femmes ; 103 h 30 : Les Femmes ; 104 h 30 : Les Femmes ; 105 h 30 : Les Femmes ; 106 h 30 : Les Femmes ; 107 h 30 : Les Femmes ; 108 h 30 : Les Femmes ; 109 h 30 : Les Femmes ; 110 h 30 : Les Femmes ; 111 h 30 : Les Femmes ; 112 h 30 : Les Femmes ; 113 h 30 : Les Femmes ; 114 h 30 : Les Femmes ; 115 h 30 : Les Femmes ; 116 h 30 : Les Femmes ; 117 h 30 : Les Femmes ; 118 h 30 : Les Femmes ; 119 h 30 : Les Femmes ; 120 h 30 : Les Femmes ; 121 h 30 : Les Femmes ; 122 h 30 : Les Femmes ; 123 h 30 : Les Femmes ; 124 h 30 : Les Femmes ; 125 h 30 : Les Femmes ; 126 h 30 : Les Femmes ; 127 h 30 : Les Femmes ; 128 h 30 : Les Femmes ; 129 h 30 : Les Femmes ; 130 h 30 : Les Femmes ; 131 h 30 : Les Femmes ; 132 h 30 : Les Femmes ; 133 h 30 : Les Femmes ; 134 h 30 : Les Femmes ; 135 h 30 : Les Femmes ; 136 h 30 : Les Femmes ; 137 h 30 : Les Femmes ; 138 h 30 : Les Femmes ; 139 h 30 : Les Femmes ; 140 h 30 : Les Femmes ; 141 h 30 : Les Femmes ; 142 h 30 : Les Femmes ; 143 h 30 : Les Femmes ; 144 h 30 : Les Femmes ; 145 h 30 : Les Femmes ; 146 h 30 : Les Femmes ; 147 h 30 : Les Femmes ; 148 h 30 : Les Femmes ; 149 h 30 : Les Femmes ; 150 h 30 : Les Femmes ; 151 h 30 : Les Femmes ; 152 h 30 : Les Femmes ; 153 h 30 : Les Femmes ; 154 h 30 : Les Femmes ; 155 h 30 : Les Femmes ; 156 h 30 : Les Femmes ; 157 h 30 : Les Femmes ; 158 h 30 : Les Femmes ; 159 h 30 : Les Femmes ; 160 h 30 : Les Femmes ; 161 h 30 : Les Femmes ; 162 h 30 : Les Femmes ; 163 h 30 : Les Femmes ; 164 h 30 : Les Femmes ; 165 h 30 : Les Femmes ; 166 h 30 : Les Femmes ; 167 h 30 : Les Femmes ; 168 h 30 : Les Femmes ; 169 h 30 : Les Femmes ; 170 h 30 : Les Femmes ; 171 h 30 : Les Femmes ; 172 h 30 : Les Femmes ; 173 h 30 : Les Femmes ; 174 h 30 : Les Femmes ; 175 h 30 : Les Femmes ; 176 h 30 : Les Femmes ; 177 h 30 : Les Femmes ; 178 h 30 : Les Femmes ; 179 h 30 : Les Femmes ; 180 h 30 : Les Femmes ; 181 h 30 : Les Femmes ; 182 h 30 : Les Femmes ; 183 h 30 : Les Femmes ; 184 h 30 : Les Femmes ; 185 h 30 : Les Femmes ; 186 h 30 : Les Femmes ; 187 h 30 : Les Femmes ; 188 h 30 : Les Femmes ; 189 h 30 : Les Femmes ; 190 h 30 : Les Femmes ; 191 h 30 : Les Femmes ; 192 h 30 : Les Femmes ; 193 h 30 : Les Femmes ; 194 h 30 : Les Femmes ; 195 h 30 : Les Femmes ; 196 h 30 : Les Femmes ; 197 h 30 : Les Femmes ; 198 h 30 : Les Femmes ; 199 h 30 : Les Femmes ; 200 h 30 : Les Femmes ; 201 h 30 : Les Femmes ; 202 h 30 : Les Femmes ; 203 h 30 : Les Femmes ; 204 h 30 : Les Femmes ; 205 h 30 : Les Femmes ; 206 h 30 : Les Femmes ; 207 h 30 : Les Femmes ; 208 h 30 : Les Femmes ; 209 h 30 : Les Femmes ; 210 h 30 : Les Femmes ; 211 h 30 : Les Femmes ; 212 h 30 : Les Femmes ; 213 h 30 : Les Femmes ; 214 h 30 : Les Femmes ; 215 h 30 : Les Femmes ; 216 h 30 : Les Femmes ; 217 h 30 : Les Femmes ; 218 h 30 : Les Femmes ; 219 h 30 : Les Femmes ; 220 h 30 : Les Femmes ; 221 h 30 : Les Femmes ; 222 h 30 : Les Femmes ; 223 h 30 : Les Femmes ; 224 h 30 : Les Femmes ; 225 h 30 : Les Femmes ; 226 h 30 : Les Femmes ; 227 h 30 : Les Femmes ; 228 h 30 : Les Femmes ; 229 h 30 : Les Femmes ; 230 h 30 : Les Femmes ; 231 h 30 : Les Femmes ; 232 h 30 : Les Femmes ; 233 h 30 : Les Femmes ; 234 h 30 : Les Femmes ; 235 h 30 : Les Femmes ; 236 h 30 : Les Femmes ; 237 h 30 : Les Femmes ; 238 h 30 : Les Femmes ; 239 h 30 : Les Femmes ; 240 h 30 : Les Femmes ; 241 h 30 : Les Femmes ; 242 h 30 : Les Femmes ; 243 h 30 : Les Femmes ; 244 h 30 : Les Femmes ; 245 h 30 : Les Femmes ; 246 h 30 : Les Femmes ; 247 h 30 : Les Femmes ; 248 h 30 : Les Femmes ; 249 h 30 : Les Femmes ; 250 h 30 : Les Femmes ; 251 h 30 : Les Femmes ; 252 h 30 : Les Femmes ; 253 h 30 : Les Femmes ; 254 h 30 : Les Femmes ; 255 h 30 : Les Femmes ; 256 h 30 : Les Femmes ; 257 h 30 : Les Femmes ; 258 h 30 : Les Femmes ; 259 h 30 : Les Femmes ; 260 h 30 : Les Femmes ; 261 h 30 : Les Femmes ; 262 h 30 : Les Femmes ; 263 h 30 : Les Femmes ; 264 h 30 : Les Femmes ; 265 h 30 : Les Femmes ; 266 h 30 : Les Femmes ; 267 h 30 : Les Femmes ; 268 h 30 : Les Femmes ; 269 h 30 : Les Femmes ; 270 h 30 : Les Femmes ; 271 h 30 : Les Femmes ; 272 h 30 : Les Femmes ; 273 h 30 : Les Femmes ; 274 h 30 : Les Femmes ; 275 h 30 : Les Femmes ; 276 h 30 : Les Femmes ; 277 h 30 : Les Femmes ; 278 h 30 : Les Femmes ; 279 h 30 : Les Femmes ; 280 h 30 : Les Femmes ; 281 h 30 : Les Femmes ; 282 h 30 : Les Femmes ; 283 h 30 : Les Femmes ; 284 h 30 : Les Femmes ; 285 h 30 : Les Femmes ; 286 h 30 : Les Femmes ; 287 h 30 : Les Femmes ; 288 h 30 : Les Femmes ; 289 h 30 : Les Femmes ; 290 h 30 : Les Femmes ; 291 h 30 : Les Femmes ; 292 h 30 : Les Femmes ; 293 h 30 : Les Femmes ; 294 h 30 : Les Femmes ; 295 h 30 : Les Femmes ; 296 h 30 : Les Femmes ; 297 h 30 : Les Femmes ; 298 h 30 : Les Femmes ; 299 h 30 : Les Femmes ; 300 h 30 : Les Femmes ; 301 h 30 : Les Femmes ; 302 h 30 : Les Femmes ; 303 h 30 : Les Femmes ; 304 h 30 : Les Femmes ; 305 h 30 : Les Femmes ; 306 h 30 : Les Femmes ; 307 h 30 : Les Femmes ; 308 h 30 : Les Femmes ; 309 h 30 : Les Femmes ; 310 h 30 : Les Femmes ; 311 h 30 : Les Femmes ; 312 h 30 : Les Femmes ; 313 h 30 : Les Femmes ; 314 h 30 : Les Femmes ; 315 h 30 : Les Femmes ; 316 h 30 : Les Femmes ; 317 h 30 : Les Femmes ; 318 h 30 : Les Femmes ; 319 h 30 : Les Femmes ; 320 h 30 : Les Femmes ; 321 h 30 : Les Femmes ; 322 h 30 : Les Femmes ; 323 h 30 : Les Femmes ; 324 h 30 : Les Femmes ; 325 h 30 : Les Femmes ; 326 h 30 : Les Femmes ; 327 h 30 : Les Femmes ; 328 h 30 : Les Femmes ; 329 h 30 : Les Femmes ; 330 h 30 : Les Femmes ; 331 h 30 : Les Femmes ; 332 h 30 : Les Femmes ; 333 h 30 : Les Femmes ; 334 h 30 : Les Femmes ; 335 h 30 : Les Femmes ; 336 h 30 : Les Femmes ; 337 h 30 : Les Femmes ; 338 h 30 : Les Femmes ; 339 h 30 : Les Femmes ; 340 h 30 : Les Femmes ; 341 h 30 : Les Femmes ; 342 h 30 : Les Femmes ; 343 h 30 : Les Femmes ; 344 h 30 : Les Femmes ; 345 h 30 : Les Femmes ; 346 h 30 : Les Femmes ; 347 h 30 : Les Femmes ; 348 h 30 : Les Femmes ; 349 h 30 : Les Femmes ; 350 h 30 : Les Femmes ; 351 h 30 : Les Femmes ; 352 h 30 : Les Femmes ; 353 h 30 : Les Femmes ; 354 h 30 : Les Femmes ; 355 h 30 : Les Femmes ; 356 h 30 : Les Femmes ; 357 h 30 : Les Femmes ; 358 h 30 : Les Femmes ; 359 h 30 : Les Femmes ; 360 h 30 : Les Femmes ; 361 h 30 : Les Femmes ; 362 h 30 : Les Femmes ; 363 h 30 : Les Femmes ; 364 h 30 : Les Femmes ; 365 h 30 : Les Femmes ; 366 h 30 : Les Femmes ; 367 h 30 : Les Femmes ; 368 h 30 : Les Femmes ; 369 h 30 : Les Femmes ; 370 h 30 : Les Femmes ; 371 h 30 : Les Femmes ; 372 h 30 : Les Femmes ; 373 h 30 : Les Femmes ; 374 h 30 : Les Femmes ; 375 h 30 : Les Femmes ; 376 h 30 : Les Femmes ; 377 h 30 : Les Femmes ; 378 h 30 : Les Femmes ; 379 h 30 : Les Femmes ; 380 h 30 : Les Femmes ; 381 h 30 : Les Femmes ; 382 h 30 : Les Femmes ; 383 h 30 : Les Femmes ; 384 h 30 : Les Femmes ; 385 h 30 : Les Femmes ; 386 h 30 : Les Femmes ; 387 h 30 : Les Femmes ; 388 h 30 : Les Femmes ; 389 h 30 : Les Femmes ; 390 h 30 : Les Femmes ; 391 h 30 : Les Femmes ; 392 h 30 : Les Femmes ; 393 h 30 : Les Femmes ; 394 h 30 : Les Femmes ; 395 h 30 : Les Femmes ; 396 h 30 : Les Femmes ; 397 h 30 : Les Femmes ; 398 h 30 : Les Femmes ; 399 h 30 : Les Femmes ; 400 h 30 : Les Femmes ; 401 h 30 : Les Femmes ; 402 h 30 : Les Femmes ; 403 h 30 : Les Femmes ; 404 h 30 : Les Femmes ; 405 h 30 : Les Femmes ; 406 h 30 : Les Femmes ; 407 h 30 : Les Femmes ; 408 h 30 : Les Femmes ; 409 h 30 : Les Femmes ; 410 h 30 : Les Femmes ; 411 h 30 : Les Femmes ; 412 h 30 : Les Femmes ; 413 h 30 : Les Femmes ; 414 h 30 : Les Femmes ; 415 h 30 : Les Femmes ; 416 h 30 : Les Femmes ; 417 h 30 : Les Femmes ; 418 h 30 : Les Femmes ; 419 h 30 : Les Femmes ; 420 h 30 : Les Femmes ; 421 h 30 : Les Femmes ; 422 h 30 : Les Femmes ; 423 h 30 : Les Femmes ; 424 h 30 : Les Femmes ; 425 h 30 : Les Femmes ; 426 h 30 : Les Femmes ; 427 h 30 : Les Femmes ; 428 h 30 : Les Femmes ; 429 h 30 : Les Femmes ; 430 h 30 : Les Femmes ; 431 h 30 : Les Femmes ; 432 h 30 : Les Femmes ; 433 h 30 : Les Femmes ; 434 h 30 : Les Femmes ; 435 h 30 : Les Femmes ; 436 h 30 : Les Femmes ; 437 h 30 : Les Femmes ; 438 h 30 : Les Femmes ; 439 h 30 : Les Femmes ; 440 h 30 : Les Femmes ; 441 h 30 : Les Femmes ; 442 h 30 : Les Femmes ; 443 h 30 : Les Femmes ; 444 h 30 : Les Femmes ; 445 h 30 : Les Femmes ; 446 h 30 : Les Femmes ; 447 h 30 : Les Femmes ; 448 h 30 : Les Femmes ; 449 h 30 : Les Femmes ; 450 h 30 : Les Femmes ; 451 h 30 : Les Femmes ; 452 h 30 : Les Femmes ; 453 h 30 : Les Femmes ; 454 h 30 : Les Femmes ; 455 h 30 : Les Femmes ; 456 h 30 : Les Femmes ; 457 h 30 : Les Femmes ; 458 h 30 : Les Femmes ; 459 h 30 : Les Femmes ; 460 h 30 : Les Femmes ; 461 h 30 : Les Femmes ; 462 h 30 : Les Femmes ; 463 h 30 : Les Femmes ; 464 h 30 : Les Femmes ; 465 h 30 : Les Femmes ; 466 h 30 : Les Femmes ; 467 h 30 : Les Femmes ; 468 h 30 : Les Femmes ; 469 h 30 : Les Femmes ; 470 h 30 : Les Femmes ; 471 h 30 : Les Femmes ; 472 h 30 : Les Femmes ; 473 h 30 : Les Femmes ; 474 h 30 : Les Femmes ; 475 h 30 : Les Femmes ; 476 h 30 : Les Femmes ; 477 h 30 : Les Femmes ; 478 h 30 : Les Femmes ; 479 h 30 : Les Femmes ; 480 h 30 : Les Femmes ; 481 h 30 : Les Femmes ; 482 h 30 : Les Femmes ; 483 h 30 : Les Femmes ; 484 h 30 : Les Femmes ; 485 h 30 : Les Femmes ; 486 h 30 : Les Femmes ; 487 h 30 : Les Femmes ; 488 h 30 : Les Femmes ; 489 h 30 : Les Femmes ; 490 h 30 : Les Femmes ; 491 h 30 : Les Femmes ; 492 h 30 : Les Femmes ; 493 h 30 : Les Femmes ; 494 h 30 : Les Femmes ; 495 h 30 : Les Femmes ; 496 h 30 : Les Femmes ; 497 h 30 : Les Femmes ; 498 h 30 : Les Femmes ; 499 h 30 : Les Femmes ; 500 h 30 : Les Femmes ; 501 h 30 : Les Femmes ; 502 h 30 : Les Femmes ; 503 h 30 : Les Femmes ; 504 h 30 : Les Femmes ; 505 h 30 : Les Femmes ; 506 h 30 : Les Femmes ; 507 h 30 : Les Femmes ; 508 h 30 : Les Femmes ; 509 h 30 : Les Femmes ; 510 h 30 : Les Femmes ; 511 h 30 : Les Femmes ; 512 h 30 : Les Femmes ; 513 h 30 : Les Femmes ; 514 h 30 : Les Femmes ; 515 h 30 : Les Femmes ; 516 h 30 : Les Femmes ; 517 h 30 : Les Femmes ; 518 h 30 : Les Femmes ; 519 h 30 : Les Femmes ; 520 h 30 : Les Femmes ; 521 h 30 : Les Femmes ; 522 h 30 : Les Femmes ; 523 h 30 : Les Femmes ; 524 h 30 : Les Femmes ; 525 h 30 : Les Femmes ; 526 h 30 : Les Femmes ; 527 h 30 : Les Femmes ; 528 h 30 : Les Femmes ; 529 h 30 : Les Femmes ; 530 h 30 : Les Femmes ; 531 h 30 : Les Femmes ; 532 h 30 : Les Femmes ; 533 h 30 : Les Femmes ; 534 h 30 : Les Femmes ; 535 h 30 : Les Femmes ; 536 h 30 : Les Femmes ; 537 h 30 : Les Femmes ; 538 h 30 : Les Femmes ; 539 h 30 : Les Femmes ; 540 h 30 : Les Femmes ; 541 h 30 : Les Femmes ; 542 h 30 : Les Femmes ; 543 h 30 : Les Femmes ; 544 h 30 : Les Femmes ; 545 h 30 : Les Femmes ; 546 h 30 : Les Femmes ; 547 h 30 : Les Femmes ; 548 h 30 : Les Femmes ; 549 h 30 : Les Femmes ; 550 h 30 : Les Femmes ; 551 h 30 : Les Femmes ; 552 h 30 : Les Femmes ; 553 h 30 : Les Femmes ; 554 h 30 : Les Femmes ; 555 h 30 : Les Femmes ; 556 h 30 : Les Femmes ; 557 h 30 : Les Femmes ; 558 h 30 : Les Femmes ; 559 h 30 : Les Femmes ; 560 h 30 : Les Femmes ; 561 h 30 : Les Femmes ; 562 h 30 : Les Femmes ; 563 h 30 : Les Femmes ; 564 h 30 : Les Femmes ; 565 h 30 : Les Femmes ; 566 h 30 : Les Femmes ; 567 h 30 : Les Femmes ; 568 h 30 : Les Femmes ; 569 h 30 : Les Femmes ; 570 h 30 : Les Femmes ; 571 h 30 : Les Femmes ; 572 h 30 : Les Femmes ; 573 h 30 : Les Femmes ; 574 h 30 : Les Femmes ; 575 h 30 : Les Femmes ; 576 h 30 : Les Femmes ; 57

COMMUNICATION

RAPPROCHEMENT DANS LA PRESSE LORRAINE

« Le Républicain lorrain » entre dans le capital de « l'Est républicain »

De notre correspondant.

L'ambroisie juridique et financière de l'Est républicain, le quotidien de Nancy, semble avoir trouvé sa solution. C'est son ex-rival de Metz, le *Républicain lorrain*, qui se trouve désormais actionnaire minoritaire. Ainsi se constitue un nouveau groupe puissant et disposant dans les deux villes de Lorraine d'un important potentiel technique. En 1982, la diffusion des deux quotidiens était respectivement de 255 116 et 202 037 exemplaires.

Nancy. — Dans un communiqué commun, le 10 novembre, les deux grands quotidiens régionaux, l'Est républicain et le *Républicain lorrain*, ont annoncé respectivement à Nancy et à Metz, « font connaître qu'un accord général est intervenu sur la propriété de 24,3 % de la S.A. Est républicain détenus par La Grande Chaudronnerie lorraine (21,42 %) et les Fondries et ateliers de Tréveray (2,89 %), dont M. Bernard Pinchard est respectivement P.-D.G. et directeur général. Le groupe du *Républicain lorrain* est rendu propriétaire de ces 24,32 % par le biais de prises de participation majoritaires à l'intérieur de chacune de ces deux sociétés », précise le communiqué.

Dans une note d'information à l'intention du personnel, M. Gérard Lignac, nouveau P.-D.G. de l'Est républicain depuis le mois de juin, précise : « L'ensemble des parties se sont dévouées des procédures judiciaires en cours. Ces dernières se déroulaient depuis près de quatre ans et concernaient notamment la

propriété effective des 21,42 % d'actions inscrites de fait dans le capital de La Grande Chaudronnerie lorraine, mais dont la rétrocession faite après achat personnel son nom propre par M. Charles Boileau (ex-P.-D.G. de l'Est républicain et de la Grande Chaudronnerie lorraine) était mise en cause au point de vue juridique. Outre le cour d'appel de Paris, à une date indéterminée, la chambre civile du tribunal de grande instance de Nancy devait se prononcer sur ce dossier. Le 9 novembre 1983, M. Boileau, la demande des avocats des diverses parties en présence, l'audience avait été renvoyée au 30 novembre.

Désormais, le capital de l'Est républicain est donc détenu pour environ 29 % par la famille Lignac pour 24,3 % par le *Républicain lorrain*, qui, en prenant le contrôle de La Grande Chaudronnerie lorraine et des Fondries de Tréveray, n'a pas eu besoin de l'aval du conseil d'administration de l'Est républicain.

D'autre part, selon le communiqué adressé au personnel de l'Est républicain, « des personnalités nancéennes, dont l'antécédent est M. Michel Bourcier, président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, ont acheté au groupe Boileau-Fournier un certain nombre d'actions dans le montant total devait s'établir entre 9 et 20 % du capital ». Cette fourchette reste vague, compte tenu du fait que des négociations de vente restent actuellement en cours avec le groupe Fournier (6 %) Boileau (14 %).

En fait, depuis le 15 novembre 1982, on connaît le dossier de M. Michel Bourcier, par ailleurs, P.-D.G. du groupe Cora-Reillon, de prendre le contrôle de La Grande Chaudronnerie lorraine, notamment en achetant dans un premier temps 32 % d'actions de cette société détenues directement à titre personnel par les membres de la famille Pinchard et échappant ainsi au passage devant la Bourse de Nancy. Tout au long de l'été, une série de surenchères portant à la fois sur les actions de La Grande Chaudronnerie lorraine et sur les actions du groupe Fournier-Boileau seraient opposées, semble-t-il, le *Républicain lorrain* et Michel Bourcier.

« Grâce à l'accord intervenu, les objectifs, qui étaient d'une part d'assurer l'indépendance entière du journal par rapport à toute intervention étrangère et d'autre part, d'assurer une majorité stable au sein du conseil d'administration, ont été atteints, précise le communiqué. La concertation de l'accord a été facilitée par les attaches régionales des différents partenaires. Ainsi se trouvent éliminées d'autres interventions qui auraient pu se faire au détriment de l'entreprise. »

Dans le communiqué d'annonce commun aux deux journaux, il est précisé que « ces opérations n'entraînent aucune modification de l'indépendance et de l'organisation des entreprises dépendant des deux groupes de journaux, qui conservent leur indépendance ».

JEAN-LOUIS BEMER.

SIÈGE DU « DAUPHINÉ LIBÉRÉ »

L'imprimerie de Veurey sera mise aux enchères le 13 décembre

Les immeubles abritant le siège social et l'imprimerie du *Dauphiné libéré* à Veurey (Isère) seront mis aux enchères le 13 décembre. Ainsi en a décidé, mardi 8 novembre, le tribunal de grande instance de Grenoble pour régler l'acquisition d'une dette de 12,5 millions de francs contractée par M. Louis Rieherot en tant que P.-D.G. de la société Saint-Ours, propriétaire des biens immobiliers du quotidien dauphinois (le *Monde* du 5 novembre).

La somme, prêtée par M. Brémont, ancienne propriétaire du *Progrès*, aurait dû être remboursée le 3 septembre 1982. Ce remboursement n'ayant pas été effectué le 2 août 1983, M. Brémont a demandé la saisie des comptes de la société Saint-Ours. Finalement, elle vient d'obtenir la mise en adjudication des immeubles de Veurey, qui, acquis en 1981 pour 75 millions de francs, sont loués au *Dauphiné libéré* pour 400 000 F par mois.

M. Louis Lachat, avocat de M. Brémont, n'exclut pas la possibilité d'une transaction avant le 13 décembre. Rappelons que, depuis le printemps dernier, M. Robert Her-

sant participe au capital du groupe *Dauphiné libéré* et que son influence s'est déjà traduite par un couplage de titres entre *France-Soleil* et *Lyon matin* (le *Monde* du 30-31 octobre). Le propriétaire de la Sopresse interviendrait-il dans cette transaction préalable dont l'enjeu technique — une des imprimeries les plus modernes de France, inaugurée en juillet 1977 par M. Raymond Barre, n'est pas négligeable ?

● Nouvelle partie civile dans le « dossier Hersant ». — La Fédération française des sociétés de journalistes, qui vient d'être un nouveau bureau présidé par M. Francis Schwartz (le *Monde* du 2 novembre), s'est constituée partie civile dans le procès intenté à M. Robert Hersant à la suite de la plainte déposée en 1977. Dix-huit personnes ont été inculpées d'infraction à l'ordonnance du 26 août 1944. Quatre syndicats de journalistes et l'Union fédérale des consommateurs sont déjà partie civile dans ce dossier confié à M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris.

LA RÉORGANISATION DE LA RÉDACTION DE TF 1

M. Jean Lanzi, directeur délégué à l'information de TF 1, a présenté, jeudi 10 novembre, soit quatre jours avant le lancement de la formule, renouvelée du journal de 20 heures, le nouvel organigramme de la rédaction. Outre les fonctions de chef du service « monde » et de chef du service « politique », respectivement confiées, le 6 octobre dernier, à M. Jacques Decour et M. Pierre-Louis, onze postes de responsabilité ont donc été pourvus, un seul revenant à un journaliste extérieur à TF 1 : celui de Christian Guy qui, venant d'Antenne 2, devient responsable des enquêtes et reportages. Eric Rouleau, éditorialiste de politique étrangère au *Monde*, Gilbert Comte, également collaborateur du *Monde*, Paul-Marie de La Gorce, écrivain et éditorialiste au *Figaro*, et Roland Cayrol, politologue et directeur des études politiques à l'Institut Louis-Harris, deviennent consultants auprès de la rédaction.

Un service « société » est créé, issu du très lourd « informations générales », et dirigé par Julien Besançon, rédacteur en chef et jusqu'ici présentateur du journal de 23 heures, assisté de Michel Chevalier et de Jean-Claude Nancy. De façon plus surprenante, Lucie Perrot, pour laquelle une pétition d'adhésion, publiée dans le *Monde* et intitulée « La littérature au placard », avait suscité dans la chaîne quelques émois (le *Monde* du 5 février), prend la tête du service culturel, y déléguant Alain Béverini, dont on ignore encore le nouveau statut. Enfin, si Marie-Laure Augry et Yves Mouroum continuent de présenter conjointement le journal de 13 heures et Jean-Claude Bonnet, de week-end, ce sera, comme prévu, Jean Offredo qui lancera lundi prochain le « nouveau 20 heures », Norbert Ballit, Christian de Dadeisen et Gérard Morin se succéderont à celui de 23 heures.

« Notre priorité », explique Alain Denvers, rédacteur en chef, adjoint au directeur de l'information, est désormais d'affirmer à tout prix l'originalité de TF 1 par des enquêtes, des images, des informations, un ton qui nous soit propre. C'est dans cet esprit que nous voudrions mettre en place en province un réseau étendu de correspondants. M. Hervé Bourges, P.-D.G. de la chaîne, rencontrera enfin l'ensemble de la rédaction, jeudi 17 novembre, dans un grand hôtel parisien.

A « Ouest-France »

LES CLAVISTES (FEMMES) RÉCLAMENT L'ÉGALITÉ DE SALAIRE AVEC LES OUVRIERS DU LIVRE

A *Ouest-France*, la quarantaine de clavistes (femmes) — qui ont déclenché une grève partielle de plus d'un mois pour réclamer l'égalité de salaire avec celles des ouvriers du Livre — poursuivent leur mouvement. La pagination du quotidien s'en trouve réduite. La section locale de la Fédération française des travailleurs du Livre-C.G.T. apporte son soutien à l'action engagée. Pour sa part, la direction d'*Ouest-France* a précisé qu'il n'y a pas de différence de salaires entre hommes et femmes à qualification égale et qu'il n'a été offert aux clavistes « la possibilité de promotion à tous les niveaux de qualification de la profession du livre après formation adéquate et dans les limites des postes disponibles ».

Les femmes grévistes d'*Ouest-France*, en vertu de « la discrimination sexuelle », dont elles se disent victimes, songeraient à saisir M^{me} Yvette Roudy du conflit.

● L'Association française des journalistes catholiques a un nouveau président. — L'A.F.J.C. vient d'élire à sa présidence notre confrère Alain Guichard, ancien collaborateur du *Monde*. Il succède à M. Guy Bruel, qui ne se représentait pas. Les autres membres du bureau de l'A.F.J.C. sont : Présidents d'honneur : Maurice Chuzel, Jacqueline Collins, Guy Bruel. Vice-présidents : Jean Bourdarias (le *Figaro*), Guy Mauratille (le *Pèlerin*). Secrétaire général : Christian Wagnon (la *France Française*). Secrétaire général adjoint : Guy Lambert (la *France Catholique*).

● Anniversaire pour « le Peuple ». — L'organe (bimensuel) de la C.G.T., fondé le 4 janvier 1921, vient de célébrer son huitième anniversaire. Tiré à 36 000 exemplaires, ce numéro reproduit plusieurs fac-similés de numéros historiques, dont le *Peuple* du 1^{er} mai 1906, le *Peuple* du 2 mai 1921, du 28 septembre 1945 et du 15 février 1950.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 11 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Une belle jeunesse, de M. et G. Carpentier.
21 h 50 Série : La vie de Berlioz.
Séances et dialogues de F. Boyer. Réal. J. Treboute.
22 h 50 22, v'a le rock.
23 h 25 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : Les Brigades du Tigre.

Pour mieux comprendre, lisez :

JULES ROY

Une affaire d'honneur
Mers-el-Kebir
3 juillet 1940

PLON

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : « Les deux guerres mondiales » sont invités Henri Amouroux (l'improbable Guerre civile, tome VI de la Grande Histoire des Français sous l'occupation), Pierre Miquel (la Grande Guerre), Jules Roy (Une affaire d'honneur : Mers-el-Kebir), Fernand Philippe de Gaulle pour Lettres, notes et carnets juin 1943-mai 1945, de Charles de Gaulle).

Vient de paraître
CHARLES DE GAULLE
LETTRES,
NOTES ET CARNETS
Juin 1943 - Mai 1945
Déjà parus, 4 volumes :
1905 - 1918 / 1919 - Juin 1940
Juin 1940 - Juillet 1941 /
Juillet 1941 - Mai 1943
PLON

22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle Eisenstein) : Ivan le Terrible (2^e partie).
Film soviétique de S.M. Eisenstein (1945). Avec N. Tcherniaev, S. Birman, P. Kadotchnikov, A. Abrikosov (v.a. sous-titré).
Rendu à Moscou avec le peuple, le tsar Ivan, menacé par un complot des boyards auxquels il a enlevé le pou-

voir militaire, se montre terrible envers ses ennemis. Cette deuxième partie, encore plus belle, plus étonnante que la première par son style cinématographique fut condamnée et interdite par le comité central du P.C. soviétique. Ivan le Terrible, tyran shakespearien, représentait-il Staline ? Eisenstein mourut sans avoir pu réaliser la troisième partie, qui devait être entièrement en couleurs.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Rencontre avec Pierre Mauroy. Magazine d'information de A. Campans.
21 h 50 Journal.
22 h 10 Document : Allure.
Réal. L. Dussaux en collaboration avec P. Leloir.
Il y avait quelque 200 000, venus de l'Afrique de l'Ouest, embarqués dans la première guerre mondiale, parfois volontaires, parfois enrégimentés de force, attachés avec des cordes avant d'être entassés sur des bateaux. Dans les tranchées, aux côtés de leurs camarades français, ils ont parfois découvert des rapports égaux, mais aussi le froid, la guerre. Laurent Dussaux et Patrick Leloir ont cherché quelques-uns de ces hommes, Sénégalais, Voltaïques, qui se souvenaient de leur vie comme si c'était hier. Leurs témoignages, sur fond d'actualité de guerre de l'époque, revivront l'histoire, échappent à tous les clichés. Un travail d'intelligence, un document filmé de manière très moderne, dans des voitures qui filent, comme au grand cinéma.
22 h 55 Flash 3.
23 h 45 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Série : A skis redoublés.
17 h 30 Insolite : non, tu n'as rien vu à Bergues.
17 h 50 Pierre et le loup. D'après Prokofiev.
18 h 20 La Sicile grecque.
18 h 40 Magazine : Librairies.
18 h 10 Ulysse 31.
19 h 15 Informations.
19 h 35 Feuilletton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Feuilletton : Encore heureux qu'on va vers l'est.
19 h, Actualité magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : l'édifice fluide.
20 h, L'œuvre, le solitaire de Providence (États-Unis) par R. Angelier, textes lus par P. Girard et F. Angelier.
21 h 30, Black and blue : jours tranquilles à Stockholm.
22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h, L'inspiration, à Lille.
19 h, Concert (en direct de Lille) : œuvres de Couperin, d'Anglebert, Soler, Balbastre, Mozart, Bach, avec T. Koopman, T. Maibohm, clavier.
20 h 5, Jazz.
20 h 30, Concert (en direct de Baden-Baden) : Maurice Ravel, Franz Liszt, de Mozart, Grande Aulodie, de Mahler, six pièces de Weber, Symphonie de chambre n° 1, de Schoenberg, par l'Orchestre du Sudwestfunk, dir. S. Klee, sol. R. Fabricius, flûte, H. de Vries, hautbois.
22 h 45, Fréquence de nuit : Le chant du vide : œuvres de Panufnik, Reynolds, Reich, Maetz, Berlioz ; vers 23 h 10, Radio la Jungie.

Samedi 12 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h Journal.
13 h 35 Amuse-gueule.
14 h 5 Série : Starsky et Hutch.
14 h 55 Le grand ring dingo.
15 h 35 C'est super.
16 h Dessins animés : Capitaine Flam.
16 h 30 Histoire naturelle.
17 h 55 Série : Pause-café.
17 h 55 Trente millions d'années.
18 h 30 Magazine Auto-moto.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Martiens-les.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Daffes.
Réal. L. J. Moore.
21 h 35 Droit de réponse : L'enseignement de l'histoire.
Émission de M. Polac.
Les nouvelles manières d'histoire.
22 h 25 Éclat et soleil.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
Le cinéaste Maurice Pialat avec des extraits de ses films.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Ah ! quelle famille.
14 h La course autour du monde.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h Récit A 2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
« La vie du silence », de Y. Gilès.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
Autour d'Enrico Macias, avec Daniel Guichard, le ventriloque Marc Mètrai (l'homme aux cinq voix).
22 h 5 Gymnastique.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h Entrée libre.
Une émission du C.N.D.P.
14 h 5, Images d'histoire ; 14 h 15, Portrait de la cantatrice L. Lévy ; 14 h 30, Profession : musiciens ;

14 h 45, Espace au présent ; 15 h 20, L.-F. Céline : extraits de « Voyage au bout de la nuit » ; 15 h 40, Les jardins du vert.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h 15 Liberté 3.
Autour du 11 novembre avec la Croix-Rouge française et trois autres associations.
17 h 30 Téléfilm régional.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 35 Série Agatha Christie : Le mystère du vase bleu.
Réal. C. Coké.
Jack entend des voix, et commence à croire à une histoire de revenant. Mystères occultes, rêve autour d'un vase bleu, clé de l'énigme.
21 h 35 Série : Marcel Bernard.
Réal. J.-M. Ribes.
Après Gédé, Camille, Claude Piéplu, Ronny Coutteure...
21 h 55 Journal (et à 23 heures).
22 h 15 Magazine : Confrontations.
Réal. H. Chapier et M. Naudy.
Avec Jean-Marie Le Pen, président du Front national.
22 h 30 Musiclub.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Magazine : Troisième rang de face.
18 h, Dessin animé : Les aventures sous-marines.
18 h 8 Feuilletton : Dynasty.
18 h 55 Ulysse 31.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilletton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

18 h, Chronique de la langue parlée : Parole de Saint-Louis, avec J. Maurois et A. Dupont.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les années cruelles : 1914-1918, par l'Association des combattants.
20 h, L'Enlèvement d'après Virgile (2^e partie). Avec P. Lhahabre, D. Bernard, S. Coulon.
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La fugue du saucisson.

FRANCE-MUSIQUE

18 h, Les chœurs du studio-ballet.
19 h 5, Les pleurs de perles : Œuvres de Haydn, Sibelius, Debussy, Fortner, dirigées par Hans Ratzband.
20 h 30, Concert (donné le 3 février 1983 au grand Théâtre de Genève) : « Salomé », de R. Strauss par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, sol. R. Teur, C. Szokol-Rhadova, S. Enca, I. Migonno.
22 h 30, Fréquence de nuit : Le club des archives (Spécial Ernest Ansermet) : œuvres de Beethoven, Stravinski, Mozart, Prokofiev, R. Strauss.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 11 NOVEMBRE

— M. Michel Pontatowski, ancien ministre, est reçu sur Génération 2000 (Paris, 88,5 MHz), à 19 heures.

SAMEDI 12 NOVEMBRE

— M. Pierre Miquel, historien, est invité à l'émission « Le Journal inattendu », sur R.T.L., à 13 heures.

Lisez
L'ÉDUCATION



un cocktail
pour un moment
de charme

Le Cardinal.
1/3 Campari.
1/3 Gordon's Gin.
1/3 Noilly Prat Dry.
Presser un zeste de citron.
Servir glacé.

FRANCAISE
GENNEVILLIERS
art de Schiller

CONJONCTURE

L'AFFAIRE DES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX ACCORDÉS À M. DOUMENG

Le R.P.R. réclame une commission d'enquête

Les dégrèvements très importants qu'aurait accordé le fisc à M. Jean-Baptiste Doumeng, P.D.G. d'Interpra (16 millions de francs selon le Canard enchaîné) suscitent de vives réactions. M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré jeudi 10 novembre, qu'il avait demandé aux présidents des deux groupes parlementaires R.P.R., à l'Assemblée nationale et au Sénat, de déposer une demande de création de commission. Il a rappelé que lorsque M. Laurent Fabius était chargé du budget, il avait déclaré qu'il soumettrait à la commission des infractions fiscales tous les dossiers de grandes fraudes. Or, a dit M. Pons, « il semble que cette commission, malgré ses demandes, n'ait pas été saisie ».

De son côté M^{me} Brigitte Gros, sénateur (G.D.) des Yvelines, a demandé au premier ministre, dans une question écrite, d'annuler la décision de dégrèvement fiscal prise en faveur de M. Doumeng.

A M. Jean Colin, sénateur centriste de l'Essonne, qui demandait s'il est vrai que M. Doumeng « gagne, seulement 10 000 F par mois », M. Emmanuelli a notamment répondu : « Le secret fiscal existe. Il s'impose à l'administration et au ministre de tutelle, sans aucune exception. Tous nos prédécesseurs se sont comme moi refusés à ouvrir le dossier d'une personne physique. En revanche, les Français ont le droit de savoir comment sont effectués les contrôles fiscaux. Le droit fiscal, très complexe, et prêtant à interprétation, est l'occasion d'un contentieux difficile. C'est le cas en particulier pour les redressements fiscaux. Le contribuable fournit des éléments qu'il juge nouveaux, des discussions juridiques subtiles sont engagées, et jusqu'au dernier moment l'administration peut renoncer à un redressement. Il est donc courant (...) que certains dossiers aboutissent à une remise en cause des conclusions premières ».

Les représentants des syndicats autonomes (S.N.U.L., F.O. et C.F.D.T.) des impôts ont, quant à eux, déclaré qu'il était « nécessaire que les autorités, qui ont pris cette décision, s'expliquent ». Le porte-parole de F.O. a ajouté qu'il « s'agissait d'une décision politique », mais que des « pratiques similaires existaient avant le 10 mai ».

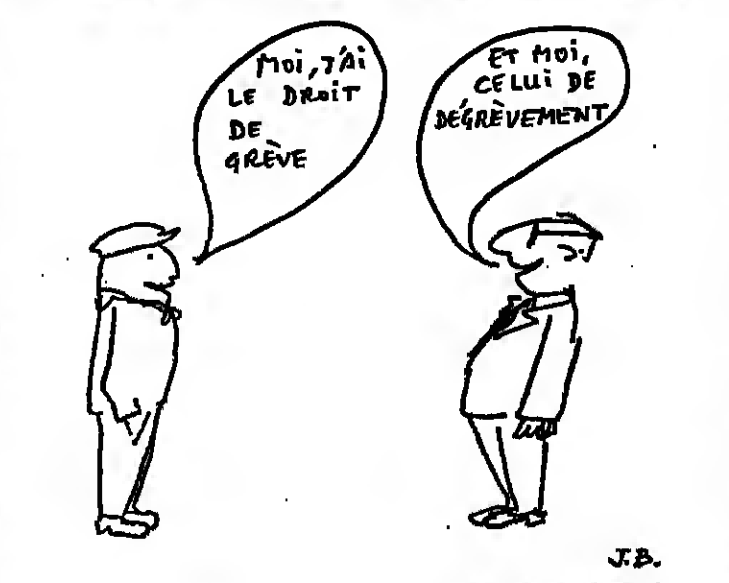
Comment le contribuable peut-il s'opposer au fisc ?

L'affaire du dégrèvement fiscal dont a bénéficié M. Doumeng — et à propos de laquelle M. Jacques Delors assurait, dimanche 30 octobre, à l'émission « Le grand jury, R.T.L.-le Monde », qu'elle ne lui avait pas été soumise — pose le problème de la procédure longue et complexe qui permet, dans certains cas, à un contribuable de ne pas payer les redressements d'impôts décidés par le fisc.

A un premier stade, les déclarations de revenus sont soumises à un « contrôle sur pièce » qui permet au fisc — théoriquement du moins — de vérifier la cohérence des informations fournies par le contribuable : cohérence avec les déclarations des années précédentes, cohérence entre revenus du travail et revenus du capital, cohérence avec les justificatifs possédés par l'administration (déclarations des tiers notamment).

A un deuxième stade, une « vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble » (VASEF) peut être effectuée. Dans ce cas, toutes les catégories de revenus sont examinées. Le contribuable doit justifier ceux-ci sur les quatre années précédentes, de même qu'il doit justifier les déductions opérées. Il y a eu six mille sept cent cinquante-une vérifications de ce genre en 1982. Mais, alors que le contrôle sur pièce se fait quasi automatiquement, la VASEF implique un certain nombre de garanties en faveur du contribuable : celui-ci est averti, il peut être assisté d'un conseil, on le prévient de la période sur laquelle portera la vérification.

Ce sont les services d'assistance de l'impôt qui opèrent. L'inspecteur des impôts demande au contribuable un certain nombre d'explications et le commu-



(Dessin de Jean Benoit.)

nication de documents : comptes bancaires, documents d'agents de change, comptes courants d'entreprises, justificatifs de trésorerie...

Si, à la suite de cet examen, le fisc adresse une notification de redressement au contribuable, celui-ci peut — mais sur les faits seulement — en appeler à la commission départementale des impôts directs, qui est présidée par un magistrat et composée de représentants de l'administration et de professionnels (l'administration peut également saisir cette commission).

N'est pas recevable, par la commission, le cas où le contribuable n'a pas justifié sa position. Une fois la notification de redressement reçue, le loi laisse un délai

de trente jours au contribuable pour l'examiner et y répondre. Si le contribuable — après réflexion — accepte le redressement et qu'il est reconnu de bonne foi, il pourra, en plus des sommes réclamées, des intérêts de retard dont le montant ne pourra pas dépasser 25 % des impôts supplémentaires. Si la bonne foi n'est pas reconnue, la majoration est plus importante : elle atteint 30 % si le montant des droits dus est inférieur à 50 % des droits après redressement. Si le montant des impôts dus est supérieur à 50 % des impôts après redressement, la majoration est de 50 % (1).

Sur l'interprétation du code des impôts, le contribuable peut entreprendre une procédure contentieuse. Il s'adresse alors, dans un premier temps, au chef du centre des impôts de sa circonscription. La recours peut être déposé jusqu'au 31 décembre de la deuxième année qui suit l'établissement. Son dossier est à nouveau examiné par un inspecteur. Si le désaccord persiste, le contribuable peut saisir le tribunal administratif, puis saisir, en appel, le Conseil d'Etat.

On notera qu'un contribuable ne peut pas se contenter — aux termes même du code de procédure fiscale — de justifier ses revenus par des ventes d'or ou d'encens. Or de telles opérations, pour être prises en compte par le fisc, doivent avoir été régulièrement enregistrées en leur temps.

On peut donc penser que M. Doumeng a fourni toutes les preuves de ses ventes d'or et de ses prêts pour bénéficier des dégrèvements qui lui ont été accordés.

(1) Dans le cas de fraude fiscale grave, l'administration, si elle veut poursuivre en correctionnelle, peut transmettre le dossier à la commission des infractions fiscales. Cette commission comprend des magistrats de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Elle rend un avis qui peut être transmis au parquet.

M. Bernasconi souhaite le maintien du pouvoir d'achat. Dans une interview au journal la Croix (11-12 novembre), M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), se montre plutôt sévère à l'égard du C.N.P.F. et de son président, M. Yvon Gattaz. Faisant allusion aux propos de ce dernier sur le recul du pouvoir d'achat, M. Bernasconi affirme : « Moi, je ne m'en réjouis pas », et estime que M. Gattaz a apporté « la confusion dans beaucoup d'esprits, en particulier chez les syndicalistes, en laissant croire que le patronat avait complété de la perte du pouvoir d'achat ». Son maintien, ajoute-t-il, est « notre seule chance de retrouver un marché ».

SOCIAL

Les pompistes tentent d'empêcher la réforme de la distribution

(Suite de la première page.)

Les conditions de rémunération des distributeurs de carburant sont telles en France que les petits détaillants ne peuvent effectivement lutter à armes égales contre la concurrence des grandes surfaces. La « marge » sur laquelle les détaillants peuvent « jouer » pour fixer leur prix de vente est en effet très différente selon qu'il s'agit d'une petite station ou d'un grand distributeur. Entre le prix de sortie de raffinerie, dit prix de reprise (184,07 F par hectolitre, pour le super) et le prix de vente hors taxe (229,32 F), la marge de distribution atteint un maximum 45,25 F.

Mais cette marge se répartit entre :

- des frais de mise en place : 7,88 F.
- des frais liés au maintien des stocks obligatoires : 4,61 F.
- une marge de gros : 11,60 F.
- une marge de détail : 21,45 F, dont on doit soustraire 0,29 F d'arondi, soit 21,16 F.

Les supermarchés et les grands distributeurs indépendants (quatre mille au total) peuvent, s'ils assurent eux-mêmes les frais de transport et de mise en place, jouer sur la totalité de cette marge (45,25 F par hectolitre). Les distributeurs qui se font livrer en équité — c'est-à-dire n'assurant pas les frais de mise en place et de stockage — bénéficient eux des marges de gros et de détail, soit 33,05 F par hectolitre. Par contre les petits pompistes — nommés communément « réseau de marque » — les plus nombreux (quarante mille au total), ne bénéficient, eux, que de la seule marge de détail, soit 21,45 F, à laquelle peuvent s'ajouter, selon les cas, diverses primes de quelques centimes.

Il est donc clair que leur marge de manœuvre, en matière de rabais, est beaucoup plus limitée. A l'extrême, les grands distributeurs, s'ils limitent les frais de mise en place, peuvent sans faire de pertes ni de bénéfices, ce qui est possible s'ils font de l'essence un « produit d'appel », pratiquer des rabais allant jusqu'à 35 centimes, alors que les petits pompistes ne peuvent au maximum, en renonçant à tout bénéfice, aller au-delà de 21 centimes. Encore faut-il distinguer les grands stations-service, selon leurs statuts. Dix mille points de vente, soit un quart du total sont la propriété des compagnies. Ils sont gérés soit

par des gérants libres, qui louent le fonds de commerce et les installations, échangent le carburant et le revendent directement, soit par des mandataires gérants, qui ne sont que de simples salariés des compagnies, celles-ci conservant la totale maîtrise de la gestion et des prix. Le reste, dit réseau « organique », est composé de trente mille points de vente, qui n'assurent qu'environ un tiers des ventes. Ce sont des petits distributeurs, pour la plupart garagistes, propriétaires de leur fonds, qui ont passé avec les compagnies des contrats d'exclusivité.

Amorce d'une rationalisation

La situation la plus critique est à l'évidence celle des gérants libres. Comme les mandataires, ils tirent l'essentiel de leurs revenus des ventes de carburant, mais ils ne bénéficient, contrairement à ceux-ci, d'aucune garantie de revenus. Quant en réseau dit « organique », les ventes de carburant ne représentent plus pour la plupart qu'une activité d'appoint (parfois rémunératrice), voire un service au client, l'essentiel de leurs bénéfices provenant de la vente, soit de véhicules, soit d'accessoires ou de produits (lubrifiants, antigel, etc.), eux, forts rémunérateurs.

Si les prix et les marges n'étaient, en France, strictement réglementés par la puissance publique, une bonne partie de ce réseau aurait probablement disparu depuis longtemps, comme en Allemagne fédérale, où, pour un parc automobile comparable, le nombre des points de vente de carburant est tombé à dix mille, soit moins de la moitié du réseau français. Une évolution du même type apparaît aujourd'hui inéluctable en France. L'entretien et l'approvisionnement d'un réseau aussi dense sont, en effet, beaucoup moins rentables pour les compagnies que celui d'un réseau plus concentré avec un débit moyen plus élevé. Aussi les groupes pétroliers ont-ils amorcé une « rationalisation » de leur système de distribution, dont ils ne cachent pas qu'elle entraînera la disparition à terme de plusieurs milliers de points de vente.

Cette « modernisation » leur est en outre imposée par la concurrence accrue des supermarchés, lesquels assurent aujourd'hui environ 25 % des ventes, contre 12 % il y a cinq ans. Or cette concurrence ne peut

aller qu'en s'accroissant. Car les achats de carburant dans les supermarchés ne correspondent pas seulement à la recherche par le consommateur de prix plus attractifs, mais aussi à des habitudes de consommation générale difficiles à modifier. Dans toutes les régions françaises, sauf quelques cas particuliers, la plupart des ménages ont un supermarché dans un rayon de 30 kilomètres.

Face à cette concurrence nouvelle, les plus menacés ne sont ni les grandes stations-service situées sur les autoroutes — appartenant aux compagnies et gérées de plus en plus par des mandataires — ni, comme on le souvent dit, les petits postes isolés, lesquels offrent souvent un service spécifique — proximité, ouverture tardive, réparations, etc. Par contre, les « grappes » de stations-service situées à la sortie des agglomérations — pour la plupart gérées par des gérants libres — sont directement visées et devraient voir dans les années à venir leur nombre diminuer rapidement.

La lutte des petits pompistes contre l'élargissement des rabais peut donc apparaître, dans une certaine mesure, comme un combat d'arrière-garde. Le problème pour le gouvernement, qui sait ne pouvoir s'opposer durablement à une évolution quasi générale en Europe, est d'accompagner le mouvement en évitant, autant que faire se peut, les conséquences néfastes d'une action trop brutale : diminution du service rendu au consommateur, d'abord (il faudra veiller à ce que certaines zones ne se trouvent pas totalement dépourvues de stations-service) ; les effets sociaux, ensuite, les stations faisant vivre souvent toute une famille, qui aura peine à se reclasser.

L'élargissement des rabais constitue, dans cette optique, une mesure de compromis entre le maintien d'une protection maximale, demandée par les pompistes, et la liberté totale des prix réclamée par les grands distributeurs — position désormais renforcée par l'avis récent donné par la Commission européenne (le 10 novembre) sur l'écoulement. Cette décision devrait être accompagnée par diverses mesures permettant d'améliorer la situation financière des petits pompistes. Outre le fonds de modernisation des points de vente, destiné à accompagner la restructuration en évitant les drames sociaux, les pouvoirs publics ont autorisé les détaillants à récupérer immédiatement les baisses de prix des carburants — sans tenir compte de l'effet des stocks — et à effectuer pas une revalorisation des marges de détail accordées aux pompistes. Ces mesures ne permettront pas d'enrayer la diminution inéluctable des points de vente. Elles pourraient permettre néanmoins à celle-ci de s'effectuer dans l'ordre.

Calmeront-elles l'inquiétude, légitime, des intéressés menacés dans leur survie ? Rien n'est moins sûr...

VÉRONIQUE MAURUS.

Le gouvernement veut rassurer les automobilistes pour cette fin de semaine

Les forces de l'ordre sont intervenues, jeudi 10 novembre, pour libérer l'accès aux camions-citernes et aux dépôts bloqués dans la quasi-totalité des régions par les pompistes en grève. Le mouvement de protestation qui avait commencé dès mercredi, s'étant étendu, jeudi, soutenu par les deux principales organisations de la profession, la Chambre syndicale nationale du Commerce et de la réparation automobile (C.S.N.C.R.A.) et la Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile (F.N.C.A.A.), le Syndicat national du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.) a également apporté son soutien « sans réserve » au mouvement.

Quelques dépôts demeuraient toutefois bloqués jeudi après-midi (Indre, Loire, Aude, Finistère, Loire-Atlantique, Sarthe, Maine-et-Loire, Côte-d'Or). Des incidents mineurs ont eu lieu en Midi-Pyrénées et dans le Calvados, mais ils sont peu nombreux, la F.N.C.A.A. ayant prôné « aucune violence contre les points de vente restés ouverts ».

Ce week-end, les automobilistes pourraient néanmoins rencontrer quelques difficultés dans certaines régions. En Bretagne, par exemple, où le mouvement devrait concerner 90 % des trois mille points de distribution. La grève devrait également être assez bien suivie dans la région du Havre, mais assez peu dans le Nord. Dans l'Aude, le commissaire de la République a dû réquisitionner plusieurs stations-service, vendredi matin, et distribuer des bons d'essence réservés au priorité aux ambulances, médecins et touristes en panne sèche.

M. Auroux, secrétaire d'Etat à l'énergie, a estimé qu'il n'y aura des problèmes que si les automobilistes constituent des stocks personnels, ce qui est « une véritable alarme ». Rassurant également, M. Fabius, ministre de l'Industrie, a déclaré, devant le Sénat, que les stations-service des autoroutes seront « en mesure de répondre à la forte demande de la fin de semaine ».

LES AUTRES CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève d'avertissement des mineurs lorrains a été suivie par l'ensemble du personnel

Des milliers de personnes — 9 000 selon les organisateurs, 5 000 selon la police — ont pris part jeudi 10 novembre, à Freyming-Merlebach (Moselle) à l'une des plus importantes manifestations unitaires organisées depuis le début des années 70 dans le bassin houiller de Lorraine, à l'appel des élus locaux et de l'ensemble des syndicats, pour protester contre la politique charbonnière. Cette journée d'action a été marquée par une grève d'avertissement de vingt-quatre heures, suivie par la quasi-totalité du personnel minier. Elle précède celle qu'organisent le 14 novembre les mineurs du Nord-Pas-de-Calais, alors que les députés doivent débattre la semaine prochaine de l'aide à accorder à l'industrie du charbon (8,5 milliards de francs prévus en 1984, comme en 1983). A la manifestation de jeudi, les éloges ont été salués par les militants C.F.D.T.

Nominations

M. ANDRÉ PERREY vient d'être nommé P.O.G. de la société International Harvester France. Il succède à M. Jean Mongrand qui a décidé de quitter la société. M. Perrey, âgé de cinquante et un ans, a commencé sa carrière chez Citroën en 1956, où il fut directeur pour l'équipement du groupe en 1972. Il fut directeur général de France Motors (Automobiles Mazda) en 1973. Entré chez Renault en 1974, il y resta jusqu'en 1979. Directeur des ventes et du marketing chez Massey-Ferguson en 1979-1980, il est président général de Fiat Matériel Agricole depuis 1980.

M. SKOV HANSEN a été nommé P.O.G. de Fiat Matériel Agricole, filiale française de Fiat Trattori. Il succède à M. André Perrey. La filiale française du groupe Fiat doit changer de dénomination et s'appellera désormais Fiatagri France S.A., cela dans le but d'unifier sous la même image les activités agricoles du groupe (tracteurs Fiat, moissonneuses-batteuses Laverda, matériel de récolte Hession). M. Skov Hansen, quarante-sept ans, était depuis 1971 directeur général des filiales danoise et suédoise et président de Fiatagri England.

M. JEAN-PIERRE SEEUWS vient d'être nommé P.O.G. de Rhône-Poulenc Films en remplacement de M. Yves Mahé.

M. ANDRÉ BETTENCOURT, ancien ministre, a été nommé P.D.G. de Gessopal, holding contrôlant L'Oréal à 38,3 %, dont le groupe suisse Nestlé est actionnaire minoritaire (49 %). Il remplace M. Henri Febvre.

M. SYLVAIN FLORAT a été nommé P.O.G. de la Société française pour le développement de la fluorescence émise pour fournir à une future société du Fluorocap sa technologie de lecture automatique des réactions biologiques.

MARCHÉ COMMUN

LA PRÉFÉRATION DU CONSEIL

La politique agricole et les compensations budgétaires sont l'objet d'après

Les ministres des affaires étrangères, réunis à Bruxelles, ont discuté depuis le mercredi 8 novembre le Conseil européen de la politique agricole commune. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

La Grande-... à la C... Le débat... La réforme... La politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

La Grande-... à la C... Le débat... La réforme... La politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

La Grande-... à la C... Le débat... La réforme... La politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

FAITS ET CHIFFRES

Nickel-Pyrénées amende... Cette opération... La participation... La réforme... La politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

Social

Pechiney cinquante emp... La réforme... La politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats. La réforme de la politique agricole commune est l'objet de débats.

Le Monde

AVANT LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

